

Burundi

Agricultural Intensification and Value-enhancing Support Project Supervision Report

Main report and appendices

Mission Dates: 15-26 octobre 2018
Document Date: 04/02/2019
Project No. 1100001469
Report No. 4948-BI

East and Southern Africa Division
Programme Management Department

Abbreviations and Acronyms

ACORD	Agency for Cooperation and Research in Development
ACSA	Agent communautaire de santé animale
AUM	Association d'usagers de marais
AUP	Association d'usagers des pistes
BIF ou FBU	Franc Burundais (monnaie locale)
BPEAE	Bureau provincial de l'environnement, de l'agriculture et de l'élevage (ancienne DPAE)
BRB	Banque de la République du Burundi (ou Banque centrale)
BV	Bassin versant
CAPAD	Confédération des associations des producteurs agricoles pour le développement
CCDC	Comité communal de développement communautaire
CCL	Centre de collecte de lait
CDC	Comité de développement communautaire au niveau colline
CDFC	Centre de développement familial et communautaire
CEP	Champ école paysan
CEPE	Champ école paysan élevage
CSCB	Chaîne de solidarité communautaire bovine
DAO	Dossier d'appel d'offres
DPD	Demande de paiement direct
DRF	Demande de remboursement de fonds
ECD	Etat certifié de dépenses
FAE	Fossé antiérosif
FENACOBU	Fédération nationale des coopératives d'épargne et de crédit (COOPEC) du Burundi
FIDA	Fonds international de développement agricole
IMF	Institution de microfinance
ISABU	Institut des sciences agronomiques du Burundi
MARP	Méthode accélérée de recherche participative
MINEAGRIE	Ministère de l'environnement, de l'agriculture et de l'élevage
ONCSS	Office national de contrôle et de certification des semences
OPP-VA	Opérateur partenaire de proximité chargé de la valorisation
PAIVA-B	Projet d'appui à l'intensification et à la valorisation agricoles du Burundi
PAM	Programme alimentaire mondial
PTBA	Programme de travail et de budget annuels
SRI	Système de riziculture intensif
TVA	Taxe sur la valeur ajoutée
TVC	Technicien vétérinaire communal
UE	Union Européenne
UFCP	Unité de facilitation et de coordination du projet
UFCR	Unité de facilitation et de coordination régionale
USD	Dollar des Etats-Unis d'Amérique

A. Project Overview

Region:	East and Southern Africa Division	Project at Risk Status:	Not at risk
Country:	Burundi	Environmental and Social Category:	B
Project Name:	Agricultural Intensification and Value-enhancing Support Project	Climate Risk Classification:	not available yet
Project Id:	1100001469	Executing Institution:	Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage
Project Type:	Agricultural Development	Implementing Institutions:	not available yet
CPM:	Aissa Toure		
Project Director:	not available yet		
Project Area:	not available yet		

Approval Date	30/04/2009	Last audit receipt	27/06/2018
Signing Date	14/05/2009	Date of Last SIS Mission	26/10/2018
Entry into Force Date	21/07/2009	Number of SIS Missions	10
Available for Disbursement Date	21/07/2009	Number of extensions	2
First Disbursement Date	17/12/2009	Effectiveness lag	3 months
MTR Date	04/11/2013		
Original Completion Date	30/09/2017		
Current Completion Date	30/09/2017		
Financial Closure	not available yet		

Project total financing

IFAD Financing breakdown	Debt Sustainability Framework	\$13,575,901
	Debt Sustainability Framework	\$20,000,000
Domestic Financing breakdown	Beneficiaries additional financing	\$1,510,233
	Beneficiaries	\$1,403,621
	National Government (add)	\$2,785,213
	National Government	\$3,454,675
Co-financing breakdown,	European Union	\$5,999,630
	To be determined	\$2,500,000
	World Food Programme	\$4,657,372
Project total financing		\$55,886,645

Current Mission

Mission Dates:	15-26 octobre 2018
Days in the field:	4 jours (du 16 au 19 octobre 2018)

- Mission composition: Madame Aissa Touré, Chargée de programme payes, FIDA, Monsieur Ghachem Kadari, Consultant en appui au Bureau Pays FIDA, Monsieur Isidore Toyi, Chargé d'appui au programme (CAP), Bureau Pays FIDA, Monsieur Yves Minani, Consultant Agronome, Monsieur Dismas Nimubona, Consultant Génie rural, Monsieur Gilbert Hatungumukama, Consultant Elevage, Monsieur Jean Baptiste Hakizimana, Consultant gestion financière, Monsieur Pierre Ndikumagenge, Consultant filières agricoles, Madaem Béatrice Ntahe, Consultante genre, Madame Espérance Ndayikengurukiye, Consultante en communication et gestion des savoirs du programme pays. La partie nationale était représentée par Monsieur Sakubu Cyriaque, Directeur des études et programmation au Ministère de l'Environnement, de l'Agriculture et de l'Elevage, les Cadres des unités de facilitation et de Coordination Nationale et Régionales du PAIVA-B, les Représentants des services déconcentrés, les Représentants des prestataires ACORD, CAPAD, OPP-VA et de la FENACOBU. Monsieur le Gouverneur de la province de Kayanza a pris part aux travaux de la mission.
- Field sites visited: Communes des provinces de: Kayanza (Muhanga et Rango), Karusi (Bugenyuzi et Gitaramuka), Gitega (Bugendana et Giheta), Muramvya (Muramvya).

B. Overall Assessment

Key SIS Indicator #1	Ø	Rating	Key SIS Indicator #2	Ø	Rating
Likelihood of Achieving the Development Objective		5	Assessment of the Overall Implementation Performance		4

Effectiveness and Developmental Focus	5	Project Management	4
Effectiveness	4	Quality of Project Management	4
Targeting and Outreach	5	Knowledge Management	5
Gender equality & women's participation	5	Value for Money	4
Agricultural Productivity	5	Coherence between AWPB and Implementation	4
Nutrition	N/A	Performance of M&E System	4
Adaptation to Climate Change	4	Requirements of Social, Environmental and Climate Assessment Procedures (SECAP)	

Sustainability and Scaling-up	4	Financial Management and Execution	4
Institutions and Policy Engagement	5	Acceptable Disbursement Rate	4
Partnership-building	4	Quality of Financial Management	5
Human and Social Capital and Empowerment	4	Quality and Timeliness of Audit	4
Quality of Beneficiary Participation	4	Counterparts Funds	3
Responsiveness of Service Providers	4	Compliance with Loan Covenants	5
Environment and Natural Resource Management	4	Procurement	3
Exit Strategy	4		
Potential for Scaling-up	5		

Relevance

C. Mission Objectives and Key Conclusions

Background and Main Objective of the Mission

Contexte et objectif principal de la mission

La huitième et dernière mission de supervision conjointe FIDA/Gouvernement du Burundi du PAIVA-B s'est déroulée au Burundi du 15 au 26 octobre 2018. Elle avait pour objectif de passer en revue l'exécution technique et financière du projet, notamment le degré de mise en œuvre du Programme de travail et budget annuel (PTBA) 2018 et des recommandations de la mission de supervision du 23 octobre au 03 novembre 2017. Elle a notamment fait le point sur: (i) l'exécution des activités durant la période sous-revue et l'appréciation des progrès réalisés; (ii) les actions du projet pour consolider la durabilité des résultats; (iii) la gestion financière et administrative, (iv) le système de suivi-évaluation et les indicateurs désagrégés selon le genre, (v) le degré de mise en œuvre des recommandations des audits des comptes de l'exercice 2017, (vi) les priorités du PTBA et du plan de passation des marchés 2018, et (vii) le degré de mise en œuvre du plan de désengagement du projet. Cette mission a aussi pour objectif d'appuyer l'équipe du projet à planifier et préparer l'achèvement du projet prévu en Septembre 2019.

La mission a démarré par une présentation des résultats des activités sous revue par l'équipe du projet, en présence de cadres du Ministère de l'Environnement, de l'agriculture et de l'élevage (MINEAGRIE) et des représentants des partenaires. La mission a ensuite effectué des visites de terrain dans les communes de la zone du projet et rencontré les autorités locales, les opérateurs partenaires, les structures décentralisées, les Organisations Paysannes.

Au terme de la mission, une réunion de synthèse a eu lieu le 25 octobre 2018 avec l'équipe du projet. Une réunion de restitution s'est tenue le 26 octobre 2018 au siège du projet, sous la présidence du Directeur Général de la Mobilisation pour l'auto-développement et de la vulgarisation agricole du MINEAGRIE et en présence d'un représentant du Ministère des finances, du budget et de la coopération au développement économique. La mission a attiré l'attention de l'équipe du projet sur les mesures à prendre pour un désengagement réussi du PAIVA-B à fin Septembre 2019. L' aide-mémoire de la mission retrace les principales conclusions et recommandations de la mission.

La mission exprime ses remerciements aux autorités nationales et locales, aux cadres du MINEAGRIE, aux membres des organisations paysannes, aux cadres du projet, aux prestataires partenaires et, à la population pour leur accueil et leur collaboration qui ont permis un bon déroulement des travaux.

Key Mission Agreements and Conclusions

Constats et principales conclusions de la mission

Par rapport aux objectifs du cadre logique et après 9 années de mise en œuvre, le projet a atteint un taux de réalisation physique cumulé de 78% pour un décaissement moyen tous bailleurs confondu estimé à 68%. Les réalisations sont effectivement nombreuses et visibles sur le terrain car le projet a bénéficié d'un don initial du FIDA et d'un don de l'Union Européenne (UE) décaissé respectivement à 99%, et 100%. Cependant le don additionnel FIDA décaissé seulement à 57% à la date de la mission a connu de multiples contraintes dans sa mise en œuvre en 2015: (i) la crise socio-politique de 2015 qui a contrarié le démarrage du projet, et (ii) la décision du Gouvernement du Burundi (GdB) d'accorder un délai de prolongation d'exécution de 12 au lieu des 15 mois initialement envisagés. Par ailleurs, les études des aménagements hydroagricoles ont été longues et certaines activités n'ayant pas été révisées à mi-parcours ont été surestimées. Au vu de cela, **la performance globale du Projet est "plutôt satisfaisante"**.

En 2018, les recommandations de la supervision de 2017 ont été suivies à plus de 90% et l'accent a été mis sur le renforcement des structures communautaires (coopératives, associations, comités locaux, etc.). Les formations apportées aux petits producteurs à travers les champs écoles paysans (CEP), aux coopératives et aux associations des usagers des marais sont appréciables. Les coopératives diversifient leurs activités et s'autonomisent peu à peu puisqu'elles réussissent à obtenir des crédits de campagne sans l'appui du projet. Les associations des usagers de marais (AUM) enregistrent de légères améliorations dans le suivi et l'entretien des ouvrages hydroagricoles mais des efforts de consolidation restent à faire notamment dans la contribution aux redevances et aux parts sociales d'adhésion aux coopératives.

Si le PAIVA-B a contribué à l'intensification agricole par l'amélioration de la productivité (notamment pour le riz dont les rendements sont passés de 1 t à 3 t de paddy/ha, et le lait dont la production journalière par vache distribuée par le projet est de 6 litres contre 2 litres pour une vache locale), un effort important reste à faire dans la valorisation et la commercialisation, et la gestion des infrastructures qui sont encore sous utilisées ou sous équipées.

Le projet doit davantage renforcer les partenariats avec ACORD, OPP-VA, CAPAD, ISABU, etc. en cours en appuyant notamment les cadres de concertation et d'échanges au niveau provincial et communal et en impliquant au maximum les structures décentralisées et les prestataires partenaires dans le processus de désengagement. Si les actions en faveur des femmes sont satisfaisantes, il faut également consacrer plus d'efforts dans la consolidation des activités en direction des ménages vulnérables afin de réduire davantage la malnutrition chronique et améliorer leurs revenus et leurs conditions de vie.

La stratégie de consolidation et de désengagement a été élaborée par le projet et présentée à la mission en réponse à la recommandation de la supervision de Novembre 2017. Il s'agit d'une avancée notable qui accroît les chances de

durabilité des réalisations du PAIVA-B. Pour la période restante, un plan d'action, de Novembre 2018 à Septembre 2019, a été discuté et validé avec la mission et le projet devra: (i) renforcer la structuration des organisations paysannes et les capacités de leurs organes dirigeants, (ii) consolider les infrastructures hydro-agricoles en place et renforcer les activités en direction des ménages vulnérables, (iii) transférer les avoirs et les savoirs du projet vers les coopératives, les associations communautaires de base et les structures pérennes décentralisées, (iv) organiser un atelier de restitution et de validation du rapport de l'étude sur les effets et impact du projet; (v) valider le rapport d'achèvement pour sa transmission au FIDA, (vi) appuyer, au niveau institutionnel, la cellule du Suivi-évaluation du MINEAGRIE pour le suivi et la pérennisation des résultats du projet, et (vii) procéder aux opérations de clôture des financements FIDA dans les délais requis.

D. Overview and Project Progress

Vue d'ensemble

Au 31 septembre 2018, le cumul des réalisations physiques est estimé à 78% et laisse apparaître que 120.593 ménages ont reçu des appuis du projet (soit 117% de l'objectif prévu). Le groupe cible prioritaire est constitué à 90% de petits producteurs des catégories 2b et 3 qui possèdent entre 0,5 et 1 ha de terre. Les autres groupes des catégories 1 (sans terre) et 2a (moins de 0,5 ha de terre) ont bénéficié surtout de petit bétail, création d'emplois pour les jeunes et activités économiques.

Les structures communautaires prévues initialement sont en place et fonctionnent (34 AUM, 20 coopératives, 34 comités de bassins versants, 12 associations d'usagers des pistes, 195 Comités de développement communautaire au niveau colline (CDC)). Les CDC jouent leur rôle dans la sensibilisation et la mobilisation des populations dans le développement local, mais les comités des bassins versants et les Associations d'usagers des pistes (AUP) ne semblent pas motivés pour le suivi des travaux car n'ayant pas de revenus directs. Un travail complémentaire de sensibilisation et de redynamisation doit être fait en relation avec les autorités locales et les services techniques décentralisés. La performance du volet structuration communautaire et participation des bénéficiaires est plutôt satisfaisante.

Pour ce qui est de l'aménagement des marais et bassins versants, les réalisations sont estimées à 2408 ha pour les marais (73%), 18 270 ha de bassins versants protégés (52%) et le reboisement de 2775 ha de crêtes dénudées (83%) par rapport aux objectifs initiaux. Quant aux marais, les superficies initiales à aménager n'ont pas été modifiées à la revue à mi-parcours. Le marché pour l'étude de 600 ha restants a été attribué, mais le temps est insuffisant pour engager les aménagements. Cette activité sera transférée au MINEAGRIE. Le volet sécurisation foncière a donné de bons résultats car les 23 503 certificats délivrés (sur les 20 000 prévus) ont permis une réduction des conflits sociaux et l'accès aux services financiers pour l'octroi de crédits.

Concernant l'intensification agricole, les formations dans les 281 CEP mis en place et la distribution de semences de qualité (riz) ont conduit à une hausse de la productivité du riz qui est passée de 1 à 3 tonnes de paddy/ha. La production annuelle de riz s'est améliorée avec 4 800 tonnes de paddy additionnelles durant la campagne 2017-2018. Dans l'élevage, la distribution de 5155 bovins (soit 96% de l'objectif prévu) et la chaîne de solidarité communautaire (2 938 distribués dans la chaîne) a permis la reconstitution d'une grande partie du cheptel décimé durant la période 1993-2000 et une amélioration de la disponibilité en lait et en fumure organique. La performance du volet intensification agricole est plutôt satisfaisante.

En matière de valorisation, sur 32 hangars, 29 sont livrés ou en cours, les 7 centres de collecte de lait ont été réceptionnés, la minirizerie est à 60% des travaux et ses équipements sont prévus pour mars 2019. Pour la minilaiterie, les travaux sont achevés et la réception des équipements est prévue fin 2018. Les retards sont en grande partie dus aux lenteurs de passation des marchés. La performance de ce volet reste plutôt satisfaisante.

Les activités en direction des femmes sont satisfaisantes avec des taux de réalisation de 122% pour l'alphabétisation, 168% pour les groupes de caution solidaire, la diffusion de 7 859 foyers améliorés, 301 collecteurs d'eau de pluie et 867 jardins potagers. La performance de ce volet est satisfaisante.

Le système de suivi évaluation en place permet le pilotage du projet, les données sont disponibles et on note une amélioration significative dans l'analyse et la rédaction des rapports. Dans la gestion des savoirs, le projet a répliqué les bonnes pratiques acquises avec d'autres projets et programmes. Le travail de communication doit se poursuivre pour diffuser les informations et favoriser la synergie entre les partenaires du projet.

A date de la mission, le montant total des décaissements tous bailleurs confondus est estimé à 35 37 millions USD, soit 68% du montant prévu (55,9 millions USD) avec (i) 99,97% sur le don initial FIDA, (ii) 57,71% sur le don additionnel FIDA, (iii) 100% sur don UE, (iv) 33,24% sur don du PAM, (v) 89,93% sur le Don Canadien, (vi) 25,28% pour le Gouvernement et (vii) 58,51% pour les Bénéficiaires.

Principaux progrès

Composante 1: Renforcement et protection du capital productif

Sous-composante 1.1: Aménagements du capital productif et sécurisation foncière

Aménagements des marais. Sur un objectif initial de 3 292 ha à aménager, 2 408 ha ont été réalisés, soit un taux d'exécution de 73%. La réception de l'étude concernant l'aménagement de 600 ha est prévue pour Juin 2019. Compte tenu de la date d'achèvement du projet en Septembre 2019, le projet ne pourra pas engager les travaux. Aussi, la mission recommande de transférer les études au MINEAGRIE et de concentrer les efforts sur la réhabilitation du marais de Nyakagezi (35 ha) qui se trouve en aval des marais déjà aménagés par le projet dans la commune de Muhanga, Province de Kanyanza et dont les travaux se termineront au plus tard en Août 2019. La réception définitive sera effectuée par le MINEAGRIE.

Aménagement des bassins versants. Sur les terrains domaniaux ou communaux, le projet a réalisé 2775 ha de reboisement sur 3 353 ha prévus (soit 83%) et protégé 18 720 ha de versants par des fossés antiérosifs sur les 35 000 ha prévus (soit 52%). Ces activités vont se poursuivre jusqu'à fin Septembre 2019 dans le cadre des conventions signées entre le projet et les ONG nationales (CARITAS-Burundi et ACORD). La mission recommande d'organiser les travaux

HIMO pour la poursuite du reboisement et la protection des 10 446 ha de BV restants par des fossés antiérosifs en tenant compte du calendrier culturel.

Sécurisation foncière. Le projet a appuyé les services fonciers de 10 communes par des réhabilitations de bureaux, des formations, des équipements et des subventions. Les résultats sur ce volet sont satisfaisants car sur 20 000 certificats fonciers prévus, 23 503 ont été délivrés (soit un taux de 117%). Etant donné les fortes demandes exprimées par les petits producteurs, la mission recommande au projet de consolider les bureaux communaux par des équipements supplémentaires pour la délivrance de certificats fonciers et d'organiser des ateliers de transfert et de désengagement.

Sous-composante 1.2: Intensification de la production agricole

Intensification de la production agricole. L'apprentissage aux bonnes pratiques de production a été mené par la mise en place de 281 CEP (soit 100% du prévu). Par rapport aux objectifs prévus, le volet production des semences et plants a donné des résultats appréciables estimés à 74% pour la production de semences certifiées de riz et 65% pour les plants agro-fourragers. Dix-sept groupements de multiplicateurs de semences sur 21 ont réussi à constituer un fonds de roulement et avec leur mise en relation avec l'ISABU (pour l'approvisionnement) et l'ONCCS (pour la certification), ils vont poursuivre leurs activités sans l'appui du projet (ceci est un gage de durabilité). En 2018, les productions de semences de base et semences certifiées de riz ont atteint respectivement 86% et 89% des objectifs fixés et la production additionnelle durant la campagne de riz 2017-2018 est de 4 800 tonnes. Pour les engrais, les coopératives rizicoles prévues (7) ont été agréées par l'Etat et ont reçu des engrais subventionnés mais en quantités insuffisantes par rapport à leurs besoins. En effet, ces coopératives n'ont pas pu mobiliser la contribution à 60% requise en raison de leurs difficultés à mobiliser les crédits nécessaires.

Renforcement de la Chaîne de solidarité communautaire de bovins. Sur 5 360 bovins prévus, 5 155 (96%) ont été distribués aux bénéficiaires de première génération. La chaîne de solidarité a permis de redistribuer 2 938 veaux remboursés aux bénéficiaires de génération 2 et 3. Cela a eu un impact bénéfique sur la nutrition dans les ménages bénéficiaires avec la disponibilité du lait et une amélioration de la productivité agricole avec la fumure organique. La mission recommande au projet de (i) faciliter l'acquisition de 205 kits bovins restant aux bénéficiaires habitant les BV surplombant les 4 marais récemment aménagés, (ii) consolider l'insémination artificielle et l'alimentation du bétail pour répondre aux besoins de la croissance des effectifs bovins.

Appui au petit élevage. Sur 4 000 caprins prévus, 3 792 (95%) ont été distribués à 1 292 ménages dont 10% dirigés par des femmes. En raison de leur vulnérabilité profonde, la majorité des bénéficiaires a revendu les caprins. Ce volet n'a donc pas eu l'effet escompté. Aucune action ne sera prévue pour la période restante. Pour appuyer les ménages sans terre, le projet devra consolider: (i) l'appui au petit élevage avec des kits porcins et potagers, (iii) l'apiculture par l'augmentation des kits de production et la mise en place des mielleries, (iv) l'aquaculture intégrée sur 3 nouveaux villages piscicoles.

Champs écoles élevage (CEPE). Au total 124 CEPE sur 167 prévus (74%) ont été mis en place et ont bénéficié à 6189 personnes (sur un objectif de 5 010) dont 2 159 femmes. Les formations dispensées ont donné des résultats satisfaisants et le projet devra les consolider pour assurer leur autonomie totale et un désengagement réussi.

Composante 2: Valorisation de la production agricole

Sous-composante 2.1: Valorisation de la production agricole

Etude des marchés des produits agricoles et diagnostic et services des produits financiers. Conformément à la recommandation de la mission de supervision de 2017, le projet a concentré ses efforts dans la mobilisation des crédits intrants en passant de 318 millions de FBU en 2017 à 435 millions FBU en 2018. La transformation des produits n'a pas connu de progrès importants étant donné que la plupart des équipements de transformation (minilaiterie et minirizerie) ne sont pas réceptionnés. Il est recommandé d'accélérer l'acquisition des équipements de la minilaiterie et de la minirizerie, la mise en service, la formation des utilisateurs et le transfert aux coopératives.

Appui à l'amélioration de la qualité des produits et l'accès aux marchés. Sur 21 coopératives prévues, 20 ont été structurées et appuyées en 2018 (7 riz, 7 maïs, et 6 de lait), soit 95% des prévisions. Pour le riz, les 7 hangars avec aire de séchage prévus ont été construits. En 2018, le stockage a atteint 665 tonnes de produits (engrais et vivriers) et le volume de lait collecté par les CCL est de 3330 litres en moyenne/jour (soit 83% de l'objectif prévu). Avec le contrôle mis en place au niveau des CCL, la collecte du lait a été renforcée par l'acquisition de 10 motos adaptées pour réduire la durée de collecte vers les CCL et toucher les producteurs des collines les plus reculées. Ceci a permis d'améliorer la qualité du lait produit, d'assurer la distribution vers les centres urbains et améliorer les prix et revenus à la fois des producteurs et des coopératives. La mission recommande au projet de consolider les coopératives rizicoles et laitières pour améliorer la collecte, le transport, la conservation et la transformation.

Financement de la valorisation agricole. A date de la mission, un montant de 2,3 milliards de FBU a été mobilisé avec l'appui du projet auprès de la FENACOBU pour financer 7 coopératives rizicoles comprenant 12 184 membres dont 3 847 femmes (32%). Sur 642 millions de FBU prévus pour tout le projet, 657 millions (102%) ont été octroyés à 319 Groupes de caution solidaire. Malgré la clôture de la convention avec le PAIVA-B, la FENACOBU continue de financer les coopératives rizicoles et ce qui est un gage de durabilité. Pour un désengagement réussi de ce volet, la mission recommande au Projet de recruter un consultant pour établir un bilan comptable du volet financement des coopératives et préparer les conditions de son transfert au Projet d'Appui à l'Inclusion Financière Agricole et Rurale du Burundi (PAIFAR-B).

Sous-composante 2.2: Infrastructures rurales

Réhabilitation des pistes rurales. Sur 125 km de pistes prévus, les travaux de 121,3 km ont été engagés dont 69,4 km sont déjà réceptionnés (56%) et 51,9 km sont prévus pour décembre 2018. Le retard dans l'exécution des travaux est principalement dû à la lenteur d'octroi des documents administratifs pour l'extraction de la latérite et aux arrêts suite aux fortes pluies. En collaboration avec l'administration locale, les AUP se sont engagées à planter des arbres agro-forestiers et des arbustes fourragers sur les bords des pistes. Le projet devra les doter en kits de maintenance/entretien et consolider la réhabilitation de la piste dégradée de Gapfunzo-Bugenyuzi (sur 7 km).

Infrastructures de stockage. Sur les 32 hangars prévus, 19 ont été réceptionnés (59%), la réception de 4 autres est prévue en Novembre 2018. Les dossiers techniques pour 6 hangars sont très avancés et leur réception est prévue pour Avril 2019. Les 3 restants ne seront pas réalisés car les hangars construits suffisent largement pour couvrir les besoins des petits producteurs au niveau des marais correspondants. Une minirizerie est en cours de construction avec un état d'avancement des travaux estimé à 60%. Compte tenu de leurs difficultés d'accès à l'énergie électrique, la mission recommande de doter 13 hangars en kits solaires.

Composante 3: Facilitation de la mise en œuvre et coordination du projet

Structuration et développement communautaire. Toutes les structures communautaires prévues ont été mises en place et formées avec 195 CDC, 34 comités de suivi des bassins versants, 34 AUM et 12 AUP. Les CDC et les AUM jouent leur rôle, mais les comités de suivi des bassins versants et les AUP se montrent moins dynamiques. Les questions relatives à l'harmonisation des redevances et à l'amélioration de la gestion de la chaîne de solidarité communautaire animale et son transfert aux structures pérennes est en cours d'examen au niveau des cadres de concertation provinciaux. La mission recommande au projet d'organiser des ateliers communaux et provinciaux d'harmonisation des cotisations des AUM.

Activités de promotion de la femme Au 30 septembre 2018, sur un objectif de 15 200 personnes prévues, 18 475 personnes ont été alphabétisées dont 12 716 femmes, soit un taux de réalisation de 122%. Les formations sur le GALS ont bénéficié à 239 personnes dont 128 femmes (54%) et 319 GCS sur 190 prévus (168%) (2 233 personnes dont 1 228 femmes) ont été structurés et financés par un montant de 730 565 000 FBU (405 869 USD). Pour réduire la pénibilité du travail domestique des femmes, 7 859 foyers améliorés sur 190 prévus, 301 collecteurs sur 190 prévus et 867 potagers sur 190 prévus ont été installés. Ces taux de réalisation s'expliquent par le fait que les prévisions initiales étaient sous estimées avec des coûts unitaires surestimés. En outre, les foyers améliorés ont été pris en charge dans les activités d'adaptation aux changements climatiques. Pour la période restante, le projet devra consolider les groupes de caution solidaire par des formations sur les outils de gestion.

Agreed Action	Responsibility	Agreed Date
Overview and Project Progress		
Composante 1 - Action 2 Finaliser le reboisement des crêtes dénudées (572 ha)	UFCP	02/2019
Sous-composante 1.2 - Action 2 Consolider les ménages vulnérables avec des kits porcins/potagers	UFCP	02/2019
Sous-composante 2.1 - Action 3 Recruter un consultant pour établir un bilan comptable du volet financement des coopératives et préparer les conditions de son transfert au PAIFAR-B	UFCP	02/2019
Sous-composante 2.1 - Action 1 Accélérer l'acquisition des équipements de la minilaiterie et de la minirizerie, la mise en service, la formation des utilisateurs et le transfert aux coopératives	UFCP	03/2019
Sous-composante 2.1 - Action 2 Consolider les coopératives rizicoles et laitières pour améliorer la collecte, le transport, le stockage et la transformation	UFCP	03/2019
Sous-composante 2.2 - Action 1 Doter les AUP en kits de maintenance et d'entretien	UFCP	03/2019

Sous-composante 2.2 - Action 3 Doter 13 hangars en kits solaires	UFCP	03/2019
Composante 3 - Action 1 Organiser des ateliers communaux et provinciaux d'harmonisation des cotisations des AUM	UFCP	03/2019
Composante 3 - Action 3 Consolider les groupes de caution solidaire par des formations en gestion	UFCP	03/2019
Composante 1 - Action 3 Consolider et organiser les travaux de creusement des FAE au moyen de travaux HIMO pour protéger 10 446 ha de BV	UFCP	06/2019
Composante 1 - Action 4 Consolider le renforcement des capacités des agents des bureaux fonciers communaux par des équipements supplémentaires pour la délivrance des certificats fonciers et organiser des ateliers de transfert	UFCP	06/2019
Sous-composante 1.2 - Action 1 Faciliter l'acquisition de 205 kits bovins restants	UFCP	06/2019
Sous-composante 1.2 - Action 3 Consolider l'apiculture et l'aquaculture intégrée	UFCP	06/2019
Sous-composante 2.2 - Action 2 Réhabiliter la piste dégradée de Gapfunzo-Bugenyuzi	UFCP	06/2019
Composante 3 - Action 2 Commanditer l'étude d'effets et impact	UFCP	06/2019
Composante 1 - Action 1 Etablir un état des lieux et finaliser la réhabilitation du marais de Nyakagezi (35 ha) en commune Muhanga et Province Kayanza	UFCP	08/2019

E. Project implementation

a. Development Effectiveness

Effectiveness and Developmental Focus		
Effectiveness	Rating: 4	Previous rating: 4

Justification of rating

Par rapport aux prévisions, le retard accusé par les aménagements de marais (73%), de bassins versants (52%) et des pistes (56%) a affecté leur mise en valeur. Les résultats du projet sont satisfaisants au niveau de l'élevage bovin (96%), des CEP vivriers (100%) et des coopératives. Sur 21 coopératives prévues, 20 sont fonctionnelles et rendent des services à leurs membres. Les taux d'adhésion des producteurs aux coopératives sont encore faibles. Les infrastructures de séchage et de stockage (21 sur 32 prévues, soit 65,6%) ont permis aux producteurs de sécuriser leur production et d'avoir des prix rémunérateurs. Les objectifs de structuration, de développement communautaire et de promotion du genre ont été atteints. La performance est plutôt satisfaisante.

Log-Frame Analysis & Main Issues of Effectiveness

Analyse du cadre logique et principaux problèmes d'efficacité.

A moins d'une année de la date d'achèvement, le projet a touché 120 593 ménages, soit 117% de l'objectif initial de 103 307 ménages et un accroissement de 9 893 ménages par rapport à septembre 2017. Sur 14 231 emplois prévus, le projet en a créé 10 013, soit 70,4% dont 2 503 pour les femmes (21%).

Suite à l'application du SRI, la production totale de riz dans la zone du projet s'élève à 14 806 t, soit 148% des 10 000 t prévues. Grâce à la distribution de vaches de race améliorée, la quantité additionnelle de lait est de 2 478 600 litres par an contre 2 000 000 de litres prévus, soit 124%. De cette production, 363 230 litres de lait sont commercialisés, soit 136% des prévisions.

Le SRI est pratiqué par 70% des riziculteurs encadrés par le projet, soit 140% des prévisions. La production totale des semences certifiées de riz s'élève à 222 tonnes sur 300 tonnes prévues, soit 74%.

La totalité des 7 coopératives rizicoles et des 34 AUM prévues a été mise en place (100% des prévisions).

Les infrastructures hydro-agricoles ont bénéficié à 58 566 exploitants sur 45 000 prévus, soit un taux de réalisation de 130%. Sur 3 292 ha de marais prévus, 2 408 ha ont été aménagés (73%). La protection des bassins versants contre l'érosion a couvert 18 270 ha sur les 35 000 ha prévus (52%). La distribution directe de bovins a porté sur 5 155 bovins, soit 96% des 5360 prévus. La distribution des bovins dans le cadre de la CSCB a porté sur 2938 bovins sur 6000 prévus, soit 49%.

Le nombre de personnes formées en techniques d'élevage à travers les CEP est de 6189 sur 5010 prévues (123,5%). Les 10 guichets fonciers communaux prévus ont été appuyés par le projet et ont délivré 23 503 certificats fonciers sur 20 000 prévus (117%). Sur 21 organisations professionnelles prévues, 20 ont été recensées (95%). Sur 75 collecteurs de lait prévus, 74 ont été formés et équipés (99%). Sur 12 CCL et points de collecte du lait prévus, 14 ont été construits (117%). L'aménagement des pistes (réceptionnées) a porté sur 69,42 km sur 125 km prévus, soit 56%. Le pourcentage des membres des coopératives ayant accès aux crédits est de 60% contre 80% prévu, soit 75%.

Development Focus		
Targeting and Outreach	Rating: 5	Previous rating: 5

Justification of rating

La stratégie de ciblage est bien maîtrisée. La sensibilisation et le ciblage se font de manière participative en assemblée générale au niveau des collines. Le ciblage géographique a été respecté et tient compte d'autres interventions. Dans les 6 provinces, le projet a touché 14 communes et 120 593 ménages, soit 117% de l'objectif des 103 307 ménages prévus avec un accroissement en 2018 de 9 893 ménages par rapport à septembre 2017. Le nombre de personnes bénéficiaires du projet est de 557 935 dont 44,2% de femmes. Cependant, la conception initiale n'a pas prévu suffisamment d'activités spécifiques en faveur des ménages vulnérables des catégories 1 "sans terre" et 2 "accès limité à la terre". La performance dans la sensibilisation et le ciblage des bénéficiaires est satisfaisante.

Main issues

Points saillants

Le premier groupe prioritaire ciblé par le projet est constitué d'exploitants agricoles des collines qui possèdent moins de 1 ha, soit environ 90% des exploitants. A l'intérieur de ce groupe, le projet cible les exploitants possédant entre 0,5 et 1 ha

pour des actions de repeuplement bovin, soit 22% des exploitants. Le second groupe est constitué d'exploitants des marais à réhabiliter ou à aménager dont une forte proportion fait partie du groupe précédent. Les autres catégories ont été touchées par des actions de petit élevage (caprin) et d'autres activités d'appui aux initiatives économiques en vue de la création d'emplois. La proportion moyenne des femmes ciblées est de 44%. Pour les femmes, des proportions particulièrement élevées sont notées pour l'alphabétisation fonctionnelle des adultes (69%), les CEP vivriers (60%) et les GCS (55%).

Gender equality & women's participation

Rating: 5

Previous rating: 5

Justification of rating

La conception ne prévoit pas d'indicateurs de résultat relatifs à l'égalité genre. Le projet a pris en compte celle-ci en renforçant l'accès des femmes aux opportunités économiques et leur représentation au sein des organisations communautaires. Les femmes représentent (i) 29% exploitantes dans les marais, (ii) 14% bénéficiaires de bovins (malgré le contexte traditionnel qui ne permet pas à la femme d'être propriétaire de bovin), et (iii) 23% membres des coopératives laitières. Elles sont à 50% membres des comités de gestion des coopératives rizicoles et à 25% dans les coopératives laitières. Dans les GCS, elles sont à 55%, accèdent aux crédits et mènent des petites activités économiques. La prise en compte de l'égalité et la participation des femmes est satisfaisante.

Main issues

Points saillants

Pour relever le taux de participation des femmes, le projet a initié des stratégies pour les impliquer au maximum dans les activités sur le terrain. Il a déployé des plans d'actions pour (i) inciter les femmes à intégrer les coopératives et les CEP vivriers (sur 12 184 membres des coopératives rizicoles, 3 846 (32%) sont des femmes, sur 4 589 membres des coopératives maïs, 2 249 (49%) sont des femmes, et sur 8 935 membres des CEP vivriers, 5 361 sont des femmes (60%), (ii) suivre les cours d'alphabétisation (sur 18 475 personnes alphabétisées, 12 716 (69%) sont des femmes, (iii) adhérer aux 319 groupes de caution solidaire qui ont bénéficié de crédits d'un montant total de 731 Millions FBU (environ 406 000 USD).

Dans les organes décisionnels, les femmes représentent respectivement 40% et 30% des comités de suivi de l'approche projet et des CDC.

Le projet a appuyé également la réduction de la pénibilité du travail domestique par i) l'octroi de 301 collecteurs des eaux de pluie sur les 190 prévus (158%) et ii) 7 859 foyers améliorés bien que la conception avait prévu seulement 190 et 867 jardins potagers sur 190 prévus. Au sein de l'Unité de coordination du projet, une personne est chargée de veiller à la parité hommes-femmes et aux activités d'autonomisation. Le volet "Genre et Groupes vulnérables" est pourvu d'un budget spécifique pour les activités d'autonomisation des femmes.

Agricultural Productivity

Rating: 5

Previous rating: 5

Justification of rating

Les semences améliorées fournies aux petits producteurs de riz et maïs et les formations via les CEP ont permis aux producteurs de maîtriser les techniques culturales et améliorer la productivité et la production. Les rendements du riz ont été multipliés par 3, passant de 1 t à 3 t de paddy/ha, dans la zone du projet. Les cultures principales sur lesquelles est appliquée la fumure organique ont vu leur rendement doubler comme le haricot, le maïs et la banane. Les bénéficiaires tirent profit de l'élevage qui leur procure à la fois du lait, de la fumure et des revenus additionnels. La production de lait pour les vaches de race améliorée fournies par le projet est 3 fois plus importante que pour les vaches de race locale. La performance de ce volet est plutôt satisfaisante.

Main issues

Points saillants et principaux problèmes

Le projet a appuyé en intrants les groupements de multiplicateurs de semences et assuré leur encadrement technique via l'ISABU et la certification des semences par le truchement de l'ONCCS. Tous ces appuis s'arrêteront à l'achèvement du projet mais, heureusement, les groupements ont constitué des fonds de roulement qui leur permettront de prendre en charge cette activité.

En matière de semences et de plants, les actions de consolidation du projet porteront sur: (i) la reconduction du contrat de l'ISABU à fin septembre 2019 en vue de produire des semences de riz pour la campagne 2018-2019 et poursuivre la distribution des cultures fourragères produites en 2018 au cours du premier trimestre 2019, (ii) la consolidation de la mise en place des plants agroforestiers et fruitiers avec le service maraîcher et fruitier qui distribuera les plants produits en 2018, et (iii) l'organisation d'ateliers communaux sur l'état des lieux des groupements de multiplicateurs de semences et les mécanismes de transfert du suivi de ces groupements aux coopératives comme maillons spécialisés et/ou aux structures pérennes (BPEAE).

Les résultats des CEP sont globalement satisfaisants. Parmi les 281 CEP mis en place (100% du prévu), 149 n'ont pas bénéficié de fonds d'appui du projet et certains ont mal utilisé les fonds d'appui reçus et cessé leurs activités. La situation et les résultats des CEP ne sont pas bien maîtrisés par le projet. Les actions de consolidation des CEP sont: (i) une étude thématique sur l'état des lieux des CEP en place et la consolidation des CEP dynamiques par des fonds d'appui et (ii) l'organisation d'ateliers communaux de partage et de transfert des résultats des CEP vivriers aux coopératives (riz, maïs) comme maillons spécialisés en production de semences ou aux structures pérennes

Les coopératives jouent un grand rôle dans l'accompagnement aux producteurs notamment pour l'augmentation de la productivité et de la production agricoles mais leurs actions sont limitées par les faibles taux d'adhésion. Afin de rendre des services aux membres surtout pour l'approvisionnement en quantité suffisante d'engrais, le projet mettra à la disposition des coopératives un stock d'intrants (dont des engrais subventionnés) pour augmenter leurs fonds de roulement. Au niveau de la structuration et du développement communautaire, les activités de consolidation porteront sur: (i) les ateliers de planification stratégique et annuelle dans les 4 derniers marais, (ii) la démultiplication du manuel d'entretien des aménagements hydro-agricoles au Burundi, (iii) des ateliers communaux d'intériorisation et de diffusion du manuel d'entretien des aménagements hydro-agricoles en faveur des techniciens et des membres des AUM, (iv) des ateliers participatifs d'explication de l'organisation et des normes à respecter dans l'aménagement des BV, (v) des ateliers de planification annuelle et d'évaluation trimestrielle au niveau provincial. Les activités de transfert se feront lors d'ateliers provinciaux et communaux et porteront entre autre sur l'harmonisation du système de collecte et de gestion des redevances et autres cotisations et son transfert aux structures pérennes.

Agreed Action	Responsibility	Agreed Date
Development Effectiveness		
Productivité agricole - Action 2 Réaliser une étude thématique des CEP et les consolider par des fonds d'appui	UFCP	03/2019
Productivité agricole - Action 1 Reconduire le contrat de l'ISABU pour la production des semences et la distribution de plants fourragers	UFCP/ACORD	04/2019
Productivité agricole - Action 3 Organiser des ateliers communaux de partage et de transfert des résultats des CEP vivriers aux coopératives et/ ou aux structures pérennes	UFCP	06/2019

Nutrition

Rating: N/A

Adaptation to Climate Change

Rating: 4

Previous rating: 4

Justification of rating

La conception initiale n'a pas prévu un volet spécifique aux effets du changement climatique. Toutefois, la mission de formulation du projet a pris en considération les dégâts occasionnés par les inondations et la sécheresse sur les petits producteurs et a donné la latitude au projet de mener des actions concrètes à cette fin. Des contrats de partenariat ont été signés avec l'ISABU pour la multiplication de semences résilientes au CC. Les reboisements et les fossés antiérosifs ont permis d'atténuer les effets de l'érosion. En 2017, le projet a acquis 10 stations météorologiques automatiques au profit de l'Institut Géographique du Burundi (IGEBU). La performance dans ce volet est plutôt satisfaisante.

Main issues

Points saillants

Les actions en direction des femmes pour réduire leur pénibilité dans le travail et augmenter leur résilience face aux effets du changement climatique ont été nombreuses et utiles. Aussi, la mission recommande de consolider la mise en place des collecteurs des eaux de pluie pour une gestion efficiente de l'eau (face à la sécheresse) et élargir davantage la diffusion des foyers améliorés pour réduire les déboisements liés à la fois à l'homme et à l'érosion provoquée par les inondations suite aux effets du changement climatique.

Agreed Action	Responsibility	Agreed Date
Development Effectiveness		
Adaptation au changement climatique - Action Renforcer la mise en place des collecteurs des eaux de pluie et des foyers améliorés pour améliorer la résilience des populations face aux effets du CC	UFCP	06/2019

b. Sustainability and Scaling up

Institutions and Policy Engagement	Rating: 5	Previous rating: 4
-------------------------------------------	------------------	---------------------------

Justification of rating

Le projet a appuyé le MINEAGRIE dans la mise en place du logiciel d'enregistrement et de traçabilité des bovins pour le suivi des reproducteurs performants et de la CSCB. Il a également fourni des équipements et organisé des campagnes d'insémination artificielle et de vaccination des bovins. Au niveau décentralisé, un appui a été apporté aux bureaux communaux pour la délivrance des certificats fonciers et cela a réduit les conflits sociaux et amélioré l'accès aux crédits. Les actions du projet sont alignées sur le Plan National de Développement 2018-2027, la Stratégie agricole nationale, le Programme national d'investissement agricole, le protocole national de lutte antiérosive et la stratégie de développement du riz. La performance au niveau institutionnel est satisfaisante.

Partnership-building	Rating: 4
-----------------------------	------------------

Justification of rating

L'UE a cofinancé les aménagements de marais et des réhabilitations de pistes. Le PAM a financé des travaux de protection des BV contre l'érosion sous forme de travaux HIMO. Ce partenariat a permis aux ménages vulnérables d'avoir des revenus. Mais le PAM n'a pu mobiliser qu'une partie des ressources prévues. Le projet a aussi bénéficié d'un don Canadien. Le projet a signé une convention avec l'ISABU pour la production des semences et le service maraicher et fruitier pour la production de plants. La certification des semences produites est réalisée grâce au partenariat du projet avec l'ONCCS. La FENACOBUE a octroyé des crédits aux groupes cibles du projet. La performance dans le partenariat est plutôt satisfaisante.

Human and Social Capital and Empowerment	Rating: 4	Previous rating: 4
-------------------------------------------------	------------------	---------------------------

Justification of rating

Le projet a développé des outils pour le renforcement du capital humain et social, notamment par l'alphabétisation fonctionnelle des adultes, le renforcement des capacités (formations en planification, gestion, leadership, techniques, etc.), la mise en place d'un fonds de garantie par le projet pour l'accès aux crédits en faveur des groupes vulnérables pour mener des activités économiques, l'encouragement des femmes à intégrer les différents comités communautaires ou des OP pour leur permettre de rehausser leur statut social. La réalisation de ces activités s'est faite en partenariat avec les CDFC. La performance dans le renforcement du capital humain et social est plutôt satisfaisante.

Main issues

Points saillants

Les CDFC sont des structures décentralisées du Ministère ayant le genre dans ses attributions. Ils sont notamment à l'écoute des femmes victimes des violences basées sur le genre. Certains d'entre eux travaillent dans des bureaux construits avant 2006 par le Programmes de Relance et de Développement du Monde Rural (PRDMR) et en mauvais état. La mission recommande au projet de réhabiliter ces bureaux afin d'améliorer les conditions de travail des CDFC.

Agreed Action	Responsibility	Agreed Date
Sustainability and Scaling Up		
Renforcement du capital humain et social - Action Consolider et équiper les bureaux communaux des CDFC pour renforcer la lutte contre les violences basées sur le genre	UFCP	06/2019

Justification of rating

Les bénéficiaires de la CSCB participent dans la préparation des pépinières, l'installation des cultures fourragères et la construction des étables. Le paiement des redevances, la participation des bénéficiaires dans l'entretien des marais, des BV et des pistes sont à améliorer. Les taux d'adhésion des membres aux coopératives rizicoles et laitières varient de 30 à 60%. La majorité des membres ne paye pas les parts sociales et les cotisations. Ces coopératives rendent des services aux membres comme le stockage et l'achat de leur production. Les membres des CEP vivriers mettent à disposition les terrains pour l'apprentissage dans les champs de démonstration et la diffusion des paquets technologiques. La performance de la participation des bénéficiaires est plutôt satisfaisante.

Main issues**Points saillants**

La participation des bénéficiaires dans l'entretien des marais, des BV et des pistes n'est pas suffisante et pourrait être améliorée par une plus grande sensibilisation des usagers. Le curage des ouvrages hydro-agricoles des marais est réalisé pendant les campagnes rizicoles. Malgré la sensibilisation des AUM, le niveau des redevances pour l'entretien des marais reste faible. L'entretien des pistes et des BV se fait mais pas de façon systématique.

La participation des bénéficiaires des CEP vivriers (riz, maïs et haricot) et de la CSCB est satisfaisante. Leur contribution dépasse de loin les 10% prévus. Sur 80% des collines cibles du projet, la CSCB est bien suivie avec la participation active des bénéficiaires. Les multiplicateurs des semences de riz disposent d'une forte demande leur permettant de préparer leur autonomie.

Les taux d'adhésions des membres aux coopératives rizicoles et laitières varient de 30 à 60%. Cette situation est due au fait que la majorité des membres ne paye pas les parts sociales et les cotisations exigées par les coopératives. Ces dernières commencent à rendre de nombreux services aux membres mais le faible niveau d'adhésion des membres limite leurs capacités financières et les quantités d'intrants distribués.

Agreed Action	Responsibility	Agreed Date
Sustainability and Scaling Up		
Qualité de la participation des bénéficiaires - Action 2 Réaliser un inventaire des bénéficiaires de la CSCB et organiser un atelier de consolidation et de transfert aux structures pérennes	UFCP	03/2019
Qualité de la participation des bénéficiaires - Action 1 Organiser des ateliers de consolidation et de transfert pour les infrastructures hydroagricoles des marais, des BV et les pistes aux structures pérennes	UFCP	04/2019
Qualité de la participation des bénéficiaires - Action 3 Organiser des visites d'échange des comités rizicoles vers les coopératives ayant déjà acquis leur autonomie	UFCP	06/2019

Justification of rating

Les objectifs de production des semences de riz confiés à l'ISABU sont en voie d'être atteints et cette activité affiche une durabilité grâce à une demande sans cesse croissante. 23 503 certificats fonciers ont été délivrés (117%) grâce aux initiatives du prestataire. Les activités de structuration et de développement communautaire et de ciblage ont été réalisées à près de 100% par ACORD. Celles de structuration et de renforcement des capacités sont de 100% pour les coopératives rizicoles encadrées par CAPAD et de 86% pour les coopératives laitières encadrées par OPP-VA. Les taux d'adhésion à ces coopératives restent faibles, les capacités de stockage sous-utilisées et certains équipements de stockage et de valorisation en retard. La performance des prestataires est plutôt satisfaisante.

Main issues**Points saillants**

Les principaux prestataires de services du PAIVA-B disposent de compétences techniques dans la structuration et l'encadrement des producteurs (ACORD), des coopératives rizicoles (CAPAD) et laitières (OPP-VA). Même si les services de ces prestataires sont fortement demandés par d'autres projets, l'expertise et la disponibilité de leur personnel leur permettent d'assurer un encadrement de proximité et de préparer la durabilité des structures et organisations mises en place. Ce personnel devra sensibiliser davantage les producteurs pour qu'ils adhèrent massivement aux coopératives et s'acquittent des parts sociales et d'autres cotisations.

Le prix de certification des semences de 500 000 FBU par hectare fixé par l'ONCCS (actuellement supporté par le PAIVA-B) semble élevé pour les multiplicateurs de semences qui devront prendre en charge ce montant à l'achèvement du projet. Ils devront être informés et préparés pour assurer la durabilité de cette activité.

Environment and Natural Resource Management

Rating: 4

Previous rating: 4

Justification of rating

La protection des 34 marais aménagés par les fossés antiérosifs dans les bassins versants a concerné 18 720 ha sur 35000 ha prévus soit un taux de réalisation de 52% et 2775 ha de crêtes dénudées ont été reboisés sur 3353 ha (taux de réalisation de 83 %). La fourniture de 20 000 plants de bambou pour la stabilisation des berges des rivières autour de la Kibira sera réalisée à partir de décembre 2018. D'une manière générale, la performance dans les activités relatives à l'environnement et la gestion des ressources naturelles est plutôt satisfaisante.

Exit Strategy

Rating: 4

Previous rating: 4

Justification of rating

Le projet a soumis à la mission de supervision la stratégie de consolidation et de désengagement. Il s'agit d'une avancée importante pour la durabilité des réalisations du projet. Le projet devra compléter cette stratégie en prenant en considération et en mettant en œuvre les actions prioritaires de consolidation, de transfert, d'achèvement et de clôture des dons proposées par la mission pour la période du 1er janvier 2019 au 31 mars 2020. La performance sur cette la mise en place de cette stratégie est plutôt satisfaisante.

Potential for Scaling-up

Rating: 5

Previous rating: 5

Justification of rating

Le PAIVA-B a introduit le SRI et a mis à l'échelle des innovations menées avec succès par d'autres projets notamment ceux financés par le FIDA tel que les pépinières communautaires, l'embocagement et l'introduction de nouveaux produits financiers au sein d'IMF comme la FENACOBU (Warrantage, crédit commercial et crédit intrant). L'appropriation par les bénéficiaires est totale puisque ceux-ci forment à leur tour d'autres bénéficiaires du PAIVA-B et ceux d'autres projets (PROP AO et PRODEFI). L'approche est mise à l'échelle de façon spontanée, un réseau de paysans-formateurs existe mais doit être formalisé pour renforcer davantage le partage des savoirs inter-paysans. La performance dans le potentiel de mise à l'échelle est satisfaisante.

c. Project Management

Quality of Project Management

Rating: 4

Previous rating: 4

Justification of rating

L'UFCP s'appuie sur l'expertise en gestion des partenaires de mise en œuvre et leurs connaissances du terrain pour améliorer les résultats et la durabilité des activités du projet. Les cadres du projet ont une bonne compréhension des objectifs du projet et appliquent des approches et des méthodologies adaptées permettant d'atteindre ceux-ci. Toutefois, des retards sont dus à l'insuffisance de planification et d'organisation de certaines activités. Le Comité Technique se réunit régulièrement et donne des orientations et des conseils à l'UFCP. Par contre, le Comité de Pilotage ne s'est jamais réuni. La performance est plutôt satisfaisante.

Knowledge Management

Rating: 5

Previous rating: 5

Justification of rating

Le projet a géré et capitalisé le savoir paysan à travers la multiplication des visites d'échange d'expériences entre ses bénéficiaires. Cela a engendré le transfert des connaissances entre les riziculteurs et les éleveurs au niveau du PAIVA-B et dans d'autres projets/ programmes (PRODEFI et PROP AO) pour le planage des parcelles en vue de l'application du

SRI, la construction des étables et l'apprentissage des techniques de traite du lait. Le projet a diffusé les bonnes pratiques et les innovations à travers les outils de communication du programme pays : site web, compte twitter, Facebook, télévision, radio et presse écrite. La performance est satisfaisante.

Main issues

Points saillants

La gestion des savoirs et du partage paysan au niveau du PAIVA-B est un des éléments de pérennisation et d'appropriation des acquis. Le projet a répertorié les bonnes pratiques et innovations partagées entre les bénéficiaires du PAIVA-B et d'autres projets et programmes financés par le FIDA. Grâce à la stratégie et au plan de communication 2018 du programme pays, la diffusion au grand public des bonnes pratiques et innovations à travers la cellule communication, se fait sous différents supports de communication: (i) rapports, (ii) vidéos, (iii) reportages télévisés et radio, (iii) émissions radio, émissions télévisées, (iv) posters, et (v) matériel promotionnel. Les présentations des résultats et les vidéos thématiques sont diffusées également lors de la journée de communication organisée chaque année à l'intention des équipes des projets, des bénéficiaires, des prestataires, des médias, des partenaires au développement, des bailleurs de fonds et de l'administration locale et centrale. Les canaux de diffusion des savoirs identifiés par la stratégie de communication sont tous exploités, y compris les réseaux sociaux. Des articles sont insérés dans le bulletin trimestriel des Nations-Unies. Les cibles identifiées sont touchées par la diversification des supports de communication utilisés par le projet. La diversification des canaux et supports de communication permet un accès aisé à l'information et au partage des savoirs. Les montants des activités de communication et de gestion des savoirs sont budgétisés annuellement dans le PTBA. Un responsable de la communication et de la gestion des savoirs pour le programme pays a été recruté. Au cours de la période restante pour le projet, des supports de communication et de capitalisation des savoirs seront produits et distribués aux structures pérennes (BPEAE et coopératives).

Agreed Action	Responsibility	Agreed Date
Project Management		
Gestion des savoirs - Action Produire les émissions thématiques et didactiques (audio et audiovisuelles) et les transférer aux BPEAE et aux coopératives	Cellule COM et GS	10/2018

Value for Money

Rating: 4

Justification of rating

A fin Septembre 2018, et sur 9 ans, le taux de réalisation physique est de 78% pour un taux de décaissement global de tous bailleurs confondus de 68% mais les retards accumulés dans certaines activités (notamment les travaux de consolidation des marais) ont eu une incidence directe sur les bénéficiaires et les bénéfices et cela a affecté en partie l'efficacité du projet. L'efficacité globale est jugée plutôt satisfaisante.

Main issues

Examen de l'optimisation des ressources

Les activités prévues ont été engagées et réalisées avec des taux variables. Pour la composante 1, les travaux d'aménagement et de réhabilitation des marais ont pris du retard et le projet ne pourra atteindre que 75% des objectifs prévus (3 292 ha). Les aménagements sur les bassins versants n'ont atteint que 18 270 ha pour une cible initiale de 35 000 ha (soit 52%). La RMP avait prévu les activités de consolidation des pistes et marais qui étaient prévues sur le don initial (épuisé en 2016) et imputées par la suite sur le financement additionnel. Pour certaines activités clés de la composante 1, le projet a fait preuve d'une bonne optimisation des ressources en réalisant des activités dans les délais et en dessous des montants et des coûts prévisionnels. Pour exemple: (i) le coût à l'hectare pour l'aménagement de marais prévu à USD 2 297 /ha à mi-parcours a été de USD 1978 /ha à la réalisation; (ii) le coût de réhabilitation des marais prévu à USD 1 100 /ha a été de 872 /ha; (iii) le coût d'un bovin prévu à 821 USD/tête a été à USD 640/tête à la réalisation. Le projet a également initié des activités peu coûteuses qui ont des effets bénéfiques sur les groupes sans terre, tel que la distribution des caprins pour les ménages vulnérables et la mise en place d'opportunités économiques rurales au profit des jeunes et des femmes. Sur ce plan, l'optimisation a été importante et ces activités doivent être renforcées et poursuivies en dernière année.

Coherence between AWPB and Implementation

Rating: 4

Previous rating: 3

Justification of rating

Au 30/09/2018, le taux d'exécution financière du PTBA 2018 est de 49,5% mais en prenant en compte les engagements en cours, ce taux est estimé à 85% en fin d'année. Les retards dans la passation des marchés ont affecté le taux de décaissements. Les activités mises en œuvre, les budgets et les résultats attendus sont indiqués dans le PTBA. Suite à

la recommandation de la mission de supervision de novembre 2017, le projet a élaboré un PTBA 2018 en adéquation avec ses capacités de mise en œuvre. La performance dans l'exécution du PTBA 2018 est plutôt satisfaisante.

AWPB Inputs and Outputs Review and Implementation Progress

Revue du PTBA

La revue du PTBA 2018 laisse apparaître les contraintes d'exécution suivantes: (i) Les marchés sont relancés en raison de sous-estimation des budgets dans le PTBA notamment pour les travaux de consolidation des marais; (ii) des offres jugées non conformes aux prescriptions des DAO ; (iii) des retards d'exécution des travaux de réhabilitation de pistes rurales, en raison des lenteurs dans l'obtention des certificats de conformité environnementale (permis d'extraction de carrières). L'analyse des PTBA mis en œuvre montre dans le tableau ci-dessous que les progrès physiques ne sont pas toujours en adéquation avec les taux de réalisations financières.

(En '000 USD)

En Année	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018*
Prévu	4053	8732	5022	3306	4988	3457	7773	11 641	7 721
Réalisé	3684	5439	3410	2825	3815	2558	4911	4 976	3 845
% financier	91%	62%	68%	85%	76%	72%	63%	43%	50%
% Physique	93%	63%	70%	100%	82%	75%	87%	71%	63%
* Au 30/09/2018									

Performance of M&E System

Rating: 4

Previous rating: 4

Justification of rating

Le système de S&E est opérationnel et permet le pilotage du projet, le suivi des activités, des produits et des effets. Des outils appropriés de collecte, d'analyse des données et de reporting (Système de Suivi-Evaluation Automatisé et Décentralisé -SEAD-, fiches, rapports, cadre logique etc.) sont en place. Les données collectées permettent de suivre l'état d'avancement de la mise en œuvre du projet, de renseigner les indicateurs, d'identifier les cas de succès, les bonnes pratiques et leçons apprises. Ils permettent aussi de mettre en exergue les contraintes de mise en œuvre et de proposer des solutions. Cependant, les rapports ne renseignent pas sur le calendrier d'exécution des activités. La performance du SS&E est satisfaisante.

M&E System Review

Revue du système de suivi-évaluation

Le développement du SEAD a été initié par le Programme National pour la Sécurité Alimentaire et le Développement Rural de l'Imbo et du Moso (PNSADR-IM) depuis Mars 2016. Il a été étendu au PAIVA-B en novembre 2016. La collecte, la saisie et la transmission des données se font trimestriellement selon un calendrier préalablement établi. La collecte des données est confiée aux prestataires de service et aux partenaires d'exécution. Bien qu'opérationnel, il faut revisiter le paramétrage du SEAD qui comporte encore quelques imperfections et renforcer les capacités des utilisateurs du logiciel, afin de tenir compte de la nouvelle intégration dans la base des indicateurs du nouveau système de mesures des résultats opérationnels (SMRO/ORMS) et du système d'information géographique (SIG). Le recrutement par le projet d'un informaticien et d'un stagiaire à coût partagé pour la mise à jour continue du SEAD, la formation/recyclage des cadres des projets/programmes, des prestataires de service, des IMF et des BPEAE et l'appui en informatique au programme s'avèrent nécessaires.

Le projet devra s'impliquer dans l'élaboration d'un lexique des indicateurs (dans le cadre de l'approche programme pays) pour faciliter la compréhension par les collecteurs de données et contribuer à l'organisation au niveau régional à leurs recyclages/formations. Une formation/recyclage devrait être organisée trimestriellement pour tous les utilisateurs en particulier les nouveaux suite au départ des personnes déjà formées. La mission a passé en revue le cadre logique et l'a mis à jour lors d'une réunion avec le Responsable de suivi-évaluation et les Responsables de composantes. La mission a noté que la transmission des données et dans les délais entre ces différents responsables devrait être améliorée. Le lien entre les indicateurs du cadre logique et les indicateurs du PTBA a été discuté et clarifié pour faciliter le suivi technique et financier du projet. Le cadre logique est aligné au SMRO/ORMS.

Les rapports trimestriels, semestriels et annuels sont élaborés périodiquement et dans les délais. Les données sont généralement ventilées par sexe.

La mise en place des cadres de concertation et de coordination des interventions au niveau des provinces est effective. Cette approche vise l'implication de l'administration provinciale dans l'organisation et le suivi des activités et cela renforce l'appropriation des actions du Projet et par conséquent celle des bénéficiaires. L'implication effective des services techniques du BPEAE et de l'administration a sensiblement amélioré la cohésion sociale et la situation zoo-sanitaire des bovins et des caprins.

Afin de bien préparer l'achèvement du projet, le projet devra conduire une étude d'évaluation d'effets et d'impact et s'assurer qu'elle soit réalisée dans les délais afin d'alimenter le rapport d'achèvement qui doit être finalisé un mois avant la date d'achèvement. Le projet devra également étudier les modalités de transfert de la base de données au MINEAGRIE en collaboration avec les autres projets/programmes.

Agreed Action	Responsibility	Agreed Date
Project Management		
Performance du système de suivi-évaluation - Action 2 Développer un lexique des indicateurs	Responsables du S&E Programme pays	12/2018
Performance du système de suivi-évaluation - Action 1 Inclure les indicateurs du SEAD dans les conventions avec les prestataires	UFCP	01/2019
Performance du système de suivi-évaluation - Action 3 Organiser au niveau régional les recyclages et renforcer les capacités des collecteurs de données	UFCP/BPEAE/UFCR	01/2019

**Requirements of Social,
Environmental and Climate
Assessment Procedures (SECAP)**

Rating:

d. Financial Management & Execution

Disbursement by financier

Type	Name	Current Amount	Disbursed Amount	Actual Rate
Domestic Financing breakdown	Beneficiaries additional financing	\$1,510,233		
	Beneficiaries	\$1,403,621		
	National Government (add)	\$2,785,213		
	National Government	\$3,454,675		
Co-financing breakdown,	European Union	\$5,999,630		
	To be determined	\$2,500,000		
	World Food Programme	\$4,657,372		

Acceptable Disbursement Rate

Rating: 4

Previous rating: 2

Justification of rating

Automated rating based on IFAD disbursement data

Main issues

The suggested rating is 4 "moderately satisfactory", as the combined disbursement is 74% of the budgeted amount; no

point should be deducted as the project received an extension with additional financing.

Fiduciary Aspects

Quality of Financial Management

Rating: 5

Previous rating: 4

Justification of rating

La gestion financière et le contrôle interne montrent que les fonds sont utilisés aux fins prévues. La performance est satisfaisante

Main issues

La gestion financière et le contrôle interne montrent que les fonds sont utilisés aux fins prévues. Le manuel des procédures a été mis à jour et validé par le CT. Les budgets financiers sont disponibles et les dépenses effectives font l'objet d'un suivi régulier. La tenue de la comptabilité est bien maîtrisée avec TOMPRO et les DRF sont automatisées. Les états financiers produits répondent aux normes internationales et procédures du FIDA. En 2018, le projet a amélioré la qualité de la gestion financière et la justification des soldes des comptes des tiers est meilleure que les années antérieures. Le registre des immobilisations et les inventaires sont à jour. Les six (6) DRF revues selon un échantillonnage aléatoire (40%) ne présentent pas d'anomalie.

La nouvelle Constitution de la République du Burundi promulguée en juin 2018, institue un nouveau calendrier fiscal dont l'exercice est du 1er juillet au 30 juin. Pour cela, le projet élaborera un PTBA de 15 mois (du 1er janvier à 31 mars 2020, qui prendra en compte la période de 9 mois jusqu'à la date d'achèvement au 30 septembre 2019 et la période de clôture de 6 mois jusqu'à fin mars 2020). Il devra aussi procéder à des adaptations techniques éventuelles : (i) adapter le logiciel comptable TOMPRO au nouveau calendrier fiscal, (ii) réviser les manuels des procédures pour les aspects relatifs au calendrier fiscal, (iii) revisiter si le FIDA l'exige, l'accord de financement pour identifier toutes les clauses qui feront objet d'amendements le cas échéant et préparer les requêtes en ce sens. Pour les aspects fiduciaires la mission de supervision d'Octobre/Novembre 2017 avait recommandé le suivi du PPM et des engagements du Projet. La mission a noté que le projet accuse des retards dans la mise en œuvre de son PPM.

<i>Agreed Action</i>	<i>Responsibility</i>	<i>Agreed Date</i>
Financial Management & Execution		
PTBA pour 15 mois Demander la NO pour un PTBA de 15 mois	GoB / FIDA	12/2018

Quality and Timeliness of Audit

Rating: 4

Previous rating: 5

Justification of rating

Globalement satisfaisante mais il aurait été mieux de fournir plus d'explication sur la rubrique 6 des notes, notamment 6.4 le financemend PNSADR-IM pour 3 727 348 et PROPAO pour 2 970 602.

Main issues

Aussi, plus de details dans les faiblesses constatées dans l'analyse de la structure du controle interne sont recommandés. L'audit n'est pas conforme aux nouvelles directives du FIDA en matière d'audite comme décrites dans le "Manuel du FIDA relatif à l'information financière et à l'audit des projets financés par le Fonds".

Counterparts Funds

Rating: 3

Previous rating: 3

Justification of rating

La performance des décaissements sur les fonds de la contrepartie est plutôt insatisfaisante.

Main issues

A date de la mission, la contrepartie cumulée du GoB constituée essentiellement des taxes et impôts ne représente que 25% du prévu (1,58 million USD) et est affectée notamment par les retards d'exécution des marchés de consolidation des marais. La contribution des bénéficiaires est de 1,71 million USD, soit 58,5% du prévu. Ce taux s'explique par la faible capacité financière des coopératives qui reste dans la mobilisation des 10% pour les infrastructures et équipements mis à leur disposition. Le projet doit encore renforcer le système d'identification et de comptabilisation de la contribution des bénéficiaires.

Justification of rating

Les clauses de l'appendice de l'accord de financement sont respectées. La performance est satisfaisante.

Procurement**Procurement**

Rating: 3

Previous rating: 4

Justification of rating

Le plan de passation des marchés (PPM) est présenté et approuvé dans les délais requis. Le classement des documents relatifs au processus du PPM est consultable aisément et les marchés conclus y sont prévus. Le PPM et le registre des contrats sont à jour. La passation des marchés est ouverte et concurrentielle. Les appels d'offres sont publiés dans les journaux officiels, sur les plateformes électroniques et les sites Web de l'ARMP. Malgré cela, les procédures de passation des marchés connaissent des retards avec 81% des marchés prévus qui n'ont pas respecté le timing prévisionnel. Le projet connaît un marché litigieux et un chantier en retard pour lequel une mise en demeure a été transmise à l'entreprise. La performance dans la passation est plutôt satisfaisante.

Procurement Review**Revue de la passation des marchés**

A date de la mission, le plan de passation de marchés 2018 comporte 64 marchés avec un montant prévisionnel total de 11,7 milliards BIF (ou 6,5 Millions USD). Ce montant se décline en marchés de travaux (66%), biens (24%) et services (10%). Très peu de marchés (14% des marchés prévus) ont respecté le timing prévisionnel pour des raisons diverses: (i) budgétisation avec sous-estimation des coûts entraînant des relances d'appels d'offres; (ii) retards dans la mise à disposition des spécifications techniques/ termes de référence par les composantes techniques; (iii) retard des analyses et propositions d'attribution des marchés; (iv) appels d'offres infructueux du fait de la non-conformité des offres reçues.

Les procédures de passation des marchés connaissent des retards. La revue antérieure de passation des marchés avait recommandé un suivi du PPM et des engagements du Projet. Cette recommandation n'a pas été suivie dans la mesure où le timing de passation des marchés n'a pas été respecté, 7 marchés, soit 11% ont été exécutés avec retard: (i) équipements pour les centres de collecte de lait et l'unité de pasteurisation du lait, avec des procédures d'importation et de dédouanement qui prennent souvent du temps, (ii) les travaux de réhabilitation des pistes dont le retard est dû à plusieurs raisons : conditions climatiques, retard dans l'obtention du permis d'extraction de la latérite, faiblesse d'organisation des entreprises. Un marché d'acquisition d'ordinateurs portables a été résilié pour livraison de matériel non conforme aux spécifications techniques. Le gouvernement a pris des dispositions pour améliorer l'environnement de passation des marchés avec la promulgation en janvier 2018 d'un nouveau code des marchés publics qui réduit notamment les délais de publication et d'avis de non objection par la Direction Nationale de Contrôle des Marchés Publics.

Le gouvernement vient de relever les seuils de revue a priori par la Direction Nationale de Contrôle des Marchés Publics: (i) travaux: 450 Millions BIF (ou 250 Mille USD), (ii) fournitures et services : 300 Millions BIF(ou 167 Mille USD). La mission recommande au FIDA de procéder au relèvement du seuil du montant de revue a priori. Une requête sera adressée en ce sens par le GoB au FIDA. Le projet devra renforcer le suivi de la passation des marchés par le recrutement d'un consultant, assistant au Responsable de la passation des marchés.

Agreed Action	Responsibility	Agreed Date
Financial Management & Execution		
Passation des marchés - Action 2 Renforcer le suivi de la passation des marchés par le recrutement d'un consultant, assistant au Responsable de la passation des marchés	UFCP	10/2018
Passation des marchés - Action 1 Rehausser les seuils de revue a priori des marchés	FIDA-GdB	12/2018

e. Additional Aspects**Aspect additionnel**

Pour la période restante à fin Septembre 2019 et afin d'absorber la totalité du solde restant du financement additionnel, la

mission a apporté son appui au projet dans la mise en place d'un plan de consolidation, de transfert, de désengagement jusqu'à fin Septembre 2019. Le plan d'action prend également en considération les aspects liés à la préparation du rapport d'achèvement du projet et de clôture des dons FIDA.

Le plan d'action a été chiffré et servira de base à l'UFCP pour la préparation du PTBA 2019. Il précise également les responsabilités de chaque partie et les dates limites à respecter pour une absorption totale des fonds restants et assurer un transfert réussi.

Le plan d'action est donné en annexe du rapport de supervision. Les actions prioritaires retenues se déclinent comme suit:

Actions	Responsabilité	Date	Statut
-Consolider les acquis en place	UFCP/Prestataires	Fin Juin 2019	Approuvée
-Renforcer les appuis en direction des organisations et des structures décentralisées en vue d'un transfert efficace et dans les délais	UFCP/Prestataires	Fin Juin 2019	Approuvée
-Engager l'étude sur les impacts du projet et organiser un atelier de validation au plus tard fin avril 2019	UFCP	Avril 2019	Approuvée
-Préparer un draft de rapport d'achèvement qui sera discuté et validé avec l'ensemble des parties prenantes lors d'un atelier de restitution qui sera organisé au plus tard fin août 2019	UFCP/FIDA/GoB	Fin août 2019	Approuvée
-Procéder aux activités de clôture des dons FIDA selon les délais requis et conformément aux dispositions de l'accord de financement.	UFCP/FIDA/GoB	Septembre 2018 à Mars 2020	Approuvée

F. Agreed Actions

Agreed Action	Responsibility	Agreed Date
Overview and Project Progress		
Composante 1 - Action 2 Finaliser le reboisement des crêtes dénudées (572 ha)	UFCP	02/2019
Sous-composante 1.2 - Action 2 Consolider les ménages vulnérables avec des kits porcins/potagers	UFCP	02/2019
Sous-composante 2.1 - Action 3 Recruter un consultant pour établir un bilan comptable du volet financement des coopératives et préparer les conditions de son transfert au PAIFAR-B	UFCP	02/2019
Sous-composante 2.1 - Action 1 Accélérer l'acquisition des équipements de la minilaiterie et de la minirizerie, la mise en service, la formation des utilisateurs et le transfert aux coopératives	UFCP	03/2019

Sous-composante 2.1 - Action 2 Consolider les coopératives rizicoles et laitières pour améliorer la collecte, le transport, le stockage et la transformation	UFCP	03/2019
Sous-composante 2.2 - Action 1 Doter les AUP en kits de maintenance et d'entretien	UFCP	03/2019
Sous-composante 2.2 - Action 3 Doter 13 hangars en kits solaires	UFCP	03/2019
Composante 3 - Action 1 Organiser des ateliers communaux et provinciaux d'harmonisation des cotisations des AUM	UFCP	03/2019
Composante 3 - Action 3 Consolider les groupes de caution solidaire par des formations en gestion	UFCP	03/2019
Composante 1 - Action 3 Consolider et organiser les travaux de creusement des FAE au moyen de travaux HIMO pour protéger 10 446 ha de BV	UFCP	06/2019
Composante 1 - Action 4 Consolider le renforcement des capacités des agents des bureaux fonciers communaux par des équipements supplémentaires pour la délivrance des certificats fonciers et organiser des ateliers de transfert	UFCP	06/2019
Sous-composante 1.2 - Action 1 Faciliter l'acquisition de 205 kits bovins restants	UFCP	06/2019
Sous-composante 1.2 - Action 3 Consolider l'apiculture et l'aquaculture intégrée	UFCP	06/2019
Sous-composante 2.2 - Action 2 Réhabiliter la piste dégradée de Gapfunzo-Bugenyuzi	UFCP	06/2019
Composante 3 - Action 2 Commanditer l'étude d'effets et impact	UFCP	06/2019
Composante 1 - Action 1 Etablir un état des lieux et finaliser la réhabilitation du marais de Nyakagezi (35 ha) en commune Muhanga et Province Kayanza	UFCP	08/2019
Development Effectiveness		
Productivité agricole - Action 2 Réaliser une étude thématique des CEP et les consolider par des fonds d'appui	UFCP	03/2019

Productivité agricole - Action 1 Reconduire le contrat de l'ISABU pour la production des semences et la distribution de plants fourragers	UFCP/ACORD	04/2019
Productivité agricole - Action 3 Organiser des ateliers communaux de partage et de transfert des résultats des CEP vivriers aux coopératives et/ ou aux structures pérennes	UFCP	06/2019
Adaptation au changement climatique - Action Renforcer la mise en place des collecteurs des eaux de pluie et des foyers améliorés pour améliorer la résilience des populations face aux effets du CC	UFCP	06/2019
Sustainability and Scaling Up		
Qualité de la participation des bénéficiaires - Action 2 Réaliser un inventaire des bénéficiaires de la CSCB et organiser un atelier de consolidation et de transfert aux structures pérennes	UFCP	03/2019
Qualité de la participation des bénéficiaires - Action 1 Organiser des ateliers de consolidation et de transfert pour les infrastructures hydroagricoles des marais, des BV et les pistes aux structures pérennes	UFCP	04/2019
Renforcement du capital humain et social - Action Consolider et équiper les bureaux communaux des CDPC pour renforcer la lutte contre les violences basées sur le genre	UFCP	06/2019
Qualité de la participation des bénéficiaires - Action 3 Organiser des visites d'échange des comités rizières vers les coopératives ayant déjà acquis leur autonomie	UFCP	06/2019
Project Management		
Gestion des savoirs - Action Produire les émissions thématiques et didactiques (audio et audiovisuelles) et les transférer aux BPEAE et aux coopératives	Cellule COM et GS	10/2018
Performance du système de suivi-évaluation - Action 2 Développer un lexique des indicateurs	Responsables du S&E Programme pays	12/2018
Performance du système de suivi-évaluation - Action 1 Inclure les indicateurs du SEAD dans les conventions avec les prestataires	UFCP	01/2019
Performance du système de suivi-évaluation - Action 3 Organiser au niveau régional les recyclages et renforcer les capacités des collecteurs de données	UFCP/BPEAE/UFCR	01/2019
Financial Management & Execution		

Passation des marchés - Action 2 Renforcer le suivi de la passation des marchés par le recrutement d'un consultant, assistant au Responsable de la passation des marchés	UFCP	10/2018
Passation des marchés - Action 1 Rehausser les seuils de revue a priori des marchés	FIDA-GdB	12/2018
PTBA pour 15 mois Demander la NO pour un PTBA de 15 mois	GoB / FIDA	12/2018

Agricultural Intensification and Value-enhancing Support Project

Logical Framework

Results Hierarchy	Indicators							Means of verification			Assumptions
	Name	Baseline	Mid-Term	End Target	Annual Result (2018)	Cumulative Result (2018)	Cumulative Result % (2018)	Source	Frequency	Responsibility	
Outreach	1.b Estimated corresponding total number of households members										
	Household members			464 882	44 600	602 935	129.7				
	1.a Corresponding number of households reached										
	Households	0		103 307	8 920	120 593	116.7				
	1 Persons receiving services promoted or supported by the project										
	Males	0		61 984	5 352	72 356	116.7				
	Total number of persons receiving services			103 307	8 920	120 593	116.7				
	Females	0		41 323	3 568	48 237	116.7				
	Groupes ayant bénéficié des services du projet										
	Groupes	0		1 076	3 063	3 063	284.7				
Goal Réduction de la pauvreté et amélioration des revenus et des conditions de vie dans les zones d'intervention	Percentage of households suffering from first hungry season							1.Tableau de bord du programme, 2. Rapports d'évaluation et rapports d'experts			1. Risques liés aux retards engendrés par la tenue d'élections. 2. Adaptation des plans d'activités au calendrier des élections afin d'éviter tout chevauchement.
	Households	14.5	24.4		0	0					
	Percentage of households suffering from second hungry season							1.Tableau de bord du programme, 2. Rapports d'évaluation et rapports d'experts			
	Households	21.5	7.4		0	0					

Results Hierarchy	Indicators							Means of verification			Assumptions
	Name	Baseline	Mid-Term	End Target	Annual Result (2018)	Cumulative Result (2018)	Cumulative Result % (2018)	Source	Frequency	Responsibility	
	Enfants en malnutrition: taille par âge(boys/girls)							1.Tableau de bord du programme, 2. Rapports d'évaluation et rapports d'experts			
	Enfants	52.7	57.2		0	0					
	Enfants en malnutrition: poids par âge (boys/girls)							1.Tableau de bord du programme, 2. Rapports d'évaluation et rapports d'experts			
	Enfants	26.5	24.7		0	0					
	Enfants en malnutrition: poids par taille (boys/girls)							1.Tableau de bord du programme, 2. Rapports d'évaluation et rapports d'experts			
	Enfants	8.4	2.8		0	0					
	Augmentation du revenu moyen des chefs de famille dans les sites du projet							1.Tableau de bord du programme, 2. Rapports d'évaluation et rapports d'experts			
	Augmentation du revenu moyen		65	30	0	0	0				
	Taux d'insécurité alimentaire dans les zones concernées par le projet							1.Tableau de bord du programme, 2. Rapports d'évaluation et rapports d'experts			
	Pourcentage	75	0	65	0	0	0				

Results Hierarchy	Indicators							Means of verification			Assumptions
	Name	Baseline	Mid-Term	End Target	Annual Result (2018)	Cumulative Result (2018)	Cumulative Result % (2018)	Source	Frequency	Responsibility	
	Nombre d'emplois nouveaux créés							1.Tableau de bord du programme, 2. Rapports d'évaluation et rapports d'experts			
	Young		54	3 558	0	2 503	70.3				
	Emplois		60	14 231	0	10 013	70.4				
	Females		6	3 588	0	2 503	69.8				
Objective La capacité de production et commercialisation des produits des filières Riz et Lait sont renforcées	Augmentation de la Production de Riz par an/ rendement du riz est augmenté de 2 à 3 fois grâce au SRI (tonnes/an)										1. Risques liés aux retards engendrés par la tenue d'élections. 2. Adaptation des plans d'activités au calendrier des élections afin d'éviter tout chevauchement.
	Production de Riz	2 613	5 226	5 000	2 418.75	14 806	296.1				
	Litres additionnelles de lait produites par an										
	Litres		1 078 470	2 000 000	101 309	2 478 600	123.9				
	Litres additionnelles de lait commercialisée localement										
	Litres		593 159	1 000 000	55 720	1 363 230	136.3				
	Evolution de la production des filières appuyées autres que le riz et le lait augmenté d'au moins 10% en volume ou en valeur dans la zone du projet (Filière autre est seulement le maïs)										
	Volume		85.4	10	0	0	0				
	Taux d'augmentation de la la production agricole sur les Bassins-Versants et dans les marais chez les bénéficiaires du projet										
	Volume production		106	30	0	0	0				
Outcome 1. Accroître le capital productif et la productivité agricole des petits agriculteurs dans les zones retenues	Proportion de marais aménagés/réhabilités ayant des dispositifs antierosifs par rapport au nombre de marais total aménagés/réhabilités							1. Rapport de pré-évaluation 2. Rapports de revue à mi-parcours 3. Etude de situation de référence 4. Rapports d'activités 5. Etudes d'impact 6. Rapport d'achèvement			1. Dépendance d'autres projets en cours tels que construction/réhabilitation de barrages en cours ou de réseaux d'irrigation et limite du budget disponible. 2. Planification d'études dans les sites à risque et recherche de financements complémentaires
	Marais	60	100	100	0	0	0				

Results Hierarchy	Indicators							Means of verification			Assumptions			
	Name	Baseline	Mid-Term	End Target	Annual Result (2018)	Cumulative Result (2018)	Cumulative Result % (2018)	Source	Frequency	Responsibility				
	Proportion de bassins versants aménagés (ha) par rapport à la superficie des marais aménagés/réhabilités (ha)							1. Rapport de pré-évaluation 2. Rapports de revue à mi-parcours 3. Etude de situation de référence 4. Rapports d'activités 5. Etudes d'impact 6. Rapport d'achèvement						
	Hectares of land	24	43.14	100	0	0	0							
	Proportion de ménages utilisant la SRI													
	Menages	0	65	50	70	70	140							
	Tonnes de semences de base de riz produites													
	Semences			300	54	222	74							
Output 1.1 Des AUM sont créées et capables de prendre en charge l'entretien et la maintenance durablement les ressources en eau et des terres (associations de type territorial)	Nombre de coopératives rizicoles créées										Non adhésion des populations locales. Mise en place d'un mécanisme de concertation et adoption de la planification participative. Faible capacité des prestataires (Bureau d'études, de contrôle) pour établir les études. Appui par un assistant technique pour l'élaboration des études et DAO, suivi des travaux			
	Cooperatives		7	7	0	7	100							
	Associations d'Utilisateurs de Marais mis en place													
	Associations		18	34	4	34	100							
	Membres des comités de gestion et d'entretien formés													
	Membres		126	238	200	410	172.3							
	Exploitants bénéficiants des interventions en infrastructures hydroagricoles.													
	Exploitants		20 656	52 672	8 920	58 566	111.2							

Results Hierarchy	Indicators							Means of verification			Assumptions
	Name	Baseline	Mid-Term	End Target	Annual Result (2018)	Cumulative Result (2018)	Cumulative Result % (2018)	Source	Frequency	Responsibility	
Output 1.2 Le capital productif des marais est accru et l'efficience de l'utilisation des ressources en eau est assurée durablement par les AUM	Superficie des marais aménagés et réhabilités										Absence de fonds d'entretien des pistes au niveau des communes. Pluviométrie élevée entraînant une dégradation rapide des pistes. Spécifications techniques adaptées et mise en place de comité d'entretien de pistes
	Hectares of land		1 350	3 292	245	2 408	73.1				
	Agriculteurs (trices) formés dans les CEP et adoptant les nouvelles techniques formés dans les CEP et adoptant les nouvelles techniques										
	Agriculteurs (trices)		840	2 000	1 620	8 430	421.5				
Output 1.3 La production sur les BV et dans les Marais est durablement améliorée par des systèmes de production Agro-Sylvo-Pastoraux adaptés	Hactares de Bassins-Versants aménagés et réhabilités										Le manque d'adhésion des exploitants peut parfois entrainer des retards dans la mise en œuvre surtout qu'il existe d'autres projets du FIDA et autres qui ont une approche technique différente dans la même zone du projet/zones limitrophes. Il est prévu que le programme du FIDA dans le pays vise à harmoniser les approches techniques entre les différents projets et une bonne communication avec les bénéficiaires (selon une approche participative)
	Hectares of land		16 854	35 000	0	18 270	52.2				
	Vaches génisses distribuées (1ère mise à disposition) aux ménages										
	Vaches		1 646	5 360	0	5 155	96.2				
	Bovins redistribués aux ménages suite au fonctionnement de la chaine de solidarité communautaire										
	Bovins		548	6 000	309	2 938	49				
	Nombre moyen d'animaux bovin par ménage										
	Bovins		1	2	1	1	50				
	Land under improved management practices										
	Hectares of land										
	1.1.4 Persons trained in production practices and/or technologies										
	Total persons trained in livestock		1 646	5 010	990	5 229	104.4				
	Men trained in livestock		1 439	3 006	594	3 410	113.4				
	Women trained in livestock		207	2 004	396	1 819	90.8				

Results Hierarchy	Indicators							Means of verification			Assumptions
	Name	Baseline	Mid-Term	End Target	Annual Result (2018)	Cumulative Result (2018)	Cumulative Result % (2018)	Source	Frequency	Responsibility	
Output 1.4 La Production de Riz (SRI) dans les marais est augmentée de façon constante et durable	Membres des AUM formés sur la production de riz										Le manque d'adhésion des exploitants peut parfois entrainer des retards dans la mise en œuvre surtout qu'il existe d'autres projets du FIDA et autres qui ont une approche technique différente dans la même zone du projet/zones limitrophes. Il est prévu que le programme du FIDA dans le pays vise à harmoniser les approches techniques entre les différents projets et une bonne communication avec les bénéficiaires (selon une approche participative)
	Membres			50	0	0	0				
Output 1.5 Des institutions locales sont capables de planifier, coordonner et suivre les objectifs du projet et de participer au développement (administrations communales, CDC, CCDC et autres associations collinaires)	Spécialistes formés par DPAE en Système de SE fonctionnel dans les DPAE,										Les capacités des institutions locales sont limitées. Le projet prévoit d'appuyer quelques structures notamment par la formation et l'encadrement.
	Specialistes		6	14	6	20	142.9				
	Filière additionnelle appuyée par le projet à travers les coopératives (1 Maize sub-sector in addition to Rice and milk VC)										
	Filière		0	1	0	1	100				
	People trained in community management topics										
	Total persons trained in other			2 280	350	2 620	114.9				
	Women trained in other		511	684	62	746	109.1				
	Men trained in other		1 133	1 596	288	1 874	117.4				

Results Hierarchy	Indicators							Means of verification			Assumptions
	Name	Baseline	Mid-Term	End Target	Annual Result (2018)	Cumulative Result (2018)	Cumulative Result % (2018)	Source	Frequency	Responsibility	
Output 1.6 Sécurisation foncière des exploitations est renforcée pour réduire les conflits fonciers et améliorer l'accès aux services financiers	Bureaux fonciers formés, équipés et opérationnels										Certaines IMF obéissent à leurs propres règles et il est parfois difficile de garantir leur engouement pour soutenir les producteurs. Une consultation des IMF et un appui ponctuel est prévu pour atténuer ce risque.
	Bureaux		5	10	4	10	100				
	Certificats délivrés par les bureaux fonciers										
	Certificats		551	20 000	3 941	23 503	117.5				
	Réduction du nombre de cas des conflits liés à la terre										
	% de réduction		6	30	0	0	0				
	Ménages en possession des certificats foncier accèdent au crédit										
	Ménages		0	50	0	0	0				
Outcome 2. L'accès des OP aux marchés est amélioré avec des produits à plus grande valeur ajoutée	Filières de riz et lait partiellement organisées et fonctionnelles d'ici la fin du projet							Rapport de pré-évaluation Rapports de revue à mi-parcours Etude de situation de référence Etudes d'impact Rapport d'achèvement			Faible accessibilité aux intrants et aux marchés du à un déficit infrastructurel localisé et faible pouvoir d'achat des producteurs. Prise en compte de travaux d'infrastructures de pistes et de désenclavement. Recherche de financements additionnels pour le désenclavement des bassins de production. Accès au financement grâce au partenariat avec IMF. Accès aux engrais subventionnés par le biais des coopératives
	Filières		2	2	0	2	100				
	Au moins une organisation laitière a signé un contrat de fourniture avec des clients										
	Organisation		0	1	3	5	500				
	Au moins une organisation rizicole a signé un contrat de fourniture avec des clients										
	Organisations		0	1	0	2	200				
	OP professionnelles recensées										
	Organisations		0	21	0	20	95.2				
	Taux d'accroissement de la capacité de stockage et de conservation sur le total des volumes des récoltes										
	Taux d'accroissement		24	30	0	0	0				

Results Hierarchy	Indicators							Means of verification			Assumptions
	Name	Baseline	Mid-Term	End Target	Annual Result (2018)	Cumulative Result (2018)	Cumulative Result % (2018)	Source	Frequency	Responsibility	
Output 2.1 Des Coopératives mises en place sont gérées de façon démocratique et transparente facilitant l'accès des agriculteurs au marché et améliorant la compétitivité des produits	Collecteurs formés et équipés										Impacts négatifs de retards d'exécution de travaux d'infrastructures hydrauliques majeurs. Élaboration d'études détaillées et validation des infrastructures. Contribution des bénéficiaires, membres des coopératives, élevées pour l'achat des équipements par rapport à leurs capacités financières. Fixation de la contribution des bénéficiaires selon les capacités financières des membres des coopératives Les étages agro écologiques permettent l'accroissement sensible de la production laitière et de la transformation. La demande en lait et ses produits dérivés est importante au niveau local par rapport au pouvoir d'achat. Prix du lait élevé au niveau local. Augmenter la production et Rapprocher la production de la demande contribueront à diminuer les prix
	Collecteurs		0	75	0	74	98.7				
	CCL et points de collecte créés										
	CCLs		0	12	9	14	116.7				
	Points de vente créés au niveau local										
	Points de vente		0	18	7	7	38.9				
	Membres des coopératives ayant accès au crédit										
	Membres		15.9	80	60	60	75				
	2.1.6 Market, processing or storage facilities constructed or rehabilitated										
	Storage facilities constructed/rehabilitated		6	32	7	19	59.4				
	Processing facilities constructed/rehabilitated		4	8	0	5	62.5				
	Coopératives gérées par les membres qui élus et utilisant correctement les outils de gestion										
	Coopératives		28.5	100	95	95	95				
	2.1.5 Roads constructed, rehabilitated or upgraded										
	Length of roads		51	124	18.42	69.42	56				

Results Hierarchy	Indicators							Means of verification			Assumptions
	Name	Baseline	Mid-Term	End Target	Annual Result (2018)	Cumulative Result (2018)	Cumulative Result % (2018)	Source	Frequency	Responsibility	
Output 2.2 Les besoins de financement des coopératives et de groupes de caution solidaires sont assurés à travers des mécanismes de garanties auprès des IMF	Bénéficiaires des crédits de campagne (octroyés à travers des organisations de producteurs) sur le total des exploitants										Les effets d'un appui sporadique sur une autre filière (mais) risque de ne pas donner l'effet escompté. Les moyens du projet risquent de compromettre tout ou partie de ce résultat. Adopter une approche de goulot d'étranglement. Le projet va appuyer une filière dans le sens d'une levée de contrainte. Une recherche de financements complémentaires et de synergie est envisagée
	Bénéficiaires		0	10	11	11	110				

Burundi

Agricultural Intensification and Value-enhancing Support Project

Supervision Report

Appendix 1: Financial: actual financial performance; by financier by component and disbursements by category

Mission Dates: 15-26 octobre 2018

Document Date: 04/02/2019

Project No. 1100001469

Report No. 4948-BI

East and Southern Africa Division
Programme Management Department

Appendice 2: Performance actuelle par financement, composantes et déboursements par catégories

Tableau 2A : Décaissements par bailleur au 30-09-2018 (en '000 USD)

Source de financement	Préévaluation	Approuvé	Décaissé	% décaissé
Don initial FIDA (1)	13 576	13 576	13 857	102%
Don additionnel FIDA (1)	20 000	20 000	11 555	58%
UE(2)	8 522	5 781	5 781	100%
Don DU PAM (3)	4 657	4 657	1 548	33%
Gouvernement(3)	6 240	6 240	1 577	25%
Bénéficiaires(3)	2 914	2 914	1 705	59%
Don Canadien(3)		137	123	90%
Total	55 908	53 305	36 147	68%

(1) source FIDA

(2)Fonds de réplcation des innovations techniques

(3) Source projet

Tableau 2 B : Performance financière par bailleur et par composante au 30-09-2018 (en '000 USD)*

Composantes	Don FIDA (initial)			Don FIDA (additionnel)			Don UE			Don PAM			Gouvernement			Bénéficiaires			Don Canadien			Total		
	Alloué	Effectif	%	Alloué	Effectif	%	Alloué	Effectif	%	Alloué	Effectif	%	Alloué	Effectif	%	Alloué	Effectif	%	Alloué	Effectif	%	Alloué	Effectif	%
Renforcement capital productif	8 016	8 017	100%	10 744	6 168	57%	4 925	4 925	100%	4 226	1 548	37%	3624	518	14%	2232	1698	76%	0	0		33 766	23 433	69%
Valorisation Agricole	2 730	1 530	56%	6 707	2 988	45%	746	746	0%	304	0	0%	1798	354	20%	681	7	1%				12 966	5 066	39%
Unité Facilitation/Coordination	2 831	4 310	152%	2 549	1 498	59%	109	109	0%	128	0	0%	818	705	86%	0	0					6 435	6 623	103%
Appui Légal (Don canadien)																			137	123	90%	137	123	90%
Solde compte désigné					902																	902		
Total	13 576	13 857	102%	20 000	11 556	58%	5 781	5 781	100%	4 657	1 548	33%	6240	1577	25%	2913	1705	59%	137	123	90%	53 304	36 147	68%

*source projet

Tableau 2C : Décaissements don initial FIDA (DTS, au 30/09/2018) (source FlexCub FIDA)

Catégories	Montant alloué	Décaissé	% décaissé	Solde
Montant autorisé	0	508 715,69		-508 715,69
Travaux de Génie Civil et Rural	1 700 000	1 844 033,67	108,47%	-144 033,67
Matériel et équipement	370 000	229 687,97	62,08%	140 312,03
Cheptel	1 600 000	1 461 035,97	91,31%	138 964,03
Véhicules	190 000	190 000,00	100,00%	0,00
Etudes et Assistance Technique	600 000	643 350,45	107,23%	-43 350,45
Formation et Information	490 000	531 236,64	108,42%	-41 236,64
Fonds d'Appui	470 000	288 318,11	61,34%	181 681,89
Prestation de Service	1 910 000	1 721 568,71	90,13%	188 431,29
Salaires et Indemnités	1 410 000	1 400 099,99	99,30%	9 900,01
Entretien et Fonctionnement	560 000	479 510,32	85,63%	80 489,68
Total	9 300 000	9 297 557,52	99,97%	2 442,48

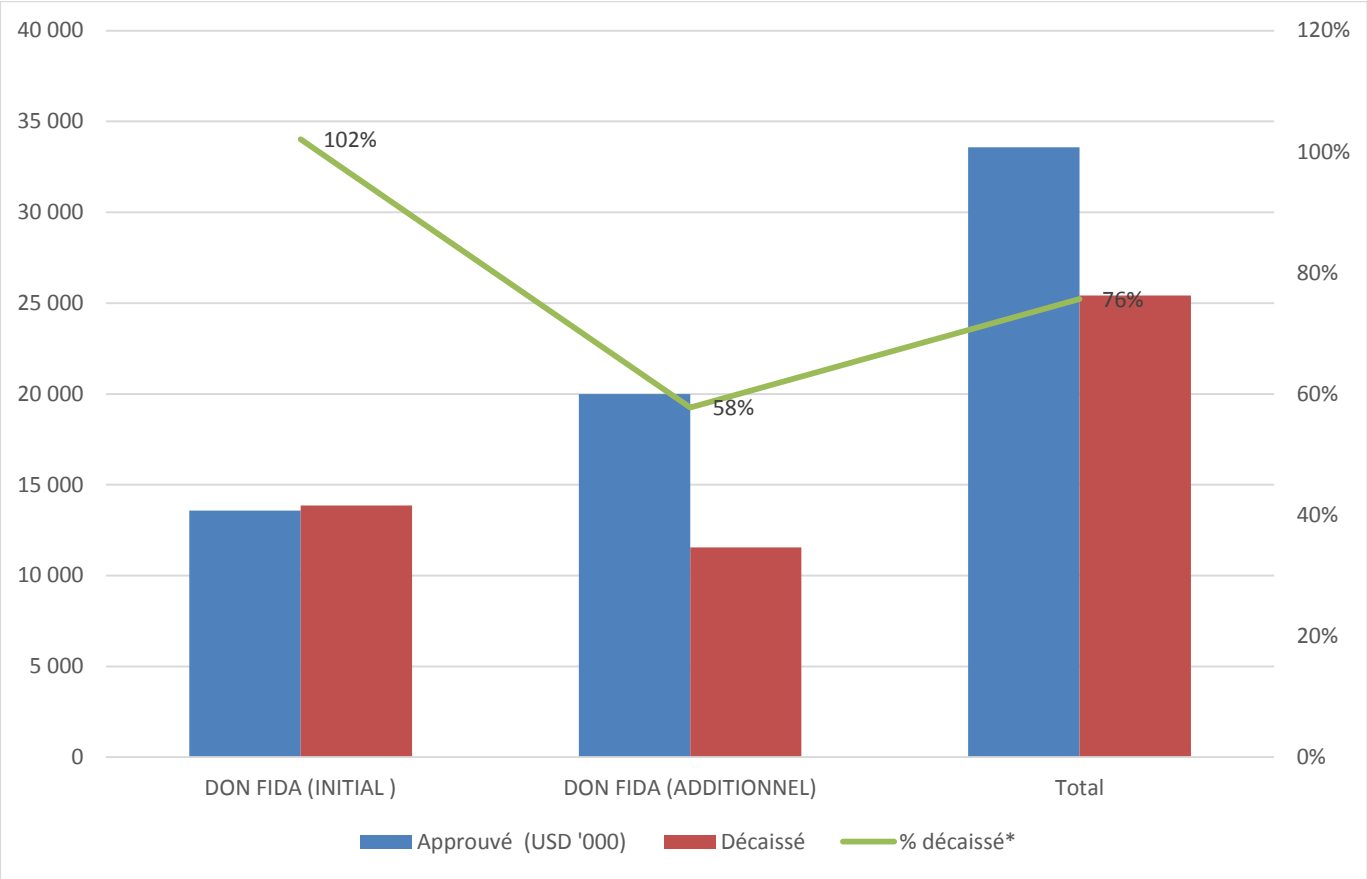
Tableau 2 D : Décaissements don Additionnel FIDA (DTS, au 30/09/2018)

Catégories	Alloué	Décaissé*	% décaissé*	DRF en cours**	Solde prévisionnel**
Montant autorisé	0	708 732,29			
Travaux de Génie Civil et Rural	4 800 000	2 520 048,95	52,5%		
Matériel et équipement	2 250 000	415 104,44	18,4%		
Cheptel	1 130 000	997 940,37	88,3%		
Véhicules	250 000	251 140,87	100,5%		
Etudes et Assistance Technique	750 000	500 965,80	66,8%		
Formation et Information	720 000	182 845,35	25,4%		
Fonds d'Appui	1 000 000	481 695,37	48,2%		
Prestation de Service	1 700 000	1 356 640,80	79,8%		
Salaires et Indemnités	1 120 000	643 190,47	57,4%		
Entretien et Fonctionnement	440 000	165 181,21	37,5%		
Non alloué	90 000	0,00			
Total	14 250 000	8 223 485,92	57,7%	581 442,24	5 445 071,84

*Source FIDA

** Source projet

Graphique 1: Décaissements don additionnel FIDA , comparaisons entre les montants de alloués, les montants révisés et les décaissements



Burundi

Agricultural Intensification and Value-enhancing Support Project Supervision Report

Appendix 2: Physical progress measured against AWP&B

Mission Dates: 15-26 octobre 2018
Document Date: 04/02/2019
Project No. 1100001469
Report No. 4948-BI

East and Southern Africa Division
Programme Management Department

Appendice 2: Progrès physiques et mesures par rapport au PTBA (*actualisé au 30 septembre 2018)

Description des indicateurs	Unité	Prévisions PTBA 2018	Réalisations PTBA 2018*	% PTBA 2018*	Objectif du projet	Réalisations cumulées*	% objectif
Impact: Réduction de la pauvreté et amélioration des revenus et des conditions de vie dans les zones d'intervention							
Composante 1« Renforcement du capital productif »							
R1(Outcomes) : Accroître le capital productif et la productivité agricole des petits agriculteurs dans les zones retenues							
R1.1 (Produit/Output) : Des AUM sont créés et capables de prendre en charge l'entretien et la maintenance durablement les ressources en eau et des terres (associations de type territorial)							
A1.1.1. Création des Comités de quartiers, de Périmètres et des Associations d'Utilisateurs de Marais							
1.1.1.1 Marp de mise en place des comités de suivi (pour 35 bénéficiaires par marais en moyenne pour 3 jours)+ réunion de lancement 1j par marais	atelier/marais	-			34	34	100,0
Comités de suivi mis en place	Nbre	-			34	34	100,0
Comité de suivi comptant les femmes	nbre	-			34	34	100,0
1.1.1.2 Formations sur l'approche du projet (1 journée de sensibilisation/information par marais +2j de formation par marais)	nbre /marais	-			34	34	100,0
Personne formées sur l'approche projet	nbre	-			1 190	1 190	100,0
Femmes formées	nbre	-			476	476	100,0
1.1.1.3 Formation des comités de suivi (3 formations de 1 jour non consécutifs pour 35 bénéficiaires par marais pour 9 marais + 1 formation communale pour 2 communes)	atelier/marais	2	2	100,0	34	34	100,0
Membres de comités formés		100	100	100,0	1 190	1 190	100,0
Femmes formés		38	30	78,9	476	476	100,0
A1.1.2.Renforcement des capacités des membres des Comité de Gestion et d'entretien des marais							
1.1.2.1 Formation des relais sur le planage (50 pers/ marais pendant 3 jours/an x 9 marais)	atelier/marais	4,0	-	-	34	21	61,8
relais formés sur le planage		200	-	-	1 700	1 050	61,8
femmes relais formées sur le planage		80	-	-	680	500	73,5
1.1.2.2 Encadrement du planage et de la mise en place des diguettes (2 encadrements de 6 jours chaque jours par relais par saison(2) pour 50 relais par marais/an x9)	2fois/marais	1	-	-	34		-
riziculteurs encadrés et pratiquant le planage et la mise en place des diguettes	nbre	1 000		-	34 000	21 000	61,8
1.1.2.3 Formation des encadreurs sur le SRI (pour 50 personnes pour 3 jours)	atelier/marais	4	4	100,0	10	10	100,0
encadreurs formés sur les SRI	nbre	200	200	100,0	500	500	100,0
femmes encadreur formés sur les SRI		80	77	96,3	200	192	96,0
R1.2 (Produit/Output). Le capital productif des marais est accru et l'efficience de l'utilisation des ressources en eau est assurée durablement par les AUMs							
A1.2.1. Aménager de nouveaux marais							
1.2.1.1: Etudes, élaboration du DAO, pour 210 ha de marais (Nouveaux marais)	ha	300	220	73,3	1 620	1 490	92,0
Etude pour réhabilitation ancien marais	Ha				1 652	1 131	68,5
Equipement et outillage pour les travaux de marais	FF/marais				34	30	88,2
1.2.1.2 :Contrôle et supervision des travaux pour 661 ha de marais (10%)	Ha	222	220	99,1	1 620	1 486	91,7
1.2.1.3 : Exécution des travaux d'aménagement de 661 ha de marais	ha	222	220	99,1	1 640	1 486	90,6
1.2.1.5: Planification stratégique et annuelle des marais (1 atelier de 3 jours pour	atelier/marais	4	4	100,0	34	34	100,0

Description des indicateurs	Unité	Prévisions PTBA 2018	Réalisations PTBA 2018*	% PTBA 2018*	Objectif du projet	Réalisations cumulées*	% objectif
30 px par marais +30 px par marais pour 3 jours par saison+ 30 pers pendant 2 jours)							
Participants aux ateliers	nbre	200	200	100,0	1 020	776	76,1
femmes participants aux ateliers	nbre	80	86	107,5	408	398	97,5
A1.2.2. Réhabiliter des anciens marais							
1.2.2.1 : Contrôle et supervision des travaux pour 135 ha de marais	U	-	-		1 652	1 131	68,5
1.2.2.2 : Exécution des travaux de réhabilitation de 135 ha de marais	U	-	-		1 652	1 131	68,5
Marais aménagés /réhabilités		222	245	110,4	3 292	2 408	73,2
A1.2.3. Entretenir les anciens et nouveaux marais							
1.2.3.1 : Travaux de Consolidation des canaux principaux (12%) dans les marais et ouvrage 3,9%	mètre				1 200	1 200	100,0
1.2.3.2 Etude pour la mise en place d'un système de Redevance efficace et durable	forfait	1		-	1	1	100,0
1.2.3.3: Formation (7)des comités d'AUM sur la gestion de l'eau, l'entretien et la maintenance + (2) visites d'échanges interprovinciales: sur 5 thèmes (gestion des AUM, la gestion de l'eau et exploitation du marais à des fins productifs, gestion et entretien des infrastructures hydro-agricoles, planification et gestion comptable de la trésorerie , code et loi foncière	atelier/marais	4	4	100,0	34	34	100,0
AUM mis en place et opérationnelle		4	4	100,0	34	34	100,0
AUM comptant les femmes		4	4	100,0	34	34	100,0
membres AUM formés		200	200	100,0	238	238	100,0
femmes membre AUM formées		80	82	102,5	95	95	100,0
Nombre d'usagers marais			8 920		52 672	58 566	111,2
Nombre de femmes usagers marais			2 579		21 069	16 919	80,3
R.1.3.(Produit/Output): La production sur les BV et dans les Marais est durablement améliorée par des systèmes de production Agro-Sylvo-Pastoraux adaptés							
A.1.3.1. Cibler et préparer les bénéficiaires (embocagement, installation des cultures fourragères, construction des étables cimentés)							
Acquisition et distribution des boutures de graminées	nbre boutures	3 749 000	3 749 000	100,0		3 749 001	
production et distribution de plant de caliandra	nbre de plants	1 769 281	1 700 463	96,1		1 700 463	
A.1.3.2. Instauration et renforcement de la chaine de solidarité							
1.3.2.1 Achat de cheptel Bovin (1 taureau par 10 génisses) avec Kit + insémination artificielle+formation et équipement ACSA+ trousse vétérinaire	pack (1+10)/nbre				5 360	5 155	96,2
Distribution bovins CSCB	nbre	500,0	309,0	61,8	6 000	2 938	49,0
1.3.2.2 Élaboration de conventions avec les bénéficiaires					10 720	10 310	96,2
A.1.3.3. Suivi de la chaine de solidarité et Renforcement des capacités Techniques des membres des groupes d'élevage (Formation CEF, Visites d'échange)							
1.3.3.1 Champs Ecole Paysans (1CEP= 30 bénéficiaires)	Nombre CEP	65	33,0	50,8	167	124	74,3
membres CEP formés		1 950	990,0	50,8	5 010	5 229	104,4
femmes formées		780	396,0	50,8	1 503	1 819	90,8
1.3.3.2 Visites d'échanges (2 bénéficiaires par CEP pour 2 jours)	nbre bénéf	130	32,0	24,6	334	216	64,7
femmes participants aux visites		65	16	24,6	167	108	64,7
1.3.3.3. Etude du système d'alimentation de l'élevage bovin et des performances techniques	U				1	1	100,0
A.1.3.4. Appui au développement des cultures vivrières (CEP, multiplication, distribution de rejets améliorés, visites de suivi)							
1.3.4.1 Formation des producteurs au compostage à l'air libre et aux techniques d'intégration agro-sylvo-Pastorales (deux formation de 25 personnes par	nbre personne formé	394	394	100,0	3 999	3 956	98,9

Description des indicateurs	Unité	Prévisions PTBA 2018	Réalisations PTBA 2018*	% PTBA 2018*	Objectif du projet	Réalisations cumulées*	% objectif
commune pour 10 communes pour 104 collines pour 2 jours)+1 contrat de prestation ISABU							
femmes formées		197	197	100,0	2 000	1 978	98,9
1.3.4.2 Achat et distribution des rejets de bananier (cuire et fruit) (15 rejets par personne par année pour 25 bénéficiaire par colline pour 104 collines sur 10 communes sur les 3 ans)	nbre rejet distribués	35 000		-	50 250	78 000	155,2
bénéficiaires de rejet	nbre	2 333		-	3 350	5 200	155,2
femmes bénéficiaires	nbre	700		-	1 005	728	72,4
EMRs encadrées		195			195		
1.3.4.5 Aménagement des BV (Crêtes+Dispositif antiérosif+herbes fixatrices+reboisement/reforestation) Changements climatiques+ élaboration plan d'aménagement BV	ha	1 200		-	35 000	18 270	52,2
boisement communautaire crête dénudées	ha	600	944	157,4	3 353	2 775	82,8
Production de plants	nbre	5 509 000		-	37 301 000	24 129 767	64,7
Equipement au groupement apicole	Nbre	32	32	100,0	74	69	93,2
1.3.4.7. Équipement matériel complémentaire+matériel pour IGEBU	forfait	-	-		1	1	100,0
3.3.2.5 Assistance technique au MINAGRIE MINEAGRIE (33% de 125 000\$)		1	1	100,0	1	1	100,0
R.1.4 (Produit/Output): La Production de Riz (SRI) dans les marais est augmentée de façon constante et durable							
A.1.4.1. Renforcement des Capacités Techniques des producteurs de riz (CEP; encadrement et formation)							
1.4.1.3 étude technico-économique (état de référence de la production des marais et des cep) analyse avant et après intervention du projet	nbre				1	1	100,0
1.4.1.4 Champs Ecole Paysans (1cep vivriers= 30 bénéficiaires)+ ajouter encadrement des cep par un prestataire de service(type ACORD)	nb de cep	54	54	100,0	281	281	100,0
Personnes formées dans les CEP		1 620	1 620	100,0	8 430	8 935	106,0
femmes formées dans les CEP		972	972	100,0	5 058	5 361	106,0
CEP subventionné	nbre				281	132	47,0
Montant subvention	Fbu				224 800 000	105 600 000	47,0
A.1.5.2.Appui à la production de semences (contrat ISABU, multiplication et suivi)							
1.4.2.1 Formation des groupements de multiplicateurs de semences (20 personnes par commune pour 6 communes pour 2 saisons par an)	nbre pers formées				680	600	88,2
femmes formées	nbre				340	300	88,2
1.4.2.2 Multiplication des semences de riz (base et commerciale) par l'ISABU sur 2 saison par année (14 tonnes semence de base par an)	20ha/an	20,0	16,0	80,0	100	76	76,0
Quantité de semences produite	tonne	62,0	53,0	85,5	300	222	74,0
Quantité de semences certifié	tonne	56,0	50,0	89,3	240	178	74,2
R.1.5.(Produit/Output): Des institutions locales sont capables de planifier, coordonner et suivre les objectifs du projet et de participer au développement (administrations communales , CDC, CCDC et autres associations collinaires)							
A.1.5.1. Renforcer les capacités des CDC et des CCDC à planifier, suivre et à superviser la gestion des infrastructures communautaires (formation dans l'audit, la supervision, IEC)- ACORD							
1.5.1.1 Formation des encadreurs sur tous les thèmes (pour 4 provinces pendant 4 jours) 25 pers	formation/commune				14	14	100,0
personnes formées	nbr				350	350	100,0
femmes formées					175	175	100,0

Description des indicateurs	Unité	Prévisions PTBA 2018	Réalisations PTBA 2018*	% PTBA 2018*	Objectif du projet	Réalisations cumulées*	% objectif
1.5.1.3 Formation (5) des CDC par commune : en Planification (1jour)+Suivi et supervision(1j)+ audit rapportage (1j)+ Leadership communautaire et gouvernance locale (1j)+ ciblage suivi et gestion de la chaine de solidarité(1j)	formation par commune	65,0	65,0	100,0	195	195	102,6
personnes formées		455	350,0	76,9	2 280	2 620	197,0
A.1.5.2. Former les CDC dans la conduite des AG des ciblage participatifs l'organisation et le suivi-évaluation de la chaine de solidarité/CEP							
1.5.2.2 Visites d'échange au Burundi (pour 20 personnes+ 2 encadreurs)	nbre	2	2	100,0	4	4	100,0
1.5.2.3 Visite d'échange internationale (Rwanda) (15 personnes et 5 encadreurs)	nbre	-	-		3	1	33,3
A.1.5.3. Renforcer les capacités des relais techniques et des autorités locales impliqués dans la supervision, le suivi et la pérennisation des actions de développement communautaires							
1.5.3.1 Formation (4) des services techniques et de l'adm.municipale dans la conduite du ciblage, la supervision et l'évaluation de la CSC (pour 5 communes pendant 2 jours) 25 pers	nombre	-	-		14	11	78,6
personnes formées					350	275	78,6
femmes formées					175	121	68,9
1.5.3.2 Formation des ACSA et des moniteurs collinaire sur le suivi et le conseil (pour 2 moniteurs pendant 2 jours 61 collines) 25 pers.	atelier /commune	7	7	100,0	190	142	74,7
personnes formées		175	175	100,0	190	352	185,3
femmes formées		18	28	160,0	19	44	228,9
A.1.5.4. Animation et mise en cohérence des interventions (Animation ACORD)							
1.5.4.2 Planification annuelle et évaluation trimestrielle	4 ateliers par année	14	8	57,1	36	30	83,3
1.5.4.3 Capitalisation et mise en synergie (PAIVA-B, PRODEFI, PARSE	ff				2	1	50,0
1.5.4.4 Documentation des innovations et meilleures pratiques (Projets FIDA)	forfait				2	1	50,0
A.1.5.5. Alphabétisation des populations collinaires par les CDFC							
1.5.5.1: Alphabétisation des populations collinaires (83 centres, deux sessions par an) indemnités incluses dans les 4 sous activités	1centre/colline	86	84	97,7	190	188	98,9
Personnes alphabétisé	nbre	6 880	3 275	47,6	15 200	18 475	121,5
femmes alphabétisées	nbre	4 816	2 293	47,6	10 640	12 716	119,5
1.5.5.2: Animation des Groupes de caution solidaire (une formation et une sensibilisation par colline)	GCS/colline	172	184	107,0	190	619	325,8
Nbre GCS financé					190	319	167,9
Montant de financement GCS						730 565 000	
Formation GALS			239,0				
femmes formées			128,0				
1.5.5.3: Réduction de la pénibilité du travail de la femme (foyers améliorés, collecte des eaux de pluie, Kitchen garden) une action par colline	nombre				-		
Foyer amélioré		60	4 664		190	7 859	4 136,3
kitchen garden		65	270		190	867	456,3
Collecte eau de pluie		570	-		190	301	158,4
R.1.6. (Produit/Output): Sécurisation foncière des exploitations est renforcée pour réduire les conflits fonciers et améliorer l'accès aux services financiers							
A.1.6.1. Renforcer des capacités du personnel des services fonciers communaux par des équipements adaptés et moyens de transport (bureaux fonciers et commissions de reconnaissance collinaires)							
1.6.1.1 Équipement bureaux foncier des 4 Communes d'extension avec campagne de sensibilisation inclus : Réhabilitation bâtiment+équipement	kit Équipement	2	2	100,0	10	10	100,0

Description des indicateurs	Unité	Prévisions PTBA 2018	Réalisations PTBA 2018*	% PTBA 2018*	Objectif du projet	Réalisations cumulées*	% objectif
mobilier+2 moto par commune+GPS/boussole/jalons+fourniture de bureau+Ordi/imprimante							
1.6.1.3 Subvention au fonctionnement des bureaux fonciers des 2 C	forfait	10	10	100,0	10	10	100,0
A.1.6.2. Apporter un service conseil aux personnels du bureau foncier pour améliorer la performance (informatique, administratif, participation, juridique, technique, technologique)							
1.6.2.2 Formation initiale des agents fonciers recrutés par les communes+ une visite d'échange intercommunales+Atelier d'harmonisation des modalités de fonctionnement des services fonciers communaux	atelier/commune	4	4	100,0	10	10	100,0
Personnes formées	nbre	32	32	100,0	80	80	100,0
femmes formés		16	8	50,0	40	20	50,0
1.6.2.3 Formation à l'utilisation du matériel topographique+logiciel de contrôle de qualité+formation sur l'harmonisation de l'utilisation des subventions de fonctionnement offerts par le projet+ exportation au SIG	forfait	4	4	100,0	10	10	100,0
Personnes formées		16	16	100,0	40	40	100,0
femmes formés		8	3	37,5	20	12	60,0
1.6.2.4 Formation / actualisation des agents fonciers pour 2015 et 16+campagne de sensibilisation dans 2 communes pour 2015	forfait	10		-	10	6	60,0
Personnes formées		40		-	40	24	60,0
femmes formés		20		-	20	8	40,0
1.6.2.5 Formation Commission de reconnaissance Collinaire 2 communes (Muhanga(23), Rango(30))	forfait	6	4	66,7	10	7	70,0
Personnes formées		1 786	1 791	100,3	1 786	1 791	100,3
femmes formés		536	368	68,7	536	368	68,7
1.6.2.6 Formation autorités communales sur la gestion foncière décentralisée incluant autoévaluation+ un atelier par province pour valoriser les certificats fonciers	forfait	10	10	100,0	10	10	100,0
Personnes formées		50	50	100,0	50	50	100,0
femmes formés		25	10	40,0	25	16	64,0
Certificats livrés		6 000	3 941	65,7	20 000	23 503	117,5
Certificat ayant servi d'hypothèque pour accès au crédit			73			428	
montant de crédit octroyé			152 580 000			556 400 000	
Composante 2: « Valorisation agricole et accès aux marchés »							
R.2(Outcomes):L'accès des OP aux marchés est amélioré avec des produits à plus grande valeur ajoutée							
R.2.1. (Produit/Output): Des Coopératives mises en places sont gérées de façon démocratique et transparente facilitant l'accès des agriculteurs au marché et améliorant la compétitivités des produits							
A.2.1.1. Renforcer les capacités des coopératives à coordonner le développement des filières ciblées pour en améliorer la rentabilité et les retombées pour les membres.							
2.1.1.6 Organisation de réunions d'information et de sensibilisation sur la chaine de valeur riz, et/maïs, PT.)	Atelier/commune	7	7	100,0	14	7	50,0
2.1.1.9 Ateliers de formation sur l'élaboration des business plan	Atelier/commune	17	7	41,2	14	14	100,0
Personnes formées		425	175	41,2	350	350	100,0
femmes formés		213	70	32,9	175	114	65,3
2.1.1.11. Elaboration d'un plan opérationnel négocié entre les différents partenaires (maillons de la filière)	Atelier/commune	17	7	41,2	14	7	50,0

Description des indicateurs	Unité	Prévisions PTBA 2018	Réalisations PTBA 2018*	% PTBA 2018*	Objectif du projet	Réalisations cumulées*	% objectif
Coopérative disposant de plan opérationnel		14	14	100,0	14	14	100,0
2.1.1.12 Evaluation des coopératives	atelier/commune	14	10	71,4	14	14	100,0
2.1.1.13 Étude de Référence pour les nouvelles zones (104 collines)	nbre				3	3	100,0
A.2.1.2. Développer les Capacités des organes de gouvernance des coopératives (animation, gestion administrative et financière, renouvellement des organes) :							
2.1.2.1 Structuration des groupements collinaires : mise en place des organes de gestion: 1 réunion d'une journée par commune avec une de 25 personnes par commune; textes statutaires également	séance/commune /coopérative				14	14	100,0
2.1.2.2 Création et enregistrement des coopératives	nbre				14	14	100,0
2.1.2.3 Organisation et structuration des coopératives: 2 réunion de 1jour par coopérative avec une participation de 20 personnes par commune.	nbre				14	14	100,0
coopératives opérationnelles	nbre	14	14	100,0	14	14	100,0
Membres des coopératives	nbre				-	16 763	
femmes membre coopérative	nbre				-	6 095	
2.1.2.4. Formation sur le leader ship et bonne gouvernance : 2 réunions de 1 jour par commune avec une participation de 25 personnes par commune.	atelier/commune	7	7	100,0	14	14	100,0
Personnes formées		175	175	100,0	350	350	100,0
femmes formés		88	70	80,0	175	140	80,0
2.1.2.5 Formation sur la gestion administrative et financière: 2 réunion de 1 jours par commune avec une participation de 20 personnes par communes.	atelier/commune	7	0		14	14	100,0
Personnes formées		175		78,6	350	350	100,0
femmes formés		88			175	140	80,0
2.1.2.6. Formations sur les techniques de stockage, de gestion des hangars et de warrantage : 2 réunion 1 jours pour 25 personnes coopératives	atelier/commune				14	14	100,0
Personnes formées					350	350	100,0
femmes formés					175	140	80,0
2.1.2.7 Renforcer les capacités des comités surveillance des coopératives en Gouvernance sur le contrôle des comptes et le suivi des activités,	atelier/commune	14	11	78,6	14	14	100,0
Personnes formées		350	275	78,6	350,0	275	78,6
femmes formés		175	69	39,3	175,0	69	39,3
A.2.1.3. Développer les capacités des coopératives à rendre des services de qualité aux membres (vente groupées, accès aux intrants, formations des membres, montage de dossiers)							
2.1.3.1 Formation / recyclage en planification, élaboration de plan d'actions,(9 personnes par coopérative, 14 coopérative): 2 réunions d'une journée	forfait	14	0		14	14	100,0
Personnes formées		126			126	126	100,0
femmes formés		63			63	50	80,0
2.1.3.2 Formation / recyclage en gestion de stock, (9 coopératives, 9 personnes par coopératives,): 2 ateliers de 1 jour séparés	Atelier/commune				14	14	100,0
Personnes formées					126	126	100,0
femmes formés					63	50	80,0
2.1.3.3. Formation / recyclage rentabilité, suivi et évaluation (9 coopératives, 5 personnes par coopérative,)3 jours	Atelier/commune				14	14	100,0
Personnes formées					70	70	100,0
femmes formés					35	28	80,0
2.1.3.4 Une étude d'analyse des conditions d'adhésion des producteurs aux coopératives	nbre				1	1	100,0

Description des indicateurs	Unité	Prévisions PTBA 2018	Réalisations PTBA 2018*	% PTBA 2018*	Objectif du projet	Réalisations cumulées*	% objectif
2.1.3.5. Sensibilisation à la collecte des productions dans les hangars de stockages, transformation des productions (riz et maïs), à la vente groupée et au warrantage : 1 réunion d'1 jour par coopératives et pour 5 coopératives rizicoles	Atelier/commune				14	14	100,0
Personnes formées					126	126	100,0
femmes formés					63	50	80,0
2.1.3.6 Formation des pairs éducateurs sur les outils du Gender action learning system (GALS)		1	1	100,0	1	1	100,0
Personnes formées		25	25	100,0	25	25	100,0
femmes formés		13	13	100,0	13	13	100,0
Qtité collectée/an		950	665	70,0	1 550	1 695	
A.2.1.4. Développer les capacités de représentation et de négociation des agriculteurs membres des coopératives							
2.1.4.1 Organisation des fora provinciaux sur les coopératives (50 pers)	1 forum par province/an	6			28	22	78,6
participant					1 400	1 100	78,6
femmes participants					560	440	78,6
2.1.4.2 Organisation du Forum national de 2 jour chaque année : 50 personnes (5*10) plus un thème sur l'intégration de la concertation dans la valorisation	Un forum /an	1			8	7	87,5
participant					400	350	87,5
femmes participants					160	140	87,5
2.1.4.3 Voyage d'échange interprovinciaux (Cibitoke, Kayanza et Buhiga) 20 personnes	voyage /an	1			8	7	87,5
participant					160	140	87,5
femmes participants					64	56	87,5
2.1.4.4 Voyage d'échange sous-régionaux (14 des coop+6 province+6 DPAE+ 2 encadrement)	voyage /an	0			8	5	62,5
participant					224	140	62,5
femmes participants					90	56	62,5
2.1.4.5 Ateliers d'échange d'expérience sur la production et la commercialisation du riz/ maïs entre les coopératives (25 pers)	atelier/an	1			8	5	62,5
participant					200	125	62,5
femmes participants					100	63	62,5
2.1.4.6 Participation à la foire Agricole	foire/an	1	1	7,1	8	5	62,5
participant	nbre	50	50	14,3	56	35	62,5
femmes participants	nbre	25,0	18	72,0	28	18	62,5
A.2.1.5. Augmenter la capacité de stockage et de transformation des coopératives et en assurer la gestion durable (et rentable)							
2.1.5.1 Équipement décorticage Coop Kayanza (Rango et Muhanga) avec groupe	nbre				5	5	100,0
2.1.5.2 Formation en gestion des magasins, des unités de transformation et la maintenance. 9 coopératives utilisant correctement les outils gestion des magasins et unités de transformation	nbre	5	5	100,0	5	6	120,0
participants	nbre	45	45	100,0	45	54	120,0
femmes participants	nbre	9	9	100,0	9	5	60,0
coopérative utilisant correctement les outils de gestion	nbre				14	7	50,0

Description des indicateurs	Unité	Prévisions PTBA 2018	Réalisations PTBA 2018*	% PTBA 2018*	Objectif du projet	Réalisations cumulées*	% objectif
2.1.5.3 Assurer 5 formations de 2 jours non consécutifs chaque pour 1 coop par commune (1 SE, 1 Warrantage, 1 Gestion Stock, 1 Commercialisation, 1 Caution solidaire/MUSO)+ 1 activité de suivi des exploitations familiales sur 2 jours non consécutifs	formation /coopérative	14	2	14,3	14	13	92,9
participant	nbre	350	50	14,3	350	325	92,9
femmes participants	nbre	175	25	14,3	175	163	92,9
A.2.1.6. Aménagement et Réhabilitation des pistes							
2.1.6.1. études sur les pistes de désenclavement des bassins de production (localisation, technique, estimation) APS,APD,DAO (10%)	étude				2	2	100,0
2.1.6.2. Exécution des travaux des pistes	km	70	18	26,3	124	69	56,0
2.1.6.3. Formation des jeunes (Brigades de Maintenance des Pistes)	nbre	3	1	33,3	2	2	100,0
participant	nbre				120	139	115,8
femmes participantes	nbre				60	32	53,3
R.2.2. (Produit/Output): Les produits des filières lait, riz et maïs sont valorisés et les besoins de financement des coopératives/groupes de caution solidaires sont assurés à travers des mécanismes de garanties							
A.2.2.1. Faciliter l'accès des producteurs aux financements par les IMF							
2.2.2.1 Étude: élaboration des modalités de gestion du crédit complémentaire pour l'achat des engrais par les membres des coop	nbre	1	1	100,0	1	1	100,0
2.2.2.2 appui technique à la microfinance	FF/an				1	1	100,0
2.2.1.3 Convention IMF (incl. FENACOBUR, WISE, Formation, Financement, Suivi du fonds de garanties)	nbre				1	1	100,0
produits de financiers développés (warrantage, GCS, intrant, équipement, commercial	nbre	4	3	75,0	5	4	80,0
Montant global de crédit (intrant et commercial)	FBU	416 000 000	534 735 650	128,5	1 312 700 000	2 222 055 367	169,3
bénéficiaires de crédit	nbre	19 782	6 957	35,2	19 782	12 174	61,5
femmes bénéficiaires de crédit	nbre	6 551	2 199	33,6	6 551	3 846	58,7
Montant global crédits GCS		112 000 000	210 690 000		642 000 000	730 565 000	113,8
Nbre de GCS bénéficiaires de crédit						319	
A.2.2.2. Valoriser la production laitière des petits agri-éleveurs							
2.2.2.1.Mise en place des centres de collecte du lait (CCL) avec équipement stérilisation	Nb CCL	1	1	100,0	7	6	85,7
Nbre GPC laitière mis en place	nbre	1	1	100,0	7	6	85,7
Membre de GPC lait	nbre				7 000	3 019	43,1
femmes	nbre				2 100	456	21,7
Nbre de collecteur formée					75	74	98,7
femmes collecteurs formées					38	17	45,3
2.2.2.2. Mise en place de points de collecte secondaires dans zones excentrées	nbre	8	8	100,0	8	8	100,0
2.2.2.3. Mettre en place un réseau de collecte motorisée isotherme pour les zones excentrées	nbre	10	10	100,0	10	10	100,0
2.2.2.4. Mise en place d'une unité de pasteurisation semi industrielle du lait	nbre	1		-	1	1	100,0
2.2.2.5. Mise en place de comptoirs de vente	nbre	4	2	50,0	18	8	44,4
2.2.2.6. Former des jeunes pour la collecte de lait (PM/ partie jeunes)	nbre				40	91	227,5

Description des indicateurs	Unité	Prévisions PTBA 2018	Réalisations PTBA 2018*	% PTBA 2018*	Objectif du projet	Réalisations cumulées*	% objectif
femmes participants	nbre				20	16	80,0
A.2.2.3. Valoriser la production rizicole des agriculteurs							
2.2.3.1.Mise en place des outils de séchage - stockage du paddy	Nb hangar	7	7	100,0	25	19	76,0
2.2.3.3. Mettre en place deux mini rizeries avec hangars de stockage	nbre	1	-	-	2	-	-
A.2.2.4. Valoriser la production de maïs							
2.2.4.2.Mettre en place des outils de séchage - stockage maïs (cribs)	outils	4	2	50,0	7	2	28,6

Burundi

Agricultural Intensification and Value-enhancing Support Project Supervision Report

Appendix 3: Compliance with legal covenants: status of implementation

Mission Dates: 15-26 octobre 2018
Document Date: 04/02/2019
Project No. 1100001469
Report No. 4948-BI

East and Southern Africa Division
Programme Management Department

Appendice 3: Application des dispositions de l'accord de financement: état d'avancement

Section	Disposition	Objectif/Date prévue	État d'avancement/Date	Observations
Section 4.02	L'UCP doit ouvrir et administrer un compte spécial de projet (en dollars US) auprès de la Banque de la République du Burundi; le FIDA dépose un montant initial équivalent à 2 000 000 USD; financement initial et financement additionnels confondus	Septembre 2009 et le complément en 2016 pour le financement additionnel	Compte N° 3302/214 ouvert à la Banque de la République du Burundi (BRB). 1 ^{er} versement reçu le 17 décembre 2009 au titre du financement initial; 2 ^{ème} versement reçu le 13 mai 2016 au titre du financement additionnel	- Condition remplie. - le remboursement de l'avance a commencé le 24 septembre 2018.
Section 4.02	Le Gouvernement doit reconstituer le compte de prêt un trimestre à l'avance	N/A	N/A	N/A
Section 4.03	La passation des marchés des biens, travaux et services doit être réalisée conformément à la procédure indiquée à l'annexe 3	Pendant l'exécution	Les procédures de passation de marchés sont suivies. Le PPM 2018 a été approuvé; Le registre des contrats fait partie intégrante des rapports statutaires	Condition remplie
Section 4.04	L'assurance pour les véhicules, l'équipement et les travaux de génie civil doit être financée grâce aux fonds du prêt, dans le respect de saines pratiques commerciales	Pendant l'exécution	Les véhicules du PAIVA-B sont assurés en contrat multirisque Les travaux et autres services sont exécutés conformément aux accords.	Condition non remplie
Section 4.05, section 11.10 (b)	Les marchés des biens, de travaux génie civil et de services doivent être passés conformément aux dispositions de l'annexe 4 de l'accord de don	Action continue	Les procédures de suivi sont conformes aux dispositions de l'accord de don.	Condition remplie
Section 4.06	Les rapports sur l'état d'avancement doivent être présentés périodiquement au FIDA	Semestriellement et annuellement	Le rapport annuel 2017 et le rapport du 1 ^{er} semestre 2018 ont été transmis au FIDA dans les délais requis.	Condition remplie
Annexe 4, paragraphe 7	Le PTBA doit être présenté au Fonds pour examen et commentaires	Chaque année	Le PTBA 2018 a été approuvé par le FIDA dans les délais requis	Condition remplie
Annexe 4,	Un examen à mi-parcours doit être conjointement effectué par l'emprunteur et le FIDA	Année 3 du programme (Don Initial) N/A pour le Don additionnel	La RMP a été réalisée dans les délais impartis	Condition remplie
Annexe 4 Paragraphe	Le projet doit être exempté de tout droit d'importation, accise et TVA sur les dépenses d'investissement	Pendant l'exécution	Le Projet est exonéré de tous les droits à l'importation. De plus, depuis juin 2017 le Gouvernement a pris la décision d'exempter le projet de l'obligation de payer la TVA pour la recouvrer ensuite.	Condition remplie

Burundi

Agricultural Intensification and Value-enhancing Support Project Supervision Report

Appendix 4: Technical background analysis

Mission Dates: 15-26 octobre 2018
Document Date: 04/02/2019
Project No. 1100001469
Report No. 4948-BI

East and Southern Africa Division
Programme Management Department

Appendice 4. Plan de consolidation, transfert, désengagement du projet et clôture du financement FIDA (du 1^{er} novembre 2018 au 30 mars 2020)

I. Consolidation des activités

Actions prioritaires	Concerné(s)	Date limite	Statut
Composante 1: Renforcement et protection du capital productif			
1. Finaliser la réhabilitation du petit marais de Nyakagezi en commune Muhanga (35 ha)	UFCP	Juillet 2019	Approuvée
2. Finaliser le reboisement des crêtes dénudées (572 ha)	UFCP	Février 2019	Approuvée
3. Poursuivre la protection de bassins versants par des fossés antiérosifs (10 446 ha)	UFCP	Juin 2019	Approuvée
4. Consolider les 12 guichets fonciers existants par le renforcement de leurs équipements et conditions de travail	UFCP	Juin 2019	Approuvée
5. Consolider les travaux relatifs à la réhabilitation des ponceaux et caniveaux non repris dans la convention CARITAS-Burundi	UFCP	Septembre 2019	Approuvée
6. Consolider les travaux relatifs à la réhabilitation de la piste à Bugenyuzi (7 km)	UFCP	Août 2019	Approuvée
7. Consolider les comités de bassins versants par l'acquisition des kits pour l'entretien des fossés antiérosifs	UFCP	Juin 2019	Approuvée
8. Consolider les AUP par l'acquisition des kits pour l'entretien des pistes	UFCP	Juin 2019	Approuvée
9. Reconduire le contrat de l'ISABU à fin juin 2019 pour la renforcer la production des semences de riz et plants fourragers		Janvier 2019	Approuvée
10. Consolider la mise en place des plants fruitiers avec le Service Maraicher et fruitier du MINEAGRIE	UFCP	Mars 2019	Approuvée
11. Consolider les CEP par des fonds d'appui à leur fonctionnement	UFCP	Juin 2019	Approuvée
12. Consolider les coopératives vivrières en place pour l'accès aux intrants agricoles	UFCP	Juin 2019	Approuvée
13. Renforcer la Chaîne de solidarité Communautaire Porcine et jardins potagers en faveur des ménages vulnérables	UFCP	Juin 2019	Approuvée
14. Consolider des formateurs champs élevage pour pérenniser l'encadrement des bénéficiaires par pair	UFCP	Juin 2019	Approuvée
Composante 2: Valorisation de la production agricole			
15. Mettre en service la mini laiterie et la mini rizerie et former le personnel technique	UFCP	Décembre 2018	Approuvée
16. Organiser des ateliers de consolidation des coopératives pour la maîtrise des outils de planification et de gestion.	UFCP	Novembre 2018	Approuvée
17. Consolider la collecte, le transport, le stockage et la transformation du lait (bidons, tanks, tricycles, pasteurisateurs).	UFCP	Janvier 2019	Approuvée
18. Doter de kits solaires les hangars construits et dépourvus d'énergie	UFCP	Janvier 2019	Approuvée
19. Renforcer les moyens de transport pour la commercialisation des produits vivriers	UFCP/CAPD	Juillet 2019	Approuvée
20. Consolider la plateforme laitière et les autres organisations faïtières pour appuyer la consolidation des coopératives	UFCP	Juin 2019	Approuvée
Composante 3: Facilitation de la mise en œuvre et Coordination du projet			
21. Consolider les 4 dernières AUM mises en place par des ateliers de planification et d'évaluation	UFCP	Mars 2019	Approuvée
22. Doter toutes les AUM, organisations de base, services décentralisés, et partenaires, du manuel d'entretien des aménagements hydro-agricoles et organiser des ateliers de sensibilisation et d'appropriation	UFCP	Février 2019	Approuvée
23. Organiser des ateliers de sensibilisation et d'appropriation en faveur des nouveaux Comités de Bassins Versants	UFCP	Janvier 2019	Approuvée
24. Renforcer les foyers améliorés en vue de réduire la déforestation du bois et la pénibilité du travail des femmes	UFCP	Juin 2019	Approuvée
25. Renforcer les collecteurs d'eaux de pluie (bonne gestion de l'eau et réduction de la pénibilité du travail des femmes)	UFCP	Juin 2019	Approuvée
26. Consolider les Groupes de caution solidaires en place par des formations sur les outils de gestion des AGR	UFCP	Juin 2019	Approuvée
27. Renforcer les des Centres de Développement Familial et Communautaire « CDFC » pour les appuis aux femmes victimes des Violences basées sur le Genre	UFCP	Juin 2019	Approuvée
28. Renforcer les activités d'apiculture par l'augmentation des kits de production et mielleries en direction des jeunes et des femmes	UFCP	Juin 2019	Approuvée
29. Renforcer les activités en place sur l'élevage associé dans quatre villages piscicoles	UFCP	Juin 2019	Approuvée
Consolidation, transfert et achèvement des acquis de communication et gestion des savoirs			
30. Produire et diffuser un documentaire des impacts des réalisations du projet	UFCP	Septembre 2019	Approuvée
31. Produire des émissions et vidéos thématiques et didactiques et les remettre aux structures déconcentrées et aux coopératives	UFCP	Septembre 2019	Approuvée
32. Acquérir et transférer le matériel de diffusion des savoirs acquis (écrans, postes récepteurs, enregistreurs, flashs disques, etc.) aux structures déconcentrées et aux coopératives pour pérenniser les acquis du projet	UFCP	Mai 2019	Approuvée
33. Prolonger de 9 mois le contrat de l'assistant à la responsable communication du programme pays, afin d'appuyer la production des	UFCP	Janvier 2019	Approuvée

Actions prioritaires	Concerné(s)	Date limite	Statut
outils de consolidation et de transfert des acquis en matière de communication et de gestion des savoirs.			

II. Transfert et Désengagement du projet

Actions prioritaires	Concerné(s)	Date limite	Statut
Achèvement & transfert			
34. Réaliser une étude thématique des Champs écoles paysans et la transférer aux coopératives et structures pérennes	UFCP/GoB/FIDA	Mars 2019	Approuvée
35. Organiser des ateliers communaux de partage et de transfert des résultats des CEP vivriers aux coopératives agricoles comme maillons spécialisés en production de semences ou aux structures pérennes.	UFCP/GoB/FIDA	Juin 2019	Approuvée
36. Organiser des ateliers communaux sur les groupements de multiplicateurs de semences et les mécanismes de leur transfert aux coopératives comme maillons spécialisés et/ou aux structures pérennes.	UFCP/GoB/FIDA	Avril 2019	Approuvée
37. Organiser des ateliers d'harmonisation de la collecte des redevances et son transfert aux structures décentralisées	UFCP/GoB/FIDA	Mars 2019	Approuvée
38. Réaliser l'étude sur les impacts du projet et organiser un atelier de restitution et de partage avec les parties prenantes	UFCP/GoB/FIDA	Juin 2019	Approuvée
39. Préparer le rapport d'achèvement du projet et organiser un atelier de validation par les parties prenantes	UFCP/FIDA/GoB	Juillet 2019	Approuvée
40. Transmettre le rapport final au FIDA et au Gouvernement	UFCP	Août 2019	
41. Mettre en place au niveau institutionnel les moyens pour accompagner le processus de décentralisation de la base de données de SE (MINEAGRIE et ses services décentralisés provinciaux)	UFCP/GoB/FIDA	Juin 2019	Approuvée
Clôture des comptes			
42. Réception des travaux ou des fournitures / Libération des cautions ou transfert des cautions au Ministère de tutelle pour les réceptions définitives non prononcées	UFCP/GoB/FIDA	Decembre2019	Approuvée
43. Plan de démobilisation du personnel (liste du personnel de clôture, budget lié aux salaires et indemnités de cessation contractuelles, lettres de clôture des contrats du personnel démobilisé à l'achèvement)	UFCP/GoB/FIDA	Juillet-Août2019	Approuvée
44. Affectation du matériel du projet au Ministère de tutelle	UFCP	Septembre2019	Approuvée
45. Archivage électronique et physique des pièces comptables (à conserver pendant 10 ans à compter de la date de clôture)	UFCP	Mars 2020	Approuvée
46. S'assurer pas de factures en attente, ni transitions incomplètes et d'obligations financières non liquidées (analyse de la balance comptable des tiers).	UFCP/GoB/FIDA	Mars 2020	Approuvée
47. Audit final du projet	UFCP/GoB/FIDA	Mars 2020	Approuvée
48. Rapport sur l'utilisation de toutes les ressources financières affectées au financement du projet	UFCP/GoB/FIDA	Mars 2020	Approuvée
49. Clôture définitive des comptes et Reversement du solde au Compte désigné (lettre de clôture des comptes aux banques) + DRF de clôture	UFCP/GoB/FIDA	Mars 2020	Approuvée
50. Transfert au Ministère de tutelle des pièces comptables et autres documents du projet	UFCP/GoB/FIDA	Mars 2020	Approuvée

Tableau de financement des activités prioritaires de consolidation, transfert, achèvement du projet et clôture du financement FIDA (PTBA 2019 et budget de clôture à fin Mars 2020)

A. Consolidation					
Activité	Unité	Quantité	Coût unitaire (BIF)	Coût total (BIF)	Equiv. USD*
Composante 1. Renforcement et protection du capital productif					
Réhabilitation du petit marais de Nyakagezi en commune Muhanga (35 ha)	ha	35	4 800 000	168 000 000	93 333
Reboisement des crêtes dénudées (572 ha)	ha	450	188 300	84 735 000	47 075
Protection de bassins versants par des fossés antiérosifs (10 446 ha)	ha	8000	122 500	980 000 000	544 444
Consolidation des guichets fonciers existants	forfait	1	90 000 000	90 000 000	50 000
Consolider la réhabilitation des ponceaux et caniveaux (convention PAIVA-CARITAS)	Avenant	1	85 210 000	85 210 000	47 339
Consolider la piste de Bugenyuzi (7 km)	km	7	11 215 000	78 505 000	43 614
kits pour l'entretien des fossés antiérosifs	Nbre	18	4 635 300	83 435 400	46 353
kits pour l'entretien des pistes (brouettes, pelles, pioches, etc.)	km	60	1 629 098	97 745 880	54 303
Impression et diffusion du manuel d'entretien des aménagements hydroagricoles	Nbre	1000	24500	24 500 000	13 611
Renforcer la production des semences de riz et plants fourragers (contrat avec ISABU)	ha	14	4 000 000	56 000 000	31 111
Consolider la mise en place des plants fruitiers avec le Service Maraicher et fruitier	Contrat	1	10 000 000	10 000 000	5 556
Consolider les CEP par des fonds d'appui à leur fonctionnement	CEP	50	800 000	40 000 000	22 222
Consolider les coopératives vivrières par un stock d'intrants	Coop	14	5 000 000	70 000 000	38 889
Chaîne de solidarité communautaire Bovine					
Kits bovins (205 génisses)	Nbre	205	1 702 500	349 012 500	193 896
Consolidation cultures fourragères	Nbre	3624	70 000	253 680 000	140 933
Semences et d'hormones pour insémination artificielle	Nbre	2000	162 000	324 000 000	180 000
Cuves cryogéniques de 35 litres	Nbre	16	3 500 000	56 000 000	31 111
Cuves cryogéniques de 2 litres	Nbre	14	1 500 000	21 000 000	11 667
Matériel d'insémination artificielle	Nbre	14	75 000	1 050 000	583
Pinces brucelles coudées 16 cm	Nbre	14	35 000	490 000	272
Formation des inséminateurs Communaux	Nbre	14	1 500 000	21 000 000	11 667
Inventaire de la CSCB	Comm	9	2 000 000	18 000 000	10 000
Ateliers de renforcement et transfert de la CSCB	Province	6	9 200 000	55 200 000	30 667
Mis en place de 17 CEP Elevage	Nbre	17	2 500 000	42 500 000	23 611
Traçabilité des animaux (convention avec la DGE)	Contrat	1	126 000 000	126 000 000	70 000
Vaccination des bovins contre la dermatose nodulaire sur les collines de concentration	Dose	10000	3 000	30 000 000	16 667
Chaîne de solidarité communautaire porcine					
Kits porcins (1 kit porc par ménages bénéficiaires, 20 porcs par colline)	Kits	400	575 000	230 000 000	127 778
Sous-total 1				3 396 063 780	1 886 702
Composante 2: Valorisation de la production agricole					
Consolider la filière lait					
Cruches à lait	nbre	500	150 000	75 000 000	41 667
Tricycles transport lait	nbre	15	8 400 000	126 000 000	70 000
Motos pour le transport lait	nbre		5 000 000	0	-
Equipements de pasteurisation	nbre	2	60 000 000	120 000 000	66 667
Consolider la filière Riz					
Doter de kits solaires les hangars construits et dépourvus d'énergie	kit	9	18 000 000	162 000 000	90 000

Structuration des coopératives					-
Etablir les bilans comptables des coopératives	h/j	90	350 000	31 500 000	17 500
Consolidation des outils de planification et de gestion des coopératives	atelier	14	2 500 000	35 000 000	19 444
Sous-total 2				549 500 000	305 278
Composante 3: Facilitation de la mise en œuvre et Coordination du projet					-
Consolider les 4 dernières AUM par des ateliers de planification et d'évaluation	marais	4	4 700 000	18 800 000	10 444
Vulgarisation du manuel d'entretien des aménagements hydro-agricoles	Comm	7	2 500 000	17 500 000	9 722
Ateliers de sensibilisation et d'appropriation des nouveaux Comités de Bassins Versants	session	8	12 000 000	96 000 000	53 333
Foyers améliorés	nombre	100	127 500	12 750 000	7 083
Renforcer les collecteurs d'eaux de pluie	Nbre	200	600 000	120 000 000	66 667
Jardins potagers	Nbre	1 000	25 000	25 000 000	13 889
Consolider les Groupes de caution solidaires en place par des formations sur les outils de gestion des AGR	Nbre	14	1 000 000	14 000 000	7 778
Réhabiliter les bureaux des CDFC	Nbre	8	5 000 000	40 000 000	22 222
Consultante en appui pour renforcer le dispositif de consolidation des actions en direction des femmes	h/mois	6	3 960 000	23 760 000	13 200
Appui aux animatrices communales des CDFC	Nbre	8	1 000 000	8 000 000	4 444
Apiculture					-
Extension de l'apiculture (cinq communes additionnelles et 50 associations apicoles)	Kit	5	17 000 000	85 000 000	47 222
Appui à la construction des mielleries et à l'acquisition des équipement additionnels	Comm		30 000 000	0	-
Renforcer les activités en place sur l'élevage associé dans 3 villages piscicoles	Nbre	3	300 000 000	900 000 000	500 000
Consolidation et transfert des savoirs					-
Produire et diffuser un documentaire des impacts des réalisations du projet	Doc	1	18 000 000	18 000 000	10 000
Production des émissions thématiques	émission	6	1 440 000	8 640 000	4 800
Production des vidéos thématiques	vidéo	4	9 000 000	36 000 000	20 000
Documentation et gestion des savoirs	session	1	18 000 000	18 000 000	10 000
Matériel de projection	kit	23	1 800 000	41 400 000	23 000
Systemes d'informations et de transmission des savoirs (radios0					
Matériel d'enregistrement	kit	1	900 000	900 000	500
Contrat de l'assistant à la responsable communication (9 mois)	h/mois	9	1 260 000	11 340 000	6 300
Sous-total 3				134 280 000	74 600
B. Transfert, achèvement et clôture					
Achèvement					
Etude thématique des CEP et transfert aux coopératives et aux structures pérennes	étude	1	20 000 000	20 000 000	11 111
Ateliers communaux sur les groupements de multiplicateurs de semences et les mécanismes de leur transfert aux coopératives comme maillons spécialisés et/ou aux structures pérennes	Atelier	7	2 000 000	14 000 000	7 778
Ateliers communaux de partage et de transfert des résultats des CEP vivriers aux coopératives agricoles comme maillons spécialisés en production de semences ou aux structures pérennes	Atelier	14	2 000 000	28 000 000	15 556
Renforcer la plateforme laitière et organisations faîtières pour la consolidation de leurs coopératives	forfait	1	3 000 000	3 000 000	1 667
Ateliers d'harmonisation sur la collecte des redevances et transfert aux structures décentralisées	Atelier	3	10 290 000	30 870 000	17 150
Réalisation de l'étude sur les impacts du projet	forfait	1	100 000 000	100 000 000	55 556
Atelier de restitution de l'étude d'impacts	forfait	1	10 000 000	10 000 000	5 556
Réalisation du rapport d'achèvement	forfait	1	50 000 000	50 000 000	27 778
Atelier de restitution du rapport d'achèvement	forfait	1	10 000 000	10 000 000	5 556
Personnel pour accompagner le transfert de la base de données de SE	H-mois	18	1 260 000	22 680 000	12 600

Kits ordinateurs BPEAE pour la saisie et l'archivage des données	Nbre	6	2 520 000	15 120 000	8 400
Ordinateurs portables pour la saisie des données de SE	Nbre	4	3 520 000	14 080 000	7 822
Disques externes et flash disques pour l'archivage des données de SE	Nbre	10	180 000	1 800 000	1 000
Appui institutionnel au MINEAGRIE pour le transfert du projet (S/E)	forfait	1	90 000 000	90 000 000	50 000
Clôture des comptes					
Matériels archivage des pièces comptables et rapports financiers	forfait	1	50 000 000	50 000 000	27 778
Audits 2019 et final	forfait	1	55 000 000	55 000 000	30 556
Indemnités de fin de contrats du personnel	forfait	1	205 976 400	205 976 400	114 431
Salaires janvier-septembre 2019 + 6 mois de clôture (personnel et cadres d'appui)	forfait	1	1 011 915 806	1 011 915 806	562 175
Sous-total 4				1 732 442 206	962 468
Total Général				5 812 285 986	3 229 048
Frais de Fonctionnement (4%)				232 491 439	161 452
TOTAL GENERAL				6 044 777 425	3 390 500

*Au Taux de 1USD=1800 BIF

ANALYSE DES STRATEGIES DE PERENNISATION DES INTERVENTIONS DU PAIVA-B

- DRAFT -

L'analyse des stratégies de pérennisation des actions du PAIVA-B a été régulièrement faite à l'occasion des ateliers trimestriels d'auto évaluation, de recherche de synergie et de réflexion sur les modalités de pérennisation des actions du projet.

A. Initiatives à potentiel de viabilité

Les actions identifiées comme ayant déjà un potentiel de viabilité sont expliquées dans les lignes qui suivent :

1. Les aménagements hydro-agricoles

La durabilité des aménagements dépendra de la qualité des ouvrages, du niveau d'organisation des usagers, de l'implication des l'administration et des services publics, de l'amélioration des performances dans la distribution de l'eau, du niveau de contribution des usagers (redevances) et de l'augmentation de la production agricole. Elle dépendra également de la collaboration entre AUM et les autres acteurs. Cette complémentarité implique un accompagnement des relations professionnelles des AUM avec les autres acteurs de la filière riz et un renforcement technique et organisationnel des AUM par des services de conseil en irrigation intégrés aux services de conseil agricole. Les services publics déconcentrés seront mis à contribution dans la mise en relation entre producteurs et acteurs. Les relais techniques locaux pourront être sollicités de façon ponctuelle.

2. Les aménagements de BV

La durabilité des aménagements des BV dépendra de la qualité des ouvrages, de l'organisation mise en place pour l'entretien (fonctionnalité des comités BV en synergie avec les AUM), du dynamisme des autorités administratives locales et de la population et des prestataires chargés de l'ingénierie sociale d'autant plus que les travaux ont été réalisés avec l'approche HIMo. Elle dépendra de la complémentarité entre tous les acteurs impliqués (population, CDC, CCDC, comités BV, GR, services forestiers, administration, etc.) et de leurs capacités de mobilisation sociale autour des activités de développement communautaires. L'administration a un rôle primordial dans ce travail de mobilisation pour que chaque famille s'occupe des ouvrages de lutte antiérosive situés dans les exploitations et que les zones non encore exploitées soient protégées et entretenues dans le cadre des travaux e développement communautaire (TDC).

3. Les pépinières communautaires

L'approche communautaire et familiale utilisée est en soi durable, car les ménages savent évaluer leurs besoins en plants et ont appris les techniques pour les produire eux-mêmes. Il suffira de les mettre en contact avec les commerçants d'intrants et du matériel (sachets, matériel aratoire). Les services des DPAE et les services forestiers pourront continuer et pérenniser l'activité. La réussite de cette innovation a été favorisée par le fait que le projet a au départ sensibilisé et travaillé avec les bénéficiaires d'animaux qui sentent le plus le besoin d'améliorer l'alimentation des animaux et protéger leurs exploitations.

Il compte aussi partager cette expérience avec les autres projets du FIDA et autres intervenants pour généraliser cette approche dans tout le pays.

4. Les hangars de stockage

La durabilité des hangars de stockage dépendra de la qualité des constructions, de la fonctionnalité des groupements pré-coopérative (GPC) qui les exploitent, de la couverture géographique et du lieu d'emplacement (sécurité et donc utilisation). L'utilisation dépendra de la production, de la mise en concurrence entre instituts de microfinances (IMF), de la flexibilité de déstockage.

5. Les pistes rurales

Les comités de gestion et de maintenance de ces pistes sont mis en place (niveau, composition, cahiers des charges, et ROI, etc.). Les rôles et les relations entre les différents acteurs sont clarifiés. Les administrations et leaders communautaires sont sensibilisés sur leur responsabilité dans le suivi des travaux de tracé de ces pistes et dans leur maintenance et entretien en vue de la durabilité. Les bénéficiaires sont sensibilisés sur : Importance des pistes, Causes de la dégradation des pistes, Conséquences pour une piste en mauvais état, qualité d'une piste bien entretenue, activités à mener pour la maintenance d'une piste, moyens nécessaires pour la maintenance d'une piste, organisation à mettre en place pour l'entretien.

Le PAIVA-B a distribué du matériel pour l'entretien des pistes : matériels (brouettes, pelles, pioches, houes, etc.) pour les anciennes pistes. Il le fera également pour les nouvelles pistes ciblées pour aménagement. Un renforcement de capacités reste indispensable pour les groupes de Jeunes Brigade de piste.

6. La CSC bovine

La durabilité de la CSC bovine dépendra d'un bon ciblage des bénéficiaires et du suivi de la CSC par tous les acteurs : les associations des bénéficiaires, CDC, Administration locale, services techniques de la DPAE, la DGE, les projets FIDA et les prestataires de services. Les rôles suivants sont joués par les différents acteurs :

- ❖ Services techniques de la DPAE: veiller au respect des critères techniques, participation à la validation des listes, suivi et encadrement technique des bénéficiaires
- ❖ Départements ministériels: participation à la supervision du processus
- ❖ Programmes FIDA: Financement, montage technique et suivi
- ❖ CDC: identification, suivi des activités et du remboursement par les bénéficiaires.
- ❖ Administration: Sensibilisation, veillé au respect des engagements, de l'ordre et de l'équité
- ❖ Bénéficiaires: participation au ciblage, préparation par rapport aux critères techniques, assurer la gestion et le remboursement.
- ❖ GPC: faciliter l'écoulement du lait à travers les CCL.
- ❖ La durabilité de la CSC dépendra aussi de la poursuite de la formation et de l'encadrement des bénéficiaires à travers les FFS. Il faudra également favoriser le démarrage et l'opérationnalisation des centres de collecte de lait et des coopératives laitières au niveau des communes. Il est également important de renforcer les capacités des gestionnaires des centres de collecte de lait et des coopératives laitières.

7. Les ACSA

La durabilité des ACSA dépendra de la qualité de leur travail, d'un cahier des charges très clair, de la mise en place d'une loi les régissant, etc. Le système ACSA devra être généralisé dans tout le pays et les ACSA. Les ACSA pourront se mettre en réseau pour plus d'efficacité et devront bien collaborer avec les autres acteurs dans le domaine : associations d'éleveurs, services techniques, administration, CDC, pharmacies vétérinaires publiques et privées, etc.

8. Les semences

La pérennisation de la production des semences demande une organisation en réseau de production et de vente ainsi que le partenariat avec une IMF. La conservation des semences mérite également d'être soigneusement préparée. L'activité est également conditionnée par la production de pré-base et la diversification des variétés par l'ISABU ainsi que la certification par l'ONCCS.

9. Le SRI/SRA

Cette pratique a commencé dans la zone d'action du projet suite à des visites organisées au Rwanda à l'intention d'une quarantaine de bénéficiaires du projet accompagnés de certains de leurs encadreurs. Après avoir reçu les témoignages de leurs collègues rwandais et vu comment le SRI était conduit dans ce pays voisins aux conditions climatiques presque similaires à ceux du Burundi, les participants à la visite de retour au Burundi ont commencé à pratiquer le SRI. Par après, une formation des formateurs a été réalisée par des Malgaches. Bien que la gestion de l'eau pose encore problème, le rendement a doublé voir tripler par rapport à l'ancien système. Le nombre d'agriculteur qui pratiquent le SRI croît d'une saison à l'autre suite aux bons résultats enregistrés par les premiers adoptants. Le planage s'améliore d'année en année.

10. Les structures communautaires

Les programmes et projets financés par le FIDA au Burundi s'appuient sur les organisations communautaires (CDC, comités d'usagers, organisations paysannes) en vue de s'assurer de la durabilité et de la pérennisation des activités. Ces relais communautaires collinaires sont choisis de façon participative et bénéficient d'un renforcement des capacités sur des thèmes techniques et d'organisation. La nouveauté pour le PAIVA-B a été la répartition des CDC en commissions de travail. Cette pratique a été encouragée sur toutes les collines. Avec cette répartition, les présidents des CDC ne vont plus travailler seuls ou participer seuls aux réunions et formations organisées par les projets. Il y aura spécialisation des membres des CDC et ils réclameront moins la motivation et celle-ci serait donnée à quelques membres concernés par le secteur d'activités concerné.

A travers l'approche participative et communautaire, les communautés développent un sens de responsabilité et se sentent plus intégrés dans le processus de développement de leur colline/commune.

Par le fait que les communautés sont désormais impliquées dans le processus de planification, elles commencent à savoir identifier les vrais besoins, à analyser leurs problèmes et à déterminer les solutions à mettre en œuvre pour les résoudre. Elles sont actuellement sensibles aux conséquences de leur paupérisation et au détournement des biens communautaires.

Avec la formation et la pratique du ciblage participatif et de la chaîne de solidarité communautaire, la population de la colline se choisit elle-même les premiers et les bénéficiaires de second rang et suivent la Chaîne de solidarité communautaire (CSC). Tout le monde connaît les critères d'éligibilité des bénéficiaires des différents appuis et ceux qui le désirent se préparent en conséquence.

Les Groupement pré-coopératives

Les GPC ont été mis en place en partenariat avec la CAPAD pour les filières riz et Maïs et le Consortium Twitezimbere, COPED, Help Chanel pour la filière lait. Certains groupements sont déjà membre de la CAPAP.

La pérennisation de ces GPC dépendra du niveau d'organisation des GPC, la capacité des CPC à offrir des services de qualité à leurs membres, le niveau de collaboration avec les services techniques, l'administration et les IMF, la collaboration étroite avec les différents maillons sur la chaîne de filière etc.

B. Suite à donner aux différentes interventions

Le tableau suivant indique le résultat des travaux en groupes des bénéficiaires lors d'un atelier de réflexion sur les suites à donner aux interventions pour leur pérennisation.

Stratégies de pérennisation des actions du PAIVA-B en province BUBANZA

Interventions à pérenniser	Conditions de durabilité	Actions à mettre en œuvre	Responsable	Période de mise en œuvre
1. Protection et aménagement Bassin versant	<ul style="list-style-type: none"> ☞ Professionnalisation des groupements pépiniéristes ☞ Suivi régulier et entretien des boisements communautaire contre les feux de brousse ☞ Protection des pépinières ☞ Curage et entretien des DAE 	<ul style="list-style-type: none"> ☞ Recycler les groupements pépiniéristes et les doter d'un fond de roulement ☞ Sensibiliser les comités BV sur leur cahier de Charges ☞ Mise en place des comités de suivi des boisements communautaires ☞ Mise en place des pare-feu pour la protection contre les feux de brousse ☞ Beaucoup de séances de sensibilisation sur l'importance du calliandra dans l'alimentation du bétail ☞ Sensibiliser l'administration pour qu'elle puisse instaurer des sanctions à des personnes détruisent les courbes de niveau 	<ul style="list-style-type: none"> ☞ Administration communale ☞ PAIVA-B ☞ ACORD 	A partir de la prochaine campagne sylvicole
2. Coopératives agricoles et laitières	<ul style="list-style-type: none"> ☞ Evaluation des activités chaque mois ☞ Contrôle mensuel des pièces comptables ☞ Suivi régulier des activités par les membres des coopératives ☞ Engager des gérants qui ont un niveau en matière de gestion financière 	<ul style="list-style-type: none"> ☞ Respecter des lois et règlements régissant les coopératives. ☞ Recrutement des gérants des coopératives ☞ Mise en place des structures de contrôle des activités des coopératives ☞ Renforcer les capacités des membres des coopératives sur la gestion financières 	<ul style="list-style-type: none"> ☞ Coopérative ☞ CAPAD ☞ OPP 	A partir du mois d'avril
3. CEP	<ul style="list-style-type: none"> ☞ Mettre en place un réseau qui regroupe les CEP au niveau de la commune ou province ☞ Référer les CEP aux IMF ☞ Transformer les CEP en groupement de multiplication de semences (AGR) 	<ul style="list-style-type: none"> ☞ Sensibiliser les CEP mis en place pour qu'ils forment un réseau communal, provincial ou national ☞ Renforcer les CEP sur les techniques de la production des semences ☞ Aider à chercher des crédits dans les IMF 	<ul style="list-style-type: none"> ☞ ACORD ☞ PAIVA-B 	A Partir du second semestre
4 CSCB	<ul style="list-style-type: none"> ☞ Suivi de la CSCB ☞ Transmettre le rapport mensuel de l'évolution de la CSCB à l'administration communale(CTD) 	<ul style="list-style-type: none"> ☞ Enquête sur le fonctionnement des comités de gestion de la chaîne ☞ Redynamiser les comités de gestion en remplaçant les membres qui ne sont plus 	<ul style="list-style-type: none"> ☞ ACORD ☞ DPAE ☞ Administration ☞ PAIVA-B 	A partir du deuxième trimestre

Interventions à pérenniser	Conditions de durabilité	Actions à mettre en œuvre	Responsable	Période de mise en œuvre
	<ul style="list-style-type: none"> ☞ Organiser des séances particulières pour expliquer aux éleveurs les contenus du contrat ☞ Distribuer les contrats aux éleveurs signés par toutes les parties ☞ Sensibiliser et informer les autres acteurs (justice, police) que les projets FIDA sont des projets dont le gouvernement a pris des dettes et que ces corps puissent la protection des biens données par ces projets (cas des animaux diffusés au niveau de la CSC 	<p>actifs</p> <ul style="list-style-type: none"> ☞ Il faut ajouter l'administrateur, le chef de poste de police, le juge président du tries et au niveau province; le gouverneur de province et le commissaire provincial de police ☞ Recycler les comités de gestion de la chaîne de solidarité communautaire bovine 		

Stratégies de pérennisation des actions du PAIVA-B en province CIBITOKE

Interventions à pérenniser	Conditions de durabilité	Actions à mettre en œuvre	Responsable	Période de mise en œuvre
1.CSCB	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Suivi de la CSCB ➤ Transmettre le rapport mensuel de l'évolution de la CSCB à l'administration communale ➤ Doter l'éleveur du contrat d'élevage de la vache reçue 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Redynamiser les comités de suivi de la CSCB au niveau commune ; ➤ Il faut ajouter l'administrateur, le chef de poste de police, le juge président du tries et au niveau province ; le gouverneur de province et le commissaire provincial de police 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ ACORD ➤ DPAE ➤ Administration ➤ PAIVA-B 	A tout moment
2. Coopératives agricoles et laitières	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Evaluation des activités tous les 3 mois ➤ Transmettre le rapport des activités et rapport financier à l'administration communale ➤ Mise en place des gérants des coopératives ➤ Suivi régulier des activités par les membres des coopératives 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Respecter des lois et règlements régissant les coopératives. ➤ Recrutement des gérants des coopératives ➤ Mise en place des structures de contrôle des activités des coopératives 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Comités coopérative ➤ OPP ➤ CAPAD ➤ Administration 	A tout moment
CEP	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Mise en place d'un réseau cep ➤ Caution solidaire ➤ Mise en place des boutiques d'intrants agricole 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Sensibiliser les ceps mis en place pour qu'ils forment un réseau communal, provincial ou national cep ➤ Construire les boutiques d'intrants agricoles au niveau de chaque commune ➤ Valoriser les productions obtenues 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ ACORD ➤ PAIVA-B 	De Juin à Décembre 2017
Boisements communautaires et plants agro forestiers	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Suivi régulier et entretien des boisements communautaire contre les feux de brousse ➤ Protection des calliandra contre les ravageurs 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Mise en place des comités de suivi des boisements communautaires ➤ Mise en place des pare-feu pour la protection contre les feux de brousse ➤ Renforcent des capacités sur l'importance du calliandra dans l'alimentation du bétail et autres utilisations. 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Administration communale ➤ PAIVA-B ➤ ISABU 	Mai -Juin 2017

Stratégies de pérennisation des actions du PAIVA-B en province de GITEGA

Interventions à pérenniser	Conditions de durabilité	Les actions à mettre en œuvre	Responsables	Période
Réhabilitation des marais aménagés, entretien des ouvrages hydro agricoles dans les marais	Bonne réhabilitation des ouvrages hydro agricoles avant la fin du projet	<ul style="list-style-type: none"> - Attribuer les marchés d'aménagement selon les capacités et compétences des entreprises; - Faire un suivi régulier et rigoureux lors de la réhabilitation des marais; - Une grande implication des structures relais communautaires qui sont les AUM, CDC, CCDC, les services techniques comme la DPAE, le génie rural et l'administration à la base tels que les chefs de colline, les chefs de zone et les administrateurs communaux lors de la réhabilitation des marais 	PAIVA-B, Ingénieur conseil, AUM, CDC, CCDC, DPAE, génie rural et administration à la base	Continue
	Bonne structuration et compréhension du mandant de l'AUM	<ul style="list-style-type: none"> - Continuer à organiser des séances de renforcement des capacités en matière de structuration, d'organisation et de gestion de l'AUM - Mettre en place des organes leaders inclusifs (Administration, CDC, DPAE et Usagers); - Mettre en place des Structures communautaire très efficace, stable et compétant et respect des mandants des l'AUM - Doter l'AUM des compétences élargies sur les usagers 	PAIVA-B, DPAE, AUM, CDC, CCDC et administration	Continue
	Bonne maîtrise technique du fonctionnement des ouvrages par les usagers	<ul style="list-style-type: none"> - Impliquer les usagers depuis les aménagements des ouvrages - Renforcer les capacités des usagers sur le fonctionnement des ouvrages et la circulation de l'eau; - Renforcer les capacités des usagers sur les différentes techniques d'entretien et de réhabilitation des ouvrages hydro-agricoles 	PAIVA-B, CDC, CCDC, DPAE, ACORD, AUM et l'administration	Continue
	Bonne implication des services de la DPAE, du génie rural, CDC et de l'administration	<ul style="list-style-type: none"> - Doter le marais aménagé d'un agent de la DPAE et du génie rural qui doivent assurer le suivi régulier de toutes les activités qui s'y déroulent - L'administration territoriale doit organiser des réunions périodiques pour analyser les questions éventuelles en rapport la gestion des ouvrages hydro agricoles - Les structures de développement communautaires doivent s'impliquer activement dans le suivi et encadrement des activités qui se déroulent au niveau des marais réhabilités 	DPAE, génie rural, CDC et administration	Continue
	Disponibilité des ressources pour	<ul style="list-style-type: none"> - Doter le marais du matériel d'entretien des ouvrages et bien définir le mode de gestion de ces derniers 	PAIVA-B, DPAE, AUM, CCDC, CDC et	Continue

Interventions à pérenniser	Conditions de durabilité	Les actions à mettre en œuvre	Responsables	Période
	l'entretien et la maintenance	<ul style="list-style-type: none"> - Définir le niveau des redevances à collecter et déterminer le taux destiné à l'entretien et la réhabilitation des ouvrages - La DPAE doit mettre en place des moyens de suivi et d'encadrement des usagers de ces marais 	l'administration	
	Augmentation de la production et sa rentabilité	<ul style="list-style-type: none"> - Appuyer la disponibilisation des semences de qualité en temps réel et en quantité suffisante - Faciliter l'accès aux intrants agricoles à travers les avances par les coopératives - Sensibiliser les usagers sur le respect des normes techniques et le calendrier agricole - Valoriser la production et ses différents sous-produits - Sensibilisation des usagers de marais au respect de l'itinéraire SRI et au calendrier agricole 	PAIVA-B, DPAE, AUM, CCDC, CDC, ISABU, Coopératives, Administration	Continue
	Mise en application des lois et règlements qui régissent les marais aménagés	<ul style="list-style-type: none"> - Harmoniser le taux et le système de collecte des redevances ainsi que la gestion de ces derniers - Sensibiliser les usagers sur la réglementation des marais - Faire respecter scrupuleusement la loi en cas de défaillance (faire respecter les statuts et ROI) 	-Administration et ses partenaires	Continue
Aménagement des bassins versants (FAE et pistes)	Qualité des FAE et autres ouvrages de protection des BV L'organisation mise en place pour l'entretien La complémentarité entre tous les acteurs impliqués et de leurs capacités de mobilisation sociale Disponibilité des moyens d'entretien	<ul style="list-style-type: none"> - Sensibiliser la population de la zone d'intervention sur le rôle et l'importance des FAE - Mettre en place une équipe technique pour l'encadrement du piquetage, du creusement et de la végétalisation des FAE - Impliquer les bénéficiaires de la zone dans l'aménagement des FAE ; - Sensibiliser les bénéficiaires à l'entretien des FAE dans le cadre des travaux communautaires ; - Mettre en place un comité BV consensuel et accepté au niveau de la zone - Doter les comités BV du matériel d'entretien et définir le mode de gestion - Mettre en place un calendrier d'entretien convenu selon la période de l'année 	PAIVA-B, génie rurale, OBPE DPAE, Administration et les structures communautaires (CDC, CCDC, comités BV)	Continue
Les pépinières	-Professionnalisation des associations des pépinières - la poursuite de la	<ul style="list-style-type: none"> - Appuyer la mise en place des associations des pépinières pérennes - Doter ces dernières des textes réglementaires solides - Protéger les producteurs des plants par une réglementation 	PAIVA-B, Comité AP, OBPE, DPAE, bénéficiaires, les membres du comité de	Continue

Interventions à pérenniser	Conditions de durabilité	Les actions à mettre en œuvre	Responsables	Période
	gestion de la chaîne de solidarité communautaire bovine la Rentabilité des pépinières	<ul style="list-style-type: none"> - pour éviter les plants « tout venant » - Encourager les pépiniéristes par le rachat de leurs plants - Assurer une mise en relation des pépiniéristes avec les sources d'approvisionnements en intrants et matériel 	CSCB et l'administration	
CSCB	<p>Bon ciblage des bénéficiaires et du suivi de la CSC par tous les acteurs</p> <p>La rentabilité de l'élevage par la valorisation du lait</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Impliquer toutes les composantes de la population au niveau du ciblage - Veiller au respect des critères techniques, transparence et équité - Impliquer les différents partenaires à la validation des listes, suivi et encadrement des bénéficiaires - Sensibiliser les bénéficiaires sur l'importance du ciment et son remboursement - Assurer l'opérationnalisation des centres de collecte et des coopératives laitières en les dotant des moyens de transport et de transformation du lait - Il faut que les coopératives laitières motivent les éleveurs par des avantages comparatifs (prix rémunérateur, crédits intrants, santé et éducation) 	CDC, CCDC, Administration locale, services techniques de la DPAE, PAIVA-B et les prestataires de services	Continue
Multiplication des semences	<p>Maîtrise de la filière semencière</p> <p>Protection des semences Rentabilité économique</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Renforcer les capacités techniques des multiplicateurs des semences ainsi que la loi semencière - Professionnaliser les associations de multiplicateurs des semences et les pérenniser - Assurer la protection des multiplicateurs des semences selon la loi semencière - Appuyer les multiplicateurs des semences par la mise en place des hangars de stockage 	PAIVA-B, ONCCS, DPAE, les membres des associations de multiplicateurs de semences, ISABU	Continue
CEP	<p>Amélioration du taux d'adoption</p> <p>Evolution des CEP en multiplicateurs de semences</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Evaluer le niveau d'adoption autour des CEP - Organiser des journées porte ouverte - Organiser des concours et primer les meilleurs - les appuyer à se structurer en groupements des multiplicateurs 	PAIVA, DPAE, consultant CEP, les membres des CEP, les facilitateurs internes et externes	Continue
GCS	Remboursement et connexion aux IMF	<ul style="list-style-type: none"> - Renforcer les capacités des GCS en matière de gestion des crédits et de remboursement - Alphabétisation de certains membres des GCS - Accompagner les GCS dans la gestion du crédit 	PAIVA-B, CDFC, IMF	Continu

Interventions à pérenniser	Conditions durabilité	de Les actions à mettre en œuvre	Responsables	Période
		- Connecter les GCS aux IMF sans intervention des partenaires		

Stratégies de pérennisation des actions du PAIVA-B en province de Karusi

Interventions à pérenniser	Conditions de durabilité	Les actions à mettre en œuvre	Responsables	Période
Ouvrages hydrauliques dans les marais	Bon aménagement de départ	<ul style="list-style-type: none"> - Attribuer les marchés d'aménagement selon les capacités et compétences - Faire un suivi rigoureux lors des aménagements - Implication forte des AUM, DPAE et administration lors des aménagements pour le suivi 	PAIVA-B, Ingénieur conseil, AUM, DPAE et administration	Continue
	Bonne structuration et compréhension du mandant de l'AUM	<ul style="list-style-type: none"> - Organiser plusieurs séances de renforcement des capacités en matière de structuration, d'organisation et de gestion de l'AUM - Mettre en place des organes leaders inclusifs (Administration, DPAE et Usagers) - Doter l'AUM des compétences élargies sur les usagers 	ACORD, DPAE, AUM et administration	Continue
	Bonne maîtrise technique du fonctionnement des ouvrages par les usagers	<ul style="list-style-type: none"> - Impliquer les usagers depuis les aménagements des ouvrages - Renforcer les capacités des usagers sur le fonctionnement des ouvrages et la circulation de l'eau 	PAIVA-B, DPAE, ACORD, AUM et l'administration	Continue
	Bonne implication des services de la DPAE et de l'administration	<ul style="list-style-type: none"> - Doter le marais aménagé d'un agent de la DPAE qui doit assurer le suivi régulier de toutes les activités qui s'y déroulent - L'administration territoriale doit organiser des réunions périodiques pour analyser les questions éventuelles en rapport la gestion des ouvrages hydro agricoles 	DPAE et administration	Continue
	Disponibilité des ressources pour l'entretien et la maintenance	<ul style="list-style-type: none"> - Doter le marais du matériel d'entretien des ouvrages et bien définir le mode de gestion de ces derniers - Définir le niveau des redevances à collecter et le taux destiné à l'entretien - La DPAE doit mettre en place des moyens de suivi 	PAIVA-B, DPAE et l'administration	Continue
	Augmentation de la production et sa rentabilité	<ul style="list-style-type: none"> - Appuyer la disponibilisation des semences de qualité en temps réel - Faciliter l'accès aux intrants agricoles à travers les avances par les coopératives - Sensibiliser les usagers sur le respect des normes techniques et le calendrier agricole - Valoriser la production et ses différents sous produits 	DPAE, ISABU, Coopératives, Administration	Continue
	Mise en application des lois et règlements qui régissent les marais aménagés	<ul style="list-style-type: none"> - Harmoniser le taux et le système de collecte des redevances ainsi que la gestion de ces derniers - Sensibiliser les usagers sur la réglementation des marais - Appliquer scrupuleusement la loi en cas de défaillance (retrait des parcelles par ex.) 	-Administration et ses partenaires	Continue

Interventions à pérenniser	Conditions de durabilité	Les actions à mettre en œuvre	Responsables	Période
Aménagement des bassins versants (FAE et pistes)	Qualité des FAE et autres ouvrages de protection des BV L'organisation mise en place pour l'entretien La complémentarité entre tous les acteurs impliqués et de leurs capacités de mobilisation sociale Disponibilité des moyens d'entretien	<ul style="list-style-type: none"> - Sensibiliser la population de la zone d'intervention sur le rôle et l'importance des FAE - Mettre en place une équipe technique pour l'encadrement du piquetage et le creusement - Impliquer les bénéficiaires de la zone dans l'aménagement des FAE - Mettre en place un comité BV consensuel et accepté au niveau de la zone - Doter les comités BV du matériel d'entretien et définir le mode de gestion - Mettre en place un calendrier d'entretien convenu selon la période de l'année 	PAIVA-B, ACORD, DPAE, Administration et les structures communautaires (CDC, CCDC, comités BV)	Continue
Les pépinières	Professionnalisation des associations des pépinières La poursuite de la chaîne de solidarité bovine Rentabilité des pépinières	<ul style="list-style-type: none"> - Appuyer la mise en place des associations des pépinières pérennes - Doter ces dernières des textes réglementaires solides - Protéger les producteurs des plants par une réglementation pour éviter les plants « tout venant » - Encourager les pépiniéristes par le rachat de leurs plants - Assurer une mise en relation des pépiniéristes avec les sources d'approvisionnements en intrants et matériel 	PAIVA-B, ACORD, DPAE, bénéficiaires et l'administration	Continue
CCSCB	Bon ciblage des bénéficiaires et du suivi de la CSC par tous les acteurs La rentabilité de l'élevage par la valorisation du lait	<ul style="list-style-type: none"> - Impliquer toutes les composantes de la population au niveau du ciblage - Veiller au respect des critères techniques, transparence et équité - Impliquer les différents partenaires à la validation des listes, suivi et encadrement des bénéficiaires - Sensibiliser les bénéficiaires sur l'importance du ciment et son remboursement - Assurer l'opérationnalisation des centres de collecte et des coopératives laitières en les dotant des moyens de transport et de transformation du lait - Il faut que les coopératives laitières motivent les éleveurs par des avantages comparatifs (prix rémunérateur, crédits intrants, santé et éducation) 	CDC, Administration locale, services techniques de la DPAE, ACORD et les autres prestataires de services (OPP VAL)	Continue
Multiplication des semences	Maîtrise de la filière semencière Protection des semences	<ul style="list-style-type: none"> - Renforcer les capacités techniques des multiplicateurs des semences ainsi que la loi semencière - Professionnaliser les multiplicateurs des semences et les pérenniser - Assurer la protection des multiplicateurs des semences selon la loi semencière 	PAIVA-B, ONCCS, DPAE, ACORD	Continue

Interventions à pérenniser	Conditions de durabilité	Les actions à mettre en œuvre	Responsables	Période
	<i>Rentabilité économique</i>	<ul style="list-style-type: none"> - Appuyer les multiplicateurs des semences par la mise en place des hangars de stockage 		
CEP	<i>Amélioration du taux d'adoption</i> <i>Evolution des CEP en multiplicateurs des semences</i>	<ul style="list-style-type: none"> - Evaluer le niveau d'adoption autour des CEP - Primer les meilleurs et les appuyer à s'organiser en groupements des multiplicateurs 	PAIVA, ACORD et consultant CEP	Continue
GCS	<i>Remboursement et connexion aux IMF</i>	<ul style="list-style-type: none"> - Renforcer les capacités des GCS en matière de gestion des crédits et de remboursement - Accompagner les GCS dans la gestion du crédit - Connecter les GCS aux IMF sans intervention des partenaires 	CDFC	Continu

Stratégies de pérennisation des actions du PAIVA-B en province KAYANZA

Interventions à pérenniser	Conditions de durabilité	Actions à mettre en œuvre	Responsable	Période d'exécution
Intensification des productions agricoles et d'élevage				
Entretien des infrastructures dans les marais	<ul style="list-style-type: none"> -Collecte de redevances - Qualité des ouvrages et des aménagements - Une bonne organisation des structures des communautés efficaces avec des statuts - Implication de l'administration dans la collecte et suivi de l'utilisation des redevances 	<ul style="list-style-type: none"> -Redynamiser les AUM -Percevoir les redevances pour entretenir les infrastructures -Entretien des canaux d'irrigation et de drainage -Protection des canaux et des infrastructures 	<ul style="list-style-type: none"> -Les exploitants (agriculteurs) -Administration, -Les AUM, -La DPAE 	Durée indéterminée
Intensification des productions vivrières	Bonne qualité de semences	<ul style="list-style-type: none"> -Organiser des associations efficaces pour l'acquisition et la multiplication des semences performante -Multiplier les semences de riz -Rendre disponible les semences des filières secondaires (maïs hybride, haricot, soja, bananier, manioc -Mettre en place les CEP vivriers - Renforcer les capacités des membres des comités des CEP vivriers 	Les associations des multiplicateurs des semences, DPAE	Durée indéterminée
Entretien des infrastructures dans les BV	<ul style="list-style-type: none"> -Aménager les courbes de niveaux en rapport avec l'aménagement adéquat -Stabulation permanente du bétail -Sanctionner les éleveurs qui font divaguer le bétail 	<ul style="list-style-type: none"> -Regarnir les haies antiérosives -Entretien des fossés antiérosifs -Amélioration de la technique d'embocagement 	Les cultivateurs (propriétaires des champs), les techniciens, l'administration	Durée indéterminée
Production de plants dans les pépinières et protection des boisements	Créer et redynamiser les associations des pépiniéristes efficaces	-Respect du calendrier sylvicole	Agriculteurs, DPAE, administration	Durée indéterminée

Interventions à pérenniser	Conditions de durabilité	Actions à mettre en œuvre	Responsable	Période d'exécution
Suivi de la CSCB	Respect du contrat d'acquisition du bétail	Redynamisation des comites Promotion de l'Insémination artificielle	DPAE, les éleveurs, administration	Durée indéterminée
Pistes	Collectes des redevances pour la réhabilitation des ponts	Mise en place des comités de suivi Entretien des pistes Suivi rigoureux	Administration Les techniciens Les comités d'usager des pistes	Durée indéterminée
Valorisation				
Alimentation du bétail (Culture fourragères, concentrés, bloc à lécher,)	- Maintenir les boutiques d'intrants fonctionnels, - Renforcement des capacités	Sensibilisations des éleveurs	Administration, coopératives, DPAE	Toute la vie de la coopérative
Bonne organisation de la coopérative	- Respect du statut et du ROI - Respect des organes mis en place	- Exploiter régulièrement les textes réglementaires - Expliquer le statut aux membres de la coopérative à travers le comité - Les membres de la coopérative doivent apprendre aux membres les acquis des différentes formations	Les comités de la coopérative	Toute la vie de la coopérative
Collecte du lait	- Respect des voies officielles de cheminement de collecte du lait, - Respect de la loi en cours sur la commercialisation du lait	Informier et sensibiliser les concernés sur la loi relative à la collecte et la commercialisation du lait	Coopérative, Administration	Toute la vie de la coopérative
Infrastructures et équipements	Bon usage et utilisation rationnelle,	- Sensibiliser les membres à l'entretien régulier - Prévision des amortissements - Réhabilitation à chaque cas de besoin	Les membres de la coopérative	Toute la vie de la coopérative
Pérennisation de la valorisation du riz	Acheminement de la récolte du riz dans les hangars, Existence des variétés plus productives	- Sensibiliser les producteurs à vendre leur récolte dans la production, - Pénaliser les usuriers - Produire les semences de qualité par les multiplicateurs de proximité	Administration, les comités des coopératives, DPAE	A chaque saison
Crédit intrants	Existence d'un fond de calamité	- Plaidoyer pour la mise en place du fond	Administration,	Toute la vie de la coopérative

Interventions à pérenniser	Conditions de durabilité	Actions à mettre en œuvre	Responsable	Période d'exécution
		de calamité, - Sensibilisation à l'éducation sur la gestion crédit	Coopérative	

Stratégies de pérennisation des actions du PAIVA-B en province de MURAMVYA

Interventions à pérenniser	Conditions de durabilité	Actions à mettre en œuvre	Responsable	Période de mise en œuvre
1. Gestion de la CSC bovine	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Existence des comités de gestion de la CSC à tous les niveaux, bien opérationnels et dont les capacités techniques nécessaires sont requises. ➤ Implication effective de l'administration à tous les niveaux ➤ Disponibilité des contrats signés et respect des clauses de ces contrats. ➤ Travail en synergie de toutes les parties prenantes (services techniques, administration, Police, Justice, ...) ➤ Application des sanctions en cas du non respect des clauses du contrat 	<ul style="list-style-type: none"> • Mettre en place des comités de gestion de la chaîne et leur assurer des formations de renforcement des capacités. • Préparer, expliquer les clauses et faire signer les contrats des éleveurs • Tenir des séances de sensibilisation de toutes les parties prenantes. • Faire des séances d'évaluations/planification des activités liées à la gestion des CSC bovine qui regrouperaient toutes les parties prenantes. 	<ul style="list-style-type: none"> • PAIVA-B • PAIVA-B • PAIVA-B, DAPE, administration • PAIVA-B, DAPE, administration 	<ul style="list-style-type: none"> • Avant la distribution des animaux • A la veille de la distribution des animaux • Continu • Après chaque trimestre
2. Aménagement et protection des BV par des FAE	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Disponibilité du matériel d'aménagement ➤ Comités BV en place, bien fonctionnels et ayant des capacités techniques nécessaires. ➤ Implication effective de l'administration ➤ Bonne planification et participation aux travaux communautaires ➤ Une population sensibilisée sur les effets néfastes de l'érosion 	<ul style="list-style-type: none"> • Diffusion du matériel d'aménagement et en assurer une bonne gestion. • Mettre en place les comités BV et leur assurer des formations de renforcement de capacités. • Elaborer une politique claire en rapport avec les travaux communautaires • Elaborer un protocole clair et réaliste en rapport avec à l'aménagement et la protection des BV 	<ul style="list-style-type: none"> • PAIVA-B, DPAE et administration • PAIVA-B • DAPE, administration et inspection des forêts. • DAPE, administration 	<ul style="list-style-type: none"> • Avant la fin du projet • Avant la fin du projet • Aussitôt que possible • Aussitôt que possible
3. Reboisement communautaire et entretien des boisements existants	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Une administration sensibilisée et responsabilisée. 	<ul style="list-style-type: none"> • A la fin du projet, faire signer un contrat de transfert des responsabilités à l'administration. 	<ul style="list-style-type: none"> • PAIVA-B, DPAE et administration 	<ul style="list-style-type: none"> • A la fin du projet
4. Production et plantation des plants forestiers,	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Professionnalisation des groupements pépiniéristes ➤ Des capacités techniques des 	<ul style="list-style-type: none"> • Appuyer dans la recherche des clients potentiels des plants • Renforcer les capacités des 	<ul style="list-style-type: none"> • PAIVA-B • PAIVA-B • PAIVA-B 	<ul style="list-style-type: none"> • Au début de la campagne sylvicole

Interventions à pérenniser	Conditions de durabilité	Actions à mettre en œuvre	Responsable	Période de mise en œuvre
agro forestiers et fourragers	<ul style="list-style-type: none"> ➤ pépiniéristes renforcées ➤ Matériel suffisant. 	<ul style="list-style-type: none"> • pépiniéristes. • Diffusion du matériel 		<ul style="list-style-type: none"> • Au début de la campagne sylvicole • Au début de la campagne sylvicole
5. Coopératives	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Des comités bien structurés et opérationnels ➤ Infrastructures durables ➤ Capacités techniques des membres renforcées ➤ Des infrastructures durables et de bonne qualité. 	<ul style="list-style-type: none"> • Structuration des membres des coopératives • Renforcement des capacités des membres des coopératives • Mettre en place des infrastructures durables. 	<ul style="list-style-type: none"> • PAIVA-B • PAIVA-B • PAIVA-B 	<ul style="list-style-type: none"> • Dès la mise en place de la coopérative • Continu • A la mise en place de l'infrastructure

Dimensions et actions requises pour garantir la durabilité

Le tableau ci-dessous montre les actions requises pour garantir la durabilité des principales initiatives à pérenniser.

Activités pour garantir la durabilité	Dimensions de durabilité			
	Economique	Technique	Institutionnelle	Environnementale
1. Aménagements des marais	Mise en valeur par les Usagers, la DPAE, collecte des redevances	Ouvrages durables, Entretien par le GR, administration, bénéficiaires	AUM, Coopératives rizicoles, Collecte des redevances	Gestion de l'eau et protection de l'environnement: AUM, Coopératives, GR, DPAE
2. Aménagements des BV	Végétalisation (vente du fourrage, production du lait)	Entretien par l'administration, CDC, population (dans le cadre des Travaux de Développement Communautaire)	- Comités BV	Végétalisation, Protection des ouvrages et des cultures dans les marais
3. Pépinières communautaires	Vente des plants, Economie d'argent qu'on devait payer pour les plants	Production des plants par les bénéficiaires	Associations de pépiniéristes	Boisements communautaires et familiaux
4. Hangars de stockage/GPC riz et maïs	Crédits de stockage (IMF)	Vulgarisation du crédit de stockage (PAIVA-B, CAPAD, ACORD, AUM, Coopératives, DPAE)	Coopératives, IMF impliquée dans la gestion	-
5. Pistes	accès facile aux services sociaux, diminution des prix des produits, facilité de transport de la production vers les hangars ou les marchés, circulation des biens et services, bonnes conditions de travail, écoulement des produits, secours rapide en cas de perturbation de la sécurité, désenclavement, etc.	Entretien par les AUP/Brigade Piste, CDC, CCDC et l'administration : cahier de charge clair de l'AUP/Brigade pistes, caisse de réparations, ROI, rapports et calendrier des activités	Prise en charge par les communes avec délégation de pouvoir aux AUP,	-
5. CSC/ GPC lait	Monétarisation (vente de lait, viande, fumier, produits vivriers, etc.)	Maîtrise de la technique : FFS, CCL, pouvoir d'achat des produits vétérinaires	Associations d'éleveurs, Coopératives d'éleveurs, CDC, DPAE, Administration	Fertilisation, fourrage,
6. ACSA	Accès aux produits vétérinaires (prix, crédits, etc.)	Soins à temps par les ACSA, les bénéficiaires eux-mêmes	Associations et coopératives des ACSA, loi régissant le travail des ACSA	-
7. Boutiques d'intrants	Organisation de réseau de vente	- Renforcement des OP pour définition des besoins	Crédits (IMF partenaires)	-

Activités pour garantir la durabilité	Dimensions de durabilité			
	Economique	Technique	Institutionnelle	Environnementale
		- Passation des marchés par les OP		
8. Semences	Organisation de réseau de vente avec demande atomisée	Aspect post récolte, triage, conditionnement,	- crédit (IMF) - Pré-base (ISABU) - contrôle et certification (DVA)	Maintenir la diversité des variétés (ISABU)
9. SRI/SRA	Production accrue	Sensibilisation pour adoption totale, espacement, application du fumier, semence de qualité	Structuration des usagers et renforcement des capacités : ACORD peut continuer à animer les FFS pendant 1 à 2 ans après le projet	Double culture du riz : voir s'il n'a pas d'impact environnemental
10. Kitchen garden et culture en sac	Champs potager très proche	Formation et vulgarisation de la technologie	Les associations d'éleveurs d'abord, renforcement des capacités dans les FFS	Bonne utilisation de l'eau
11. Les structures et les collectivités locales	<ul style="list-style-type: none"> - Les CDC sont impliqués dans le processus de planification, d'identification des bénéficiaires et de mise en œuvre des PCDC - Ils sont sensibles aux conséquences de leur paupérisation et au détournement des biens communautaires - Forte implication de l'administration locale, ACORD, DPAE, GR, CDC, OP, Organisations d'usagers - Tenir en compte les plus vulnérables (les veuves, orphelins, PVVS, Batwa, déplacés de guerre, etc.) 	<ul style="list-style-type: none"> - Continuer le renforcement des capacités sur les critères d'éligibilité pour que ceux qui désirent des appuis se préparent - formation sur les pratiques de protection de l'environnement (traçage des CN, installation des cultures agro zoo fourragères - formation sur les thèmes techniques et d'organisation : Administration, DPAE, GR, CDF, CAPAD, ACORD, PAIVA-B, PARSE, PRODEFI, 	<p>Le PAIVA-B s'appuie sur structures communautaires (CDC, OP, comités d'usagers) en vue de la durabilité : transfert des compétences, professionnalisation et autonomisation par rapport aux autres acteurs par les CPD, CCDC, DPAE, CDF, GR, Administration, PARSE, PRODEFI, autres acteurs dans le milieu.</p>	<p>Les structures communautaires (CDC, AUM, AUP, Associations de pépiniéristes, etc.) participent dans la gestion des ressources naturelles disponibles. Ils doivent être sensibilisés sur les méfaits de feux de brousse, les avantages de la stabulation permanente, extraction des matériaux de construction, le traçage des CN, l'installation des cultures agro zoo fourragères, etc.</p>

Burundi

Agricultural Intensification and Value-enhancing Support Project Supervision Report

Appendix 5: Mission preparation and planning, TORs, schedules, people met

Mission Dates: 15-26 octobre 2018
Document Date: 04/02/2019
Project No. 1100001469
Report No. 4948-BI

East and Southern Africa Division
Programme Management Department

Appendice 5: Préparation et planification de la mission, termes de référence, calendriers, personnes rencontrées

1. De façon globale, sous la conduite de la Chargée de programme pays, la mission a pour objectif de passer en revue l'exécution technique et financière du programme et le degré de mise en œuvre des recommandations de la dernière mission de supervision. Elle fera notamment le point sur: (i) l'exécution des activités durant la période sous-revue et apprécier les progrès réalisés; (ii) les priorités du PTBA et des plans de passation des marchés 2018 ; (iii) les approches du programme pour consolider la durabilité des résultats; (iv) la gestion financière et administrative, (v) le système de suivi-évaluation et les indicateurs désagrégés selon le genre, (vi) le degré de mise en œuvre des recommandations des audits des comptes de l'exercice 2017 et (vii) évaluer le degré de mise œuvre du plan de désengagement du programme dont la date l'achèvement est prévue pour fin septembre 2019.

2. De façon spécifique, les termes de référence de chaque membre de la mission sont comme suit:

– **Monsieur Isidore Tovi, CAP/ICO**

3. Du 15 au 26 octobre 2018, sous la supervision de la Chargée de programme pays, le CAP coordonnera les contacts de l'équipe avec les représentants des parties prenantes. Appuyé par les membres de l'équipe, il sera responsable du volet suivi-évaluation. A cet effet, il devra:

- Evaluer le degré de mise en œuvre des recommandations en S/E de la dernière mission de supervision ;
- Apprécier les performances du système de suivi-évaluation et du système de rapportage (rapports de suivi technique et financier), et leurs implications sur la performance du programme ;
- Faire le point sur les aspects genre et gestion des savoirs générés par le programme ;
- Décrire succinctement les bonnes pratiques susceptibles d'être consolidées et reproduites à plus grande échelle dans d'autres provinces du pays;
- Actualiser le cadre logique du programme avec l'appui des autres membres de la mission et l'équipe du programme;
- Evaluer les performances des prestataires de services, des partenaires et des unités de facilitation et de coordination régionales (UFCR) impliqués dans le suivi-évaluation du programme;
- Actualiser avec l'équipe de la mission de supervision le rapport sur l'état d'avancement du PAIVA-B selon les nouvelles directives de notation des programmes basées sur le système de gestion des résultats opérationnels (ORMS);
- Contribuer à la préparation de l'aide-mémoire et du rapport de supervision, y compris les appendices et annexes exigés, conformément au modèle établi par le FIDA ;
- Présenter et discuter en séance plénière avec la partie nationale et les représentants des parties prenantes, l'aide-mémoire indiquant les principales conclusions de la mission;
- Effectuer toute autre tâche dans votre domaine de compétences qui sera demandée par le chef de mission.

– **Monsieur Ghachem Kadari, Consultant en appui au bureau pays**

4. Du 15 au 26 Octobre 2018, sous la supervision de la Chargée de programme pays, et en relation avec les autres membres de la mission, Monsieur Kadari assumera la responsabilité de la coordination générale des travaux de la mission incluant les visites de terrain. A cet effet, il accomplira les tâches suivantes:

- Mener les contacts auprès des autorités de tutelle et les partenaires du programme;
- Evaluer globalement, en collaboration avec les autres membres de la mission, le degré d'exécution des activités du programme et formuler des recommandations pour améliorer ses performances;
- S'assurer de la cohérence globale dans l'exécution du programme notamment entre les composantes techniques et avec les aspects transversaux du programme;
- Actualiser avec l'équipe de la mission de supervision le rapport sur l'état d'avancement du PAIVA-B selon les nouvelles directives de notation des programmes basées sur le système de gestion des résultats opérationnels (ORMS);
- Présenter et discuter en séance plénière avec la partie nationale et les représentants des parties prenantes, l'aide-mémoire indiquant les principales conclusions de la mission;
- Elaborer le rapport de supervision conformément au modèle établi par le FIDA;
- Transférer toute la documentation de la mission de supervision à la Chargée de programme pays.

– **Monsieur Yves Minani, Consultant Agronome**

5. Du 15 au 26 Octobre 2018, sous la supervision de la Chargée de programme pays, et en relation avec les autres membres de la mission, vous coordonnerez les travaux pour la composante 1 "Renforcement et

protection du capital productif". Par rapport aux objectifs du programme et aux prévisions du PTBA 2018, vous serez chargé des tâches suivantes:

- Evaluer le degré de mise en œuvre des recommandations de la dernière mission de supervision de novembre 2017,
- Analyser par rapport au PTBA 2018, les progrès réalisés par la composante dans ces différents volets;
- Evaluer les progrès en rapport avec les volets : (i) production des semences et plants, (ii) amélioration de l'accès aux intrants, (iii) champs écoles paysans (CEP) de la sous-composante 1.2 "Intensification de la production agricole", le volet: (i) "renforcement des capacités et apprentissage collectif" et faire le point sur le système de riziculture intensif (SRI) et analyser son degré d'adoption et son impact sur la production rizicole ;
- Analyser, en collaboration avec le consultant en génie rural, l'implication des associations des usagers des marais (AUM) et des comités de suivi des bassins versants dans les activités d'intensification agricole;
- Formuler des recommandations en vue d'améliorer les performances des activités de la composante et/ou d'augmenter l'impact du programme sur les bénéficiaires;
- Contribuer à la préparation de l'aide-mémoire et du rapport de supervision, y compris les appendices et annexes exigés, conformément au modèle établi par le FIDA ;
- Actualiser avec l'équipe de la mission de supervision le rapport sur l'état d'avancement du PAIVA-B selon les nouvelles directives de notation des programmes basées sur le système de gestion des résultats opérationnels (ORMS);
- Présenter et discuter en séance plénière avec la partie nationale et les représentants des parties prenantes, l'aide-mémoire indiquant les principales conclusions de la mission;
- Effectuer toute autre tâche dans votre domaine de compétences qui sera demandée par le chef de mission.

– **Mr Guy Raoul Sanon, Consultant filières agricoles**

6. Du 15 au 26 Octobre 2018, sous la supervision de la Chargée de programme pays, et en relation avec les autres membres de la mission, vous serez notamment chargé des aspects suivants :

- Evaluer le degré de mise en œuvre des recommandations de la dernière mission de supervision de 2017 en rapport avec les activités dont vous êtes en charge,
- Evaluer le degré de mise en œuvre des activités relatives aux volets (i) "Etude des marchés des produits agricoles et diagnostic des services financiers" et (ii) "Appui à l'amélioration des produits agricoles et l'accès aux marchés" de la sous-composante 2.1 "Valorisation de la production agricole".
- Analyser le niveau de gestion et de fonctionnement des unités de valorisation mises en place (hangars de stockage, décortiqueuses améliorées, minirizeries, centres de collecte de lait et minilaiteries), étudier les contraintes et proposer des améliorations en vue d'assurer leur rentabilité et durabilité ;
- Evaluer la qualité des études réalisées dans le développement des filières et faire des recommandations;
- Analyser, par rapport aux PTBA 2018, les progrès réalisés dans l'exécution des volets de la sous-composante 2.1 "Valorisation de la production agricole"
- Evaluer les performances des prestataires de service impliqués dans la mise en œuvre des activités de valorisation agricole
- Formuler des recommandations en vue d'améliorer les performances et l'impact des volets indiqués ci-dessus;
- Contribuer à la préparation de l'aide-mémoire et à l'établissement des annexes et appendices du rapport de supervision selon le modèle requis par le FIDA ;
- Actualiser avec l'équipe de la mission de supervision le rapport sur l'état d'avancement du PAIVA-B selon les nouvelles directives de notation des programmes basées sur le système de gestion des résultats opérationnels (ORMS);
- Présenter et discuter en séance plénière avec la partie nationale et les représentants des parties prenantes, l'aide-mémoire indiquant les principales conclusions de la mission;
- Effectuer toute autre tâche entrant dans votre domaine de compétences qui sera demandée par le chef de mission.

– **Monsieur Dismas Nimubona, Consultant Génie Rural**

7. Du 15 au 26 Octobre 2018, sous la supervision de la Chargée de programme pays, et en relation avec les autres membres de la mission, vous vous coordonnerez les travaux pour la composante 2 "Appui à la valorisation de la production agricole et développement des infrastructures et vous serez particulièrement en charge des volets "Aménagements hydroagricoles, protection des bassins versants et sécurisation foncière " de la sous-composante 1.1 " aménagement du capital productif et sécurisation foncière" et de la sous-composante 2.2 "infrastructures rurales" du programme. Vous serez notamment responsable des tâches suivantes :

- Evaluer le degré de mise en œuvre des recommandations de la dernière mission de supervision de novembre 2017;
- Evaluer, par rapport au PTBA 2018, les performances des volets "Aménagements hydroagricoles, protection des bassins versants, infrastructures rurales et sécurisation foncière" de la sous-composante 1.1 "aménagement du capital productif et sécurisation foncière" et de la sous-composante 2.2 "infrastructures rurales" du programme;
- Actualiser les plannings de mise en œuvre des aménagements hydro-agricoles en tenant compte de la durée des études et des travaux qui restent à faire en fonction de la date d'achèvement du programme qui est prévue en septembre 2019
- Evaluer les performances des prestataires de service y compris les bureaux d'études, les entreprises de travaux, les bureaux de contrôle et de surveillance et les partenaires impliqués dans la mise en œuvre de ces aménagements ;
- Analyser le système de gestion et d'entretien des investissements en infrastructures (pistes, aménagements hydro agricoles, magasins d'intrants agricoles, etc.) et faire des propositions d'amélioration pour améliorer leur autonomie en vue du désengagement du programme;
- Proposer un plan de désengagement du programme en vue de préparer progressivement la clôture de ses activités;
- Contribuer à la préparation de l'aide-mémoire et à l'établissement des appendices et annexes du rapport de supervision selon le modèle requis par le FIDA ;
- Actualiser avec l'équipe de la mission de supervision le rapport sur l'état d'avancement du PAIVA-B selon les nouvelles directives de notation des programmes basées sur le système de gestion des résultats opérationnels (ORMS);
- Présenter et discuter en séance plénière avec la partie nationale et les représentants des parties prenantes, l'aide-mémoire indiquant les principales conclusions de la mission;
- Effectuer toute autre tâche entrant dans votre domaine de compétences qui sera demandée par le chef de mission.

– **Monsieur Gilbert Hatungumukama, Consultant en Elevage**

8. Du 15 au 26 Octobre 2018, sous la supervision de la Chargée de programme pays, et en relation avec les autres membres de la mission, vous serez en charge des volets : (i) Renforcement de la chaîne de solidarité communautaire (CSC) de bovins, et (ii) Appui au petit élevage de la sous-composante 1.2 "Intensification de la production agricole". Vous aurez notamment pour tâches de:

- Evaluer le degré de mise en œuvre des recommandations de la dernière mission de supervision de novembre 2017 en rapport avec les volets énoncés ci-dessus ;
- Analyser, par rapport au PTBA 2018, les progrès réalisés dans l'exécution des activités de ces volets ;
- Analyser la question relative à l'alimentation des animaux distribués et à la distribution des boutures et semences fourragères, en termes de reproduction, de production du fumier et du lait ;
- Analyser les progrès réalisés au niveau des champs écoles élevage, les innovations adoptées et leur mise à l'échelle;
- Examiner la durabilité des actions réalisées et plus particulièrement les mesures prises pour les transférer progressivement aux structures pérennes déconcentrées et/ou aux structures communautaires;
- Apprécier les performances des cadres d'appui en élevage et des DPAE dans l'exécution des conventions de prestation de services avec les programmes;
- Proposer un plan de désengagement du programme en vue de préparer progressivement la clôture de ses activités;
- Contribuer à la préparation de l'aide-mémoire et à l'établissement des appendices et annexes du rapport de supervision selon le modèle requis par le FIDA ;
- Actualiser avec l'équipe de la mission de supervision le rapport sur l'état d'avancement du PAIVA-B selon les nouvelles directives de notation des programmes basées sur le système de gestion des résultats opérationnels (ORMS);
- Présenter et discuter en séance plénière avec la partie nationale et les représentants des parties prenantes, l'aide-mémoire indiquant les principales conclusions de la mission;
- Effectuer toute autre tâche dans votre domaine de compétence qui sera demandée par le chef de mission.

– **Monsieur Jean Baptiste Hakizimana, Consultant en gestion financière**, (sous contrat FMD)

9. Sur la base des rapports financiers préparés par le programme, examiner la performance financière par catégorie de dépenses et composante pour évaluer la performance financière globale du programme à ce jour par rapport : (i) au rapport d'évaluation et (ii) aux PTBA approuvés depuis le début du programme. Examiner l'état cumulatif des fonds par catégorie de dépenses, le PTBA approuvé et les engagements du programme (contrats signés non payés) afin d'estimer l'adéquation des fonds et le besoin potentiel de réaffectations de catégories.

- Résumez les raisons des écarts importants entre les taux de décaissement prévus et réels. Identifier les problèmes et les goulots d'étranglement réels ou potentiels.
- Passer en revue l'exécution financière du PTBA actuel et obtenir des explications de l'UGP pour les écarts importants entre le budget et les dépenses réelles. Faire des commentaires sur le système de suivi du budget du programme.
- Discuter de l'état de préparation des états financiers annuels (si pertinent pour la période) et valider le dernier Rapport Financier Intermédiaire (IFR), le cas échéant.
- Examiner la disponibilité des fonds de contrepartie (Gouvernement et bénéficiaires), en identifiant les goulots d'étranglement, le cas échéant. Vérifier que la valeur des contributions en nature du Gouvernement et des bénéficiaires, est estimée et enregistrée par le programme.
- Évaluer la régularité de la préparation des DRF et recommander des mesures concrètes pour assurer des décaissements plus rapides et plus efficaces. Examiner les états de dépenses préparés depuis la dernière évaluation sur le terrain pour vérifier l'adéquation, l'exhaustivité et la validité des réclamations en sélectionnant, par exemple, les postes de dépenses de chaque catégorie de dépenses et en effectuant un « passage en revue ». Documenter les résultats sur des éléments individuels des états des dépenses certifiés, en notant les dépenses inéligibles. Fournir des recommandations sur toute faiblesse notée des contrôles internes. Évaluer la pertinence du classement des pièces comptables du programme.
- Évaluer la planification de la trésorerie du programme et analyser l'adéquation de l'allocation autorisée par le Compte désigné (DA) en ce qui concerne les prévisions de dépenses.
- Revoir du système d'information comptable et financière, identifier les normes comptables utilisées et signaler les différences avec les normes International Public Sector Accounting Standards ou International Public Sector Accounting Standards (IFRS/IPSAS). Évaluer la rapidité de l'enregistrement des transactions, de la budgétisation et des rapprochements. Évaluer la pertinence du plan comptable.
- Comprendre le système comptable et spécifier le logiciel de comptabilité utilisé, que le logiciel produit des DRF ou autres rapports automatisés, et que le budget soit enregistré ou non ; commenter les éventuelles personnalisations nécessaires. Évaluer la capacité du personnel financier à gérer le système comptable, commenter les exigences en matière de formation, le cas échéant.
- Décrire les arrangements bancaires. Examinez le fonctionnement des comptes désignés et des autres comptes du programme pour vous assurer que les rapprochements bancaires et les rapprochements du compte désigné (DA) sont correctement préparés sur une base mensuelle. Valider les soldes de clôture à partir de copies du relevé bancaire et clarifier le statut des éléments de rapprochement (le

10. En plus du staff et des consultants recrutés par le FIDA, les consultants nationaux recrutés dans le cadre du programme pays financé par le FIDA au Burundi seront sollicités pour accompagner la mission sur le terrain en fonction des besoins. Ils seront en charge des aspects suivants:

– **Madame Béatrice Ntahe, Consultante Genre Programme pays**

11. Sous la conduite du chef de mission et en collaboration avec l'expert en suivi-évaluation, vous contribuerez à la revue des volets "*Réduction de la pénibilité du travail de la femme*" et "*l'alphabétisation fonctionnelle des adultes*" et à l'analyse de "l'implication des femmes et des jeunes" en tant que bénéficiaires des activités du programme. Vous serez particulièrement chargée des aspects suivants:

- Évaluer le degré de mise en œuvre des recommandations de la dernière mission de supervision de novembre 2017 en rapport avec les volets énoncés ci-dessus;
- Analyser, par rapport au PTBA 2018 et aux objectifs du programme, les progrès réalisés dans l'exécution des activités de ces volets;
- Proposer les activités prioritaires à intégrer dans le PTBA 2019 en rapport les volets d'activités indiqués ci-dessus;
- Analyser l'implication des femmes et des jeunes en tant que bénéficiaires des actions du programme et dans le processus de prise de décision au sein des organisations de producteurs;
- Examiner et évaluer les effets et impact des activités de ces volets d'activités et leur durabilité;
- Examiner les mesures à prendre pour le transfert de ces activités aux structures pérennes déconcentrées ainsi que les modalités de leur financement;
- Formuler des recommandations en vue d'une meilleure implication des femmes et des jeunes dans les activités financées par le programme.

– **Madame Espérance Ndayikengurukiye, Consultante en communication/ gestion des savoirs du programme pays**

12. Sous la conduite du chef de mission, et en collaboration avec l'expert en suivi-évaluation, vous contribuerez à la revue du volet "*Communication et gestion des savoirs*". Plus spécifiquement, vous serez en charge des aspects suivants:

- Évaluer le degré de mise en œuvre des recommandations de la dernière mission de supervision de novembre 2017 en rapport avec les volets énoncés ci-dessus;

- Analyser, par rapport au PTBA 2018, et aux objectifs du programme, les progrès réalisés dans l'exécution des activités relatives à la communication;
- Examiner les canaux d'information, de transmission des savoirs et du savoir-faire et faire des propositions d'amélioration;
- Examiner les mécanismes d'apprentissage, et les outils de communication appropriés pour répertorier, documenter et diffuser les connaissances à différents niveaux et par rapport au public cible et formuler des recommandations d'amélioration;
- Evaluer le degré de mise en œuvre par le programme de la stratégie de communication et de gestion des savoirs du programme FIDA;
- Proposer les activités prioritaires à intégrer dans le PTBA 2019 en rapport avec le volet communication.

I. Résultats attendus

13. Outre les constats, appréciations et recommandations, les membres de la mission fixeront avec l'équipe du programme, les mesures et les dates convenues pour leur concrétisation.
14. A l'issue de la mission, les membres de la mission fourniront à la Chargée du Programme pays:
 - L'aide-mémoire de la mission qui sera présenté lors de la réunion de restitution ;
 - Le rapport de supervision, conforme au format du FIDA avec les appendices et annexes techniques;
 - Une lettre au gouvernement (Management Letter), accompagnant le rapport de supervision que le FIDA transmettra au Ministère de Tutelle.

II. Durée de la mission

15. La durée de la mission (12 jours au Burundi), est décrite selon l'agenda ci-dessous.

III. Agenda

16. Les consultants devront suivre l'agenda ci-dessous ou, tout amendement qui sera agréé par le Chef de mission:

- 14 octobre 2018:	Arrivée des membres de la mission
- 15 octobre 2018:	Echanges avec l'équipe du programme, le MINAGRIE et les parties prenantes
- 16-19 octobre 2018:	Visites de terrain selon le calendrier validé avec le programme
- 20 octobre 2018:	Retour à Bujumbura
- 21-23 octobre 2018:	Poursuites des consultations et rédaction de l'aide-mémoire
- 24 octobre 2018:	Synthèse avec l'équipe du programme
- 25-26 octobre 2018:	Restitution de l'aide-mémoire de la mission
- 26 octobre 2018:	Finalisation des appendices
- 27 octobre 2018:	Départ de la mission
- 29 octobre-07 novembre 2018:	Finalisation du rapport par le Chef de mission

PROGRAMME DE LA MISSION DE SUPERVISION DU PAIVA-B, DU 15 OCTOBRE AU 26 OCTOBRE 2018

Date	Heure	Site à visiter	Activités	Concernés
Lundi, 15/10/2018	8h00-10h00	Bureaux de la Représentation FIDA	Prise de contact et échanges sur les orientations de la mission	Mission
	10h00-17h00	Siège du PAIVA-B	Présentation des activités réalisées par le PAIVA-B et échanges	PAIVA-B+ Mission
Mardi, 16/10/2018	8h00-12h00	Siège du PAIVA-B	Lecture des documents et discussion avec les Chefs de composantes	Mission
	14h30-17h00	Province Ngozi	Voyage et logement à Ngozi	Groupes 1, 2, 3, 4 et 5
Mercredi, 17/10/2018		Guichet foncier de Muhanga	Agents fonciers, bénéficiaires des certificats et des crédits	Groupe1
		Coopérative rizicole de Muhanga	Comité Coopérative+ Groupement Semence riz	Groupes 3, 2
		BV et marais de Rugamba/Com. Muhanga	Membres AUM du Marais et CBV de Rugamba	Groupe1
		EMER, CSCB/Colline Muhanga	Bénéficiaires EMER + membres CEP/Vivriers/Elevage	Groupe 2
			Comité de la CSCB	
			Bénéficiaires de la méthode GALS	Groupe 4
		Coopérative Rizicole Rango	Comité de gestion de la Coopérative	Groupe 3
			Groupements producteurs de semences de riz + CEP riz subventionnés	Groupe 2
			Bénéficiaires des formations GALS et des appuis juridiques	Groupe 4
		Centre de Collecte de lait (CCL) Rango	Comité du CCL	Groupe 3
		Colline Nyarusange / Commune Rango	Un bénéficiaire EMER (NSHIMIRIMANA Timothée) : Bovin+ collecteur + foyer	Groupe 2
			Bénéficiaires de l'alphabétisation et des GCS	Groupe 4,
		Colline Gacokwe-Karehe/Commune Rango	Boisement communautaire de Kivoga, Administration et main d'œuvre	Groupe 1
		Piste NYARUSANGE-GIPFUVYA	Membres AUP et administration Com Rango	Groupe 1
		Siège UFCR Nord	Gestion Financière, Passation marchés, Suivi-Evaluation	Groupes 4,5
		Siège Province Gitega	Voyage et logement à Gitega et débriefing à l'hôtel	Tous les groupes
Jeudi, 18/10/2018	8h00-17H00	Siège Province Karusi	Visite de Courtoisie à Madame la Gouverneur	Mission +Coordon.
		Colline Nyaruhinda / Commune Gitaramuka	Marais de Ndamuka en consolidation et comité AUM	Groupe 1
			Multiplicateurs de semences du riz+ 1 CEP rizicole	Groupe 2
			Groupements pépiniéristes et le Comité BV	Groupe 1
		Coopérative rizicole Gitaramuka	Coopérative rizicole de Gitaramuka	Groupe 3
		Colline Kanazi / Commune Bugenyuzi	Coopérative rizicole de Bugenyuzi et Comité de gestion	Groupe 3
			CEP élevage, groupements semenciers	Groupe 2
			Visite du GCS de Bugenyuzi+	Groupe 4
			Boisement communautaire, Comités BV et AUM	Groupe1
		Siège UFCR Centre	Gestion Financière, Passation marchés, Suivi-Evaluation	Groupe 4,5
		Province Gitega	Voyage retour, logement à Gitega et débriefing	Tous les groupes
Vendredi 19/10/2018	8h00-17h00	Siège Province Gitega	Visite de courtoisie au Gouverneur de Gitega	Mission + Coord
		Colline Mukoro / Commune Bugendana	Un exploitant modèle bénéficiaire de bovin + Entretien avec le comité CSCB	Groupe 2
			BV et piste en consolidation et entretien avec les Comité AUP, BV et Admin	Groupe 1
		Chef-lieu / Commune Mutaho	Guichet Foncier et bénéficiaires de Certificats fonciers, GCS, et FENACOBU	Groupe 1,4
		CCL Buramabana / Muramvya	Visite du CCL/Coopérative Gisabo et Comité de gestion	Groupe 2
		Coopérative Mais Mubarazi colline Mpehe	Coopérative de maïs et Comité de gestion	Groupe 2
		Colline Mpehe / Muramvya	Pépinière agro-fourragère Mpehe, l'Assoc pépiniériste et CEP élevage	Groupes 1, 3
			Un exploitant Modèle et Comité du GCS	Groupe2,4
		BV Mubarazi	BV et Comités BV, AUP et bénéficiaires foyers améliorés	Groupe1
		Bujumbura	Voyage retour à Bujumbura et Débriefing	Tous les groupes
20-23/10/2018	8h00-17h00	Siège PAIVA-B	Poursuite des contacts, rédaction de l'AM	Mission
24/10/2018	9h00-11h00	Siège PAIVA-B	Synthèse avec l'équipe du PAIVA-B	PAIVA-B
25/10/2018	10h00-12h00	Siège PAIVA-B Grande Salle de réunion	Restitution de l'AM	Partenaires
26/10/2018	8h00-17h00	Bureau de la Représentation FIDA	Finalisation du rapport de supervision et Appendices	